

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12310 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

— VENDREDI 24 AOUT 1984

Fragile Libéria

L'occupation par l'armée, mercredi 22 août, du campus universitaire de Monrovia, où quelque deux mille étudiants manifestaient contre des arrestations de personnalités opérées quatre jours plus tôt, replace le Libéria sous les feux de l'actualité.

La plus ancienne république d'Afrique noire, qui fut fondée en 1847 par d'anciens esclaves américains, a du mal à trouver un équilibre depuis que, en 1980, un petit groupe de sous-officiers, conduits par le sergent-major Samuel Doe, a chassé du pouvoir l'oligarchie des Tolbert. A l'époque, ce coup d'Etat, indéniablement populaire au départ, avait révolté l'opinion internationale lorsque treize des proches collaborateurs de William Tolbert, le président assassiné, furent exécutés publiquement sur une plage, dans des conditions affreuses.

Depuis, le Libéria a beaucoup moins fait parler de lui, si ce n'est, comme par le passé, en raison des pavillons de complaisance qu'il attribue, très généreusement, à des flottilles de cargos. Il est vrai que le tout jeune président Doe — il est aujourd'hui âgé de trente-quatre ans — a connu un difficile apprentissage du pouvoir. Il a éprouvé bien du mal, au début, à restaurer l'ordre parmi une soldatesque indisciplinée, et à triompher de l'animosité de ses principaux partenaires d'Afrique occidentale.

Mais, à l'issue d'une période qui a laissé croire que le Libéria partait à la dérive, il a rejeté des avances libyennes pour s'assurer l'aide, cruciale, des Occidentaux, surtout celle des Etats-Unis, ce qui lui a permis de bénéficier des crédits du Fonds monétaire international. Après avoir survécu à plusieurs complots, M. Samuel Doe a même fini par organiser, cette année, le retour à un régime constitutionnel. Début juillet, les Libériens ont adopté, par voie référendaire, une nouvelle Constitution. Deux semaines plus tard, l'interdiction des partis politiques a été levée, et le Conseil de réconciliation du peuple, contrôlé par les militaires, qui était au pouvoir a été dissous et remplacé par une « Assemblée nationale intérimaire » présidée par M. Doe et chargée d'assister le gouvernement dans le processus de démocratisation du pays.

Le retour à un régime civil est toujours prévu pour 1986. Mais M. Doe est loin d'avoir renoncé à ses ambitions, notamment à celle d'être élu à la présidence, et rien ne saurait empêcher l'en dévotion. C'est ainsi qu'il faut sans doute interpréter le durcissement du régime, d'autant que figure parmi les personnalités arrêtées un universitaire, M. Sawyer, auteur de la nouvelle Constitution, qui était en train de mettre sur pied un parti politique.

A l'exercice du pouvoir, qu'il avait confié entre autres pour mettre un terme à la corruption de l'ancienne élite dirigeante, le président Doe s'est révélé plus réaliste qu'on n'aurait pu le craindre. Mais la corruption est loin d'avoir disparu dans ce petit Etat de deux millions d'habitants, et M. Doe vient sans doute de signifier à ses compatriotes que le rétablissement de la démocratie n'implique pas, fatalement, un réel partage du pouvoir et que, faute d'un plébiscite, il est prêt à affronter de nouvelles tensions pour demeurer seul maître à bord.

Un échec de Pretoria

Le gouvernement sud-africain déplore le boycottage des élections par les métis

De notre correspondant.

Johannesburg. — Les résultats, presque complets, des élections des députés métis à la Chambre des représentants en Afrique du Sud font apparaître un faible taux de participation. Celui-ci est de 27,7 %, soit un total de 192 647 voix sur un peu plus de 900 000 électeurs inscrits, les milieux politiques estiment qu'il pourrait avoisiner les 30 %.

Ce taux très bas prouve l'insupportable succès remporté par les partisans du boycottage. Cette faible mobilisation s'explique aussi par le climat de tension qui a régné avant et pendant le scrutin. Plus de 150 personnes ont été arrêtées lors de ces élections, placées sous le signe d'une haute surveillance policière.

Le Labour Party est, en tout cas, assuré de remporter la quasi-totalité des 80 sièges à pourvoir dans la nouvelle Chambre des représentants (métis). En fin de matinée, ce jeudi 23 août, les résultats de 63 circonscriptions seulement étaient connus. Cinquante-neuf d'entre elles ont été emportées par le Labour Party, une par le Parti populaire du Congrès et deux autres par des candidats indépendants. Enfin, dans la dernière

circonscription, un second tour devra avoir lieu, les candidats du Labour Party et du Parti populaire du Congrès n'ayant pu se départager.

« On ne peut rejeter la main coopérative tendue par l'électorat blanc », avait déclaré le premier ministre, M. Pieter Botha. C'est pourtant ce que, dans une très large majorité, les métis ont fait en refusant de voter, mercredi 22 août, pour élire leurs députés à la Chambre des représentants. Un scrutin qualifié d'« historique » par le gouvernement et dont, mercredi soir, le ministre des Affaires intérieures, M. F. W. de Klerk, analysait les résultats comme « décevants », attribuant l'échec aux « intimidations ».

« Il est regrettable, a-t-il indiqué, que les boycotteurs aient obtenu une manière de succès dans leur opposition à la démocratie ».

Ces élections se sont déroulées sous la protection d'un important dispositif policier. De nombreux incidents se sont produits à travers le pays.

MICHEL BOLE-RICHARD.
(Lire la suite page 5.)

Le plan de licenciements chez Citroën

Après avoir obtenu l'approbation du comité d'entreprise la direction renvoie le dossier aux pouvoirs publics

La direction de Citroën a avancé un pion dans la curieuse partie qu'elle joue avec les pouvoirs publics et la CGT pour les 2 937 licenciements qu'elle souhaite obtenir dans ses usines parisiennes. Elle a fait approuver, le 22 août, par le comité central d'entreprise et par les comités d'établissement concernés, un nouveau plan social qui lui permet de déposer de nouvelles demandes auprès des directions départementales du travail des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis.

Cette approbation, obtenue en l'absence des élus CGT, physique ou symbolique, est embarrassante pour le ministère du travail, qui doit maintenant jouer le coup suivant.

Le nouveau plan offre aux travailleurs qui seraient licenciés la possibilité d'une formation d'une durée maximale de dix mois, sans que le lien soit rompu avec l'entreprise, grâce à la signature d'un nouveau contrat, baptisé « orientation-qualification », et permettant de conserver les avantages de la convention collective, à l'exception de certaines primes. Cela marque

déjà la différence avec la solution retenue pour Talbot-Poitivy : il ne s'agit plus, au départ, de licenciements « secs ». En attendant, les intéressés seraient au régime du chômage partiel.

Le lien avec l'entreprise devrait être maintenu encore de plusieurs façons. D'abord c'est Citroën qui verserait la rémunération des travailleurs concernés (quel que soit le financement). Une commission suivrait le déroulement de la période « intermédiaire ». Formée au sein du comité d'entreprise, elle ne devrait pas être représentative de celui-ci, puisqu'elle comprendrait un représentant de chaque syndicat et trois de la direction.

Enfin, des délégués du personnel seraient désignés par les organisations syndicales pour assister les futurs licenciés, qui ne seront plus présents à leur poste de travail dans l'usine et cela en fonction des résultats obtenus aux élections des comités d'établissement des différentes usines concernées — ce qui signifie que la CGT y sera très présente, en particulier à Aulnay et à

Levallois, les plus touchées. Parallèlement, la possibilité de choisir l'« aide au retour » resterait ouverte pour les immigrés « licenciés ».

L'approbation obtenue mercredi donne à la direction le moyen de renvoyer la balle dans le camp des pouvoirs publics. Avec une réserve cependant : juridiquement parlant, ce n'est pas le plan de la direction qui a été voté, mais une motion des dix-sept élus de la CSL et de l'élu de la CGC, motion, qui en même temps, demande au ministre du travail que la CSL « soit entendue en tant que telle » et participe, notamment à des négociations sur l'industrie automobile française. Jusqu'à présent, le gouvernement a refusé, car cela reviendrait à reconnaître à la CSL la représentativité qu'elle revendique.

Cette prise de position de la CSL et de la CGC ne suffit sans doute pas aux pouvoirs publics pour s'engager, tout de suite, même si la CPDT, de son côté, discute des « ouvertures » dans le nouveau plan social.

GUAY HERZLICH.
(Lire la suite page 18.)

Reagan... et après ?

La convention républicaine choisit le président sortant comme candidat et se dispute déjà sur le nom de son successeur

De notre envoyé spécial

Dallas. — Et qui, dans quatre ans ? Pour l'instant, c'est la candidature de M. Reagan à un second mandat que la convention républicaine a entérinée, le 22 août à Dallas pendant un long quart d'heure de hurrahs, de cris stridents et de lancers de ballons multicolores. Réglé dans le même mouvement, la désignation de son collègue, le vice-président George Bush, n'a pas davantage fait problème. Les deux hommes devaient s'adresser ce jeudi soir aux délégués. Leurs discours auront alors marqué la fin et le seul moment important d'une convention sans dispute véritable. Mais le suspense, absent cette année, est créé pour 1988 (1). Déjà, de nombreux délégués arborent des badges au nom des futurs candidats possibles, M. Bush, M. Jack Kemp, représentant de l'Etat de New-York, M. Baker, sénateur du Tennessee, et M. Dole, sénateur du Kansas.

Chacun de leurs faits et gestes est rapporté, et les deux plus actifs, M. Bush et Kemp, qui jouent les journalistes et les délégations des Etats, sont les deux favoris d'aujourd'hui. Respectivement soutenus par la moitié et le quart des délégués (2), ils incarnent la solution de compromis qui s'offre aux républicains après M. Reagan. Servi par sa fonction, le premier bénéficie du fait qu'il se situe entre les modérés et les conservateurs du parti — c'est-à-dire, à l'échelle du pays, entre le centre et l'extrême droite. Adversaire malheureux de M. Reagan dans les primaires de 1980, le vice-président d'un loyalisme sans reproche depuis lors, il symbolise en effet à la fois la résistance au glissement à droite des républicains et leur ralliement unanime au président sortant.

Hat par les conservateurs les plus radicaux, M. Bush le leur rend bien et, sans déclarer son ambition, il les fustige à chaque occasion tout en défendant le programme électoral qu'il a élaboré. Il n'a pas d'autre choix puisque la convention a adopté ce texte sans débat. Cet ancien joueur de base-ball à la solitaire glorieuse, à pour lui l'autorité d'un homme qui, avant d'accéder à la vice-présidence, a été successivement représentant du Texas, ambassadeur à l'ONU, puis à Pékin, puis directeur de la CIA.

Ancien footballeur professionnel, M. Kemp, quarante-neuf ans, ne joue pas du tout quant à lui, dans les deux-tentatives. Principal inspirateur de l'abaissement des impôts décidé dès l'entrée en fonctions de M. Reagan, il est l'une des grandes figures de la nouvelle génération des repré-

sentants républicains et plus « reaganien » encore que le président.

C'est lui qui a obtenu comme l'avis de la Maison-Blanche que le programme républicain exclue malgré l'ampleur du déficit budgétaire, tout relèvement de la fiscalité. Il est partisan (idée qui fait son chemin dans l'administration) d'instaurer un taux d'imposition unique, pour les plus riches comme pour les plus pauvres, en supprimant les possibilités d'abattement.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

(1) S'il est réélu en novembre, M. Reagan ne pourra pas se représenter en 1988 car il aura accompli deux mandats successifs, c'est-à-dire le maximum possible. S'il était battu, son âge seul (soixante-treize ans actuellement) lui interdirait d'envisager une nouvelle campagne.

(2) Sondage du Dallas Morning News.

AU JOUR LE JOUR

Politiques

Lorsqu'on a entendu les stonflons dérisoires des conventions américaines. Quand on a observé la qualité sinistre du débat démocratique dans les pays dits socialistes.

Quand on a vu l'Orient saisi par les fureurs du fanatisme, l'Amérique latine par la violence et la peur, l'Afrique noire travaillée par l'islam et celle du Sud organiser des élections réservées aux Blancs et aux métis...

Alors, on renvoie chez soi. Et l'on en vient à se demander si cette bonne vieille question du référendum qui, du référendum que, n'est pas finalement une manière civilisée, et inoffensive, de faire de la politique.

BRUNO FRAPPAT.

TÉLÉVISION LE MATIN ET SATELLITES

Relance des chaînes publiques

Que faire d'une entreprise employant 17 571 personnes et fonctionnant sur un budget public de plus de 11 milliards de francs, d'une machine au potentiel de production énorme mais minée par ses frais de fonctionnement, sa gestion bureaucratique, son corporatisme, dévalorisée par des années de monopole d'Etat ? Cette question, le gouvernement se l'est souvent posée à propos du service public de la radio-télévision. Dans la fondée de la loi de juillet 1982, consacrant l'abandon du monopole, une première stratégie s'esquissa : celle du contournement.

La tentation est forte de relancer ailleurs la dynamique perdue, d'imaginer pour la quatrième chaîne, le câble, des structures d'économie mixte, combinant harmonieusement financement public et initiative privée, capables de répondre avec plus de souplesse aux défis du marché audiovisuel. Quitte à laisser le service public se détériorer lentement.

Mais peut-on laisser dériver une machine qui fabrique tous les jours l'essentiel des programmes proposés aux Français ? Non, répondent les présidents de chaînes et, en tête, M. Pierre Desgraupes qui, devant

les restrictions budgétaires et les avantages accordés à Canal Plus, pose la question de confiance en relançant le vieux débat public/privé. D'autres, comme M. Jacques Pomont, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle et M. Serge Monti, directeur général de FR 3, plaident auprès des responsables politiques que l'on ne gouverne pas l'audiovisuel avec des lois mais avec des projets et que le service public meurt avant tout d'un manque de perspective. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle met aussi son poids dans la balance (le Monde daté 29-30 avril).

Ce concert de voix concordantes aider M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, à convaincre le gouvernement et, surtout, le ministère des finances. Fin juillet, après une dure bataille, il peut annoncer des arbitrages budgétaires favorables. Mais, pour que cet effort financier ne se perde pas dans le gouffre des frais de fonctionnement, M. Fillioud fixe en même temps deux objectifs pour mobiliser la pro-

duction : faire la télévision du matin et créer un canal public sur le futur satellite de télévision directe en 1986, sans oublier la poursuite de la régionalisation pour FR 3 et Radio-France.

C'est donc bien d'une relance du service public qu'il s'agit. Elle dispose de moyens financiers, certes réduits, mais inséparables dans la conjoncture. Mais elle est assortie d'une condition importante : la relance sera celle de l'ensemble du service public et non d'une quelconque de ses sociétés. M. Fillioud l'a dit à nouveau mardi soir sur Antenne 2 : satellite ou télévision du matin, il faut que tout le monde s'entende sur un programme commun. Ce n'est pas un caprice : le secrétaire d'Etat estime que la concurrence entre les chaînes publiques, héritée de l'éclatement de l'ORTF en 1974, privilégie les arcanes de programmation sur les efforts de production et nuit à la qualité du service rendu aux téléspectateurs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.
(Lire la suite page 13.)

CRÉATION A SALZBOURG

Prodiges de Berio

Le Festival de Salzbourg, souvent taxé de conservatisme et non sans raisons, peut s'enorgueillir aujourd'hui d'une création de Luciano Berio. Commandé en 1978, *Un re in ascolto* est devenu en six ans un très beau mythe, d'une richesse de significations multiples qui en rendra peut-être l'accès ardu, mais sa plénitude musicale est indéniable.

Quoi d'étonnant qu'un compositeur veuille explorer le sens de l'ouïe, la manière dont le monde extérieur se révèle par l'oreille, et aussi la manière dont nous écoutons, comment nous appréhendons les bruits, les sentiments des hommes qui nous entourent et notre propre rumination intérieure ? Berio et son collaborateur, l'écrivain Italo Calvino, avaient été fascinés par un essai de Roland Barthes sur le phénomène de l'écoute qui fut le point de départ de cet opéra ou plutôt de cette « action musicale ».

Cette intuition première, qui prit d'abord la forme d'un roi mythique percevant à travers le monde sonore et les conversations à demi-mots la décomposition progressive de son

royaume, s'incarna finalement en une vision proprement théâtrale, rattachée de façon significative à la Tempête de Shakespeare.

Prospero vit ces situations dans un songe, de plus en plus retiré en lui-même, les échos de son théâtre se mêlent à ses souvenirs et à ses rêves. Pris de malice, il se sert de son pouvoir pour faire de cette pièce qu'il n'arrive plus à maîtriser, un roi défilant que la reine trahit, que les acteurs abandonnent de rapproches avant de l'abandonner, la répétition finie.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 13.)

Le Monde

Vous avez dit trente-cinq heures ?

J'IGNORE si la réponse à cette question sera chaude, tiède ou froide, « à la française » ou « à l'allemande » : la teneur en calories de la rentrée sociale donne lieu, chaque année, à des pronostics rarement vérifiés. En tant que formateur, je voudrais seulement partager quelques réflexions et interrogations sur la durée effective du travail hebdomadaire des jeunes, des étudiants notamment.

Le but de toute formation, dans ses multiples dimensions (scientifiques, techniques, économiques, sociales et humaines), est de préparer les jeunes à un emploi. L'idéal est d'harmoniser les aptitudes et les motivations, sans oublier que les seules motivations ne suffisent pas. C'est la finalité professionnelle, clairement annoncée par les grandes écoles, que l'université cherche et trouve de plus en plus.

Cet objectif devrait être au cœur d'un système éducatif qui n'oublie pas pour autant les valeurs du civisme, des sports, du travail, du spirituel. La finalité professionnelle et l'humanisme ne sont en rien contradictoires : apprendre à devenir, dans sa spécialité, un artisan de l'écologie sociale, au sens d'un équilibre biologique d'êtres vivants.

A moins de regarder l'avenir dans un rétroviseur, il ne semble que nous cheminons vers une formation obligatoire jusqu'à dix-huit ans. Sans tomber dans le mimétisme, observons que le Japon, à la fin des années 80, veut que 99 % de sa population suive l'enseignement secondaire jusqu'à dix-huit ans, et 44 % l'enseignement supérieur.

Considérons l'emploi du temps hebdomadaire d'un jeune bachelier qui veut réussir, et qui en arrive aux moyens. S'il ne compte pas se consacrer à des heures de cours hebdomadaires par quinze à vingt heures de travail personnel, il prend les risques d'un échec.

par GEORGES BASTIEN (*)

On oserait prétendre, à moins d'être démenté, qu'un futur ingénieur, qu'un futur médecin, aient des chances de réussir ses difficiles études s'il ne réalise pas vingt à trente heures par semaine de travail personnel, en plus de ce qui est inscrit sur les emplois du temps ? Dans les classes préparatoires, le compte hebdomadaire global totalise soixante-dix heures et plus. Ces futurs bacheliers, ces étudiants, ne peuvent s'offrir le luxe de deux jours de détente par semaine. Un tel avantage acquis et non contestable, ils ne le connaissent pas. Si chaque week-end ne prévoit pas une partie « travail », et si cette partie n'est pas souvent majoritaire, le risque d'échec se conforte.

Bref, pour ne pas échouer dans de telles études, c'est au minimum cinquante heures de travail hebdomadaire. Traduction en termes professionnels : refuser cette réalité, c'est préparer un licenciement ou un dépit de bilan.

Une gigantesque incohérence

Ces mêmes jeunes nous observent avec d'autant moins d'indulgence qu'ils sont naturellement portés à la critique. Ils remarquent que l'organisation sociale, dans les faits, semble traduire la maxime suivante : avoir plus en donnant moins.

La société de consommation a fait place à la civilisation des loisirs, suivie de graves difficultés économiques. Quarante heures par semaine, accompagnées d'un objectif à trente-cinq heures par semaine. Chose promise, chose due, lit-on parfois.

Quand un enseignant conseille ses élèves ou étudiants, quand un men-

bre de jury modifie l'orientation des études, quand un principal de collège, un proviseur de lycée, un directeur d'école ou un président d'université s'expriment, ils parlent tous (d'une certaine manière) au nom de la société.

Derrière l'écorce des mots, on découvre une gigantesque incohérence. D'un côté, si on veut ne pas duper, il faut conseiller, voire imposer, cinquante heures et plus de travail par semaine. De l'autre côté, si on ne veut pas déplaire, la dialectique est opposée.

Qu'en pensez-vous ? Croyez-vous qu'une société puisse durablement tenir deux discours contraires : un pour les étudiants (les futurs cadres du pays), un pour les autres ? L'argument des deux logiques différentes est spécieux. Il cristallise la rupture entre ce qui se passe dans les passerelles entre l'enseignement et les entreprises. Quant à la durée des vacances, qui fait couler parfois l'entre et l'autre, elle constitue le temps privilégié des stagiaires et des « jobs » alimentaires. Pas d'amalgames maladroits entre les vacances des étudiants et celles des enseignants.

L'homme politique, aux affaires, arrête des choix, en assume les conséquences. Le formateur a le seul pouvoir de dire ou d'écrire ce qu'il constate en observant les choses avec un recul certain : la société lui demande en effet de « réussir » la prochaine génération. L'aider un peu ne serait pas aberrant, n'est-ce pas ?

Les adultes que regardent les jeunes, savez-vous comment on contribue à les mettre au travail dès le réveil ? C'est, notamment, Europe 1 qui s'assure : « Et vivement la retraite AGF ! » Semblable matraquage publicitaire, très odieux, repose sur des motivations profondes. N'y a-t-il pas là, par exemple, le point de départ d'une réflexion globale ?

(*) Auteur de *Socialité* (Nouvelles Éditions Dehors).

idées

LU

« PALESTINE : UNE ÉCONOMIE DE RÉSISTANCE EN CISJORDANIE ET DANS LA BANDE DE GAZA », d'Antoine Mansour

Contre la « destruction » et l'« intégration »

CONSEQUENCE de l'occupation israélienne, l'économie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza est au bord de l'effondrement. Cette situation contraint un tiers de la population active de ces territoires à se rendre quotidiennement en Israël pour y travailler, et des milliers de Palestiniens à franchir chaque année le Jourdain pour émigrer dans les pays arabes.

Un économiste palestinien, M. Antoine Mansour, chercheur à l'ECWA (Commission Economique des Nations unies pour l'Asie occidentale), vient de consacrer un livre à l'analyse de la « domination économique israélienne » dans les territoires occupés. Cette domination, sous la forme d'une double « destruction » et d'une « intégration ».

Première atteinte à une économie qui était essentiellement agricole en 1967 : les saisies massives de terres. Depuis le début de l'occupation, les autorités israéliennes ont pris le contrôle, pour « raisons de sécurité », ou pour l'installation de colonies de peuplement, de plus du tiers des terres de Cisjordanie. A quoi s'ajoute une mainmise sur les ressources en eau des territoires occupés. Ressources dont l'usage par la population palestinienne est limité par des restrictions draconiennes.

La stagnation de l'agriculture palestinienne n'a pas été compensée par un développement de l'industrie. Celle-ci, en Cisjordanie, souffre de la rupture de ses liens avec l'économie jor-

dannaise. Essentiellement traditionnelle et artisanale, elle pâtit de l'absence d'un secteur bancaire adéquat depuis la fermeture des banques arabes et étrangères dans les territoires occupés en 1967, de la concurrence des produits israéliens et des restrictions imposées par les autorités israéliennes à l'importation de matières premières et d'équipements par les « Palestiniens de l'intérieur ».

L'aide arabe et internationale, surtout consacrée au développement des infrastructures, n'a pas compensé l'absence d'institutions financières locales. Le seul secteur qui se soit vraiment développé est celui de la construction, pour le compte d'entreprises israéliennes, dans le textile, la confection et la chaussure, exemple de l'intégration partielle de l'économie des territoires occupés à l'économie d'Israël.

Un réservoir de main-d'œuvre bon marché

Réservoir de main-d'œuvre bon marché, la Cisjordanie et la bande de Gaza sont également devenues un débouché important pour les produits israéliens. En revanche, les « exportations » de ces territoires vers Israël sont limitées. Grâce à la politique des « ports ouverts » sur le Jourdain, la Jordanie absorbe cependant une partie de la production agricole palestinienne.

Le processus d'expatriation de l'économie des territoires occupés décrit par M. Mansour présente un double danger : il contribue à la fois à leur dépeuplement et à leur dépendance à l'égard d'Israël et constitue une négation de tout ce qui pourrait être l'embryon d'une future entité palestinienne. « Pour les Palestiniens, défend l'auteur d'une économie palestinienne, c'est défendre l'existence de l'identité et de la réalité palestinienne », écrit à juste titre M. Mansour.

Dans le dernier chapitre de son livre, il décrit ce qui devrait être, selon lui, les grandes orientations d'une « résistance économique » en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Résistance dont les deux objectifs fondamentaux sont : « la construction de la terre et la réhabilitation de l'économie ». Ses propositions sont cependant moins convaincantes que le constat très bien documenté qu'il dresse dans les chapitres précédents. Le sauvetage des territoires occupés parait en effet indissociable d'une solution politique de la question palestinienne.

L'ouvrage de M. Mansour n'est constitué pas moins d'une synthèse d'informations « fort utiles pour comprendre un aspect souvent négligé des problèmes auxquels les « Palestiniens de l'intérieur » sont quotidiennement confrontés.

EMMANUEL JARRY.
* L'Hermann, 236 pages, 65 F.

LETTRES AU Monde

Le parti de la haine

Elu local depuis 1977, maire de Villeneuve-d'Ascq, ville moyenne du Nord de soixante-cinq mille habitants, conseiller général, je voudrais par votre intermédiaire lancer un appel angoissé contre le parti de la haine. Depuis plusieurs années, en effet, le débat politique a pris à tous les niveaux un caractère inquiétant. On ne se contente plus d'exprimer des différences ou des désaccords : on s'agresse. Des thèmes et slogans racistes, élitistes, parfois grotesques, mais parfois aussi angoissants de par leurs résonances historiques que l'on croyait à jamais disparus sont repars.

Bien sûr, il y a l'extrême droite et le Pen, mais ce n'est à mon sens que la partie visible de l'iceberg. Car dans la droite plus traditionnelle nombreux sont ceux qui partagent les mêmes idées, et le problème de l'aliénation de Le Pen n'est souvent qu'un problème de stratégie et non de conscience. Des amis étrangers inquiets nous le disent : ils ne comprennent plus les Français et leur indécision, que l'on a dit si souvent si court. Mais dans la vie quotidienne aussi la haine s'insinue, avec des agressions verbales et des lettres anonymes.

Le parti de la haine est là, puissant, tapi. Il ne recoupe pas les forces politiques traditionnelles, et il est ainsi d'autant plus dangereux. Face à ce parti, il faut en dresser un autre : celui de la démocratie et de la tolérance, du débat et de la compréhension. Lui on plus ne recoupera pas des forces politiques traditionnelles.

Il doit naître et se développer autour de tous ceux, qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite, qui refusent l'aventure totalitaire et ses péris.

GERARD CAUDRON,
maire de Villeneuve-d'Ascq,
conseiller général du Nord.

Une soirée kamikaze

En ce jeudi 16 août 1984, les informations nous inondent de nouvelles sur nos donner un café incommensurable : bombes à Lyon-Perrache, à Amey - menaces du Pays basque - explosions ou raptos... soit.

Après cette pluie d'informations qu'il faut bien apprendre, je le reconnais, l'allume la télévision ; je n'ai pas de programme, il est environ 21 heures.

Je mets au hasard A2, pour voir... un homme ensablant, aux yeux crevés, sur une civière : le *Tri-bunal des sept*.

Cherchant quelque chose de plus divertissant, je mets FR3 (toujours au hasard) et, ô surprise, je vois une

femme prendre un revolver et se mettre une balle dans le ventre ! : le *Lieutenant du Diable*.

Trop, c'est trop : j'éteins. Puis « couragementement », un peu plus tard, je rallume et c'est TF1 : Piccoli poignarde un jeune (*Docteur Teyssier*).

Résumons : une agression sanglante, un suicide, un assassinat. A quand la synchronisation pour éviter les soirées kamikaze ?

CATHERINE LEBOURG
(Saint-Ouen)

Droits de la femme et prosélytisme musulman

Suite à l'article du *Monde* du 7 juillet 1984, où il est dit que les petites filles musulmanes ne sont épargnées que grâce aux « apports fondamentalistes du Coran », alors qu'elles étaient régulièrement enrôlées vives auparavant, je suis un peu surpris que vous repreniez cette opinion, un des « chevaux de bataille » du prosélytisme musulman, alors que, historiquement, elle est hautement contestable.

Si la civilisation au Hedjaz aux sixième-septième siècles ne pouvait rivaliser avec Byzance, il ne faut pas oublier que les chrétiens et les juifs y étaient fort nombreux (ne serait-ce qu'à Yathrib, future Médine). Le monothéisme y était bien connu, et si paganismes il y a eu, il était constitué, semble-t-il, surtout de mythes d'origine biblique, et il ne faut sans doute pas confondre les coutumes des Bédouins du Nejd (Arabie orientale), coutumes d'ailleurs mal connues, et les civilisations imprégnées d'hellénisme de Djeddah, La Mecque, Yathrib, etc.

Hors du Hedjaz (Arabie occidentale), je ne vois pas particulièrement de zones islamistes où il fut de tradition d'enterrer les bébés-filles. Par contre, et là c'est bien connu, là où l'islam est arrivé, on a (pas toujours heureusement) lapidé la femme adultère. Alors pourquoi reprendre un des arguments de ceux qui tiennent absolument à ce qu'il y ait un respect partout respect de la femme, justice et, finalement, droits de l'homme ?

JACQUES JAILLET
(Villeneuve-la-Grenelle)

A propos de certains mal-pensants

Dans sa présentation du « témoignage de *Vladimir, fils de l'écrivain Victor Serge* » (« La traversée des mal-pensants », *Le Monde* du 27 juillet 1984), Alain Dugrand fait de l'auteur de *Le An I de la révolu-*

tion russe, qui se fit satisfait de moins, un « libéral, révolutionnaire, historien, poète et écrivain », après avoir rejeté la Russie révolutionnaire. [...] comment trois ans de déportation sous Staline [...] ? Il oublie néanmoins de signaler son ralliement en Russie au bolchévisme, élément-clé, pourtant, de la carrière de Victor Serge, que son fils n'hésite pas à marquer du sceau de l'élection charismatique pour le distinguer d'André Breton qui, lui, « n'était pas un révolutionnaire d'essence, comme son père ».

Copiant-on une note biographique sur Trotsky, fit-elle des plus brèves, qui sauterait directement de son opposition à « Maximilien Lénine » (1904) à sa suite contre Staline sans mentionner son rôle dans l'établissement du nouveau régime ?

Certes, bien qu'il ait été le « chantre de l'épopée bolcheviste » (A. Skirka), Victor Serge n'a jamais renoncé à sa liberté de critique et il fut un antistalinien de la première heure. Il n'en a pas moins contribué à obscurcir la signification sociale de l'Octobre bolchevique. Quel jugement que l'on porte sur la qualité de son « œuvre politique et littéraire », on peut effectivement déplorer que « le public français [...] demeure étrangement rétif » : elle offre, en effet, une riche matière à réflexion sur la responsabilité d'une certaine catégorie de mal-pensants dans la diffi-

culté et la consolidation du mythe d'Octobre, productivement exploité par... Staline, qui se voulait lui aussi un « révolutionnaire d'essence ».

LOUIS JANOVER,
collaborateur à l'édition des
Œuvres de Karl Marx (Pittade).

Insidieuse propagande ?

J'ai été fort étonné de voir Jacques Madala - dont je sais l'attachement aux droits de l'homme et à l'Eglise - attribuer à une « très insidieuse propagande » le fait que le statut actuel de Jérusalem soit contesté (*Le Monde* du 10 juillet 1984).

Jacques Madala aurait-il donc oublié que le Conseil de sécurité de l'ONU a, le 20 août 1980, adopté une résolution dans laquelle il « censure, dans les termes les plus énergiques, l'adoption par Israël de la loi fondamentale sur Jérusalem », adoption qui, précisait cette résolution, « constitue une violation du droit international ».

Les catholiques savent aussi - ou ils devraient savoir - qu'à maintes reprises les papes ont demandé pour la Ville sainte un statut international qui tienne compte des droits et des aspirations de toutes les commu-

nautés concernées. Tout récemment encore, Jean-Paul II a choisi le jour du Vendredi saint pour adresser au monde entier une Exhortation apostolique dans laquelle il rappelle l'attitude du Saint-Siège sur cette importante question.

Enfin, le Conseil oecuménique des Eglises a clairement « condamné la décision unilatérale d'Israël d'annexer la partie orientale de la Ville sainte et de réunir la ville sous sa seule souveraineté ».

Est-ce cette série de prises de position, émanant des plus hautes autorités politiques et spirituelles, que Jacques Madala appelle une « très insidieuse propagande » ?

Père MICHEL LELONG,
vicaire général
du Comité France-Jérusalem,
31, rue Priant,
75014 Paris.

La tyrannie du guichet

Fonctionnaire retraité depuis 1980, j'ai bénéficié normalement à ce titre des prestations de sécurité sociale, versées par le centre 510 de la Caisse d'allocations familiales de Paris, après avoir fourni, par l'indication de ce centre, les documents nécessaires, notamment l'arrêté ministériel qui n'admettait à la retraite et qui faisait la preuve de ma nouvelle situation. Dernièrement, soit après plus de trois ans au cours desquels aucun de mes droits n'avait été contesté, le centre de sécurité sociale m'a réclamé la photocopie de mon livret de pension. Ayant demandé pour quelles raisons ce document était devenu subitement indispensable, la seule réponse fut une décision de la caisse de Sécurité sociale de Paris supprimant, à mon égard, tous les remboursements en cours et à venir jusqu'à ce que j'ai fourni la pièce réclamée. Le recours gracieux que j'ai introduit pour obtenir les explications nécessaires est également resté sans réponse.

Comment qualifier la mesure prise à mon égard ? Outre qu'elle démontre un mépris total des administrés, elle révèle une méconnaissance absolue tant des textes que de la motivation des décisions administratives que des instructions ministérielles, encore rappelées en matière de sécurité sociale par le ministre de tutelle dans sa conférence de presse du 16 février 1983. Les trois principes proclamés à cette occasion - information des usagers, simplification des formalités, humanisation des rapports avec le public - ont été allégrement transgressés.

M. DUFAUR
(70, rue Volpère,
92100 Nanterre)

Service public et liberté

Qu'il y ait, en France, des radios ou des télévisions « commerciales » qui répondent aux besoins de divers publics, de nombreux publics et cherchent le chiffre d'affaires, pour quel but ? Mais qu'un bon geste un « service public » libre, c'est-à-dire d'Etat, où les pressions d'un gouvernement, tant qu'il y en ait dans certains domaines culturels, sont infiniment moins lourdes que celles du lucraire pur. Je puis témoigner que mes amis américains fondent d'admiration quand ils voient les certaines émissions, qu'elles soient de bon niveau culturel ou même légères, mais d'esprit libre - volontaire, en un mot - qu'on puisse traiter de sujets religieux et s'ouvrir libre penseur, ouvertement, par exemple, rempli un Américain d'admiration, puisque cela serait impossible aux Etats-Unis, où ce tabou est le plus rigide, de même que mequer l'armée - chose impensable à la télévision, il est.

La liberté, c'est qu'il y ait, en France, un « service public » à l'abri des contraintes commerciales, où les tabous qui accompagnent celui-ci n'aient pas cours et où la pensée française puisse rester celle des « Lumières ».

SIMONE BONNET-FISCHER
(Paris)

« Espaces de fraternité »

Il me semble important de favoriser des « espaces de fraternité », c'est-à-dire que, concrètement, des gens aillent voir leurs voisins rue ou d'HLM pour que, ensemble, ils puissent accueillir celui qui est « différent de nous » (vieux, jeune, chômeur, immigré, etc.).

Je constate qu'au tour de moi il y a des gens qui sont mal dans leur peau, seuls. Parmi eux, il existe des personnes qui sont tellement brisées qu'elles n'osent jamais venir me voir. C'est ce genre de personnes qu'il faut rencontrer et accueillir. Il ne s'agit pas de porter toute la misère du monde, mais d'être présent avec d'autres là où je suis.

Ces « espaces de fraternité » peuvent être une formation à l'autre pour les plus jeunes, s'ils voient les grandes personnes, autour d'eux, y participer.

Je n'ai pas de solution miracle ni de recettes de cuisine pour ces « espaces de fraternité », mais il me semble possible de publier les expériences qui ont réussi.

L'efficacité de ces « espaces de fraternité » se situe pas seulement au niveau des résultats, mais plus au niveau des relations qui peuvent s'installer, par ce biais, dans la rue ou dans les HLM.

JACQUES RACINE
(Mey-sur-Oise)

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75017 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 698572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 300 m. ; Belgique, 20 F ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 1,20 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 7 \$; G.-B., 95 p. ; Grèce, 90 dr. ; Italie, 300 L. ; Liban, 375 F. ; Lituanie, 0,250 Lt. ; Luxembourg, 20 L. ; Norvège, 0,250 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 2,75 fr. ; Thaïlande, 120 B. ; Venezuela, 110 Bs.

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1089 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1245 F	1819 F	2369 F
ÉTRANGER (par mandat)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1240 F
I - SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1197 F	1530 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonin (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)
Imprimé à Paris
S.A. du Monde
PARIS-10
1984

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
n° 57437
ISSN : 0395-2637

Le Monde

EUROPE

étranger

Union soviétique

La campagne contre le « revanchisme » allemand continue
Une propagande à usage interne et externe

Moscou. — La campagne contre le « revanchisme » ouest-allemand a désormais atteint un rythme de croisière. Chaque jour, un article de journal, une dépêche de TASS, une émission de télévision, enfoncent le clou. L'ancien correspondant de la Pravda à Bonn, s'en est pris, mardi 21 août, à un éditorial paru dans le quotidien ouest-allemand General Anzeiger. Ce dernier estimait que la politique actuelle est due à des « difficultés linguistiques » dans l'interprétation des clauses du traité de Moscou conclu en 1970 entre l'URSS et la RFA, notamment de la clause relative à l'« inviolabilité des frontières ».

Le principe de cette « inviolabilité », consacrant l'acceptation par la RFA des frontières issues de la seconde guerre mondiale, n'exclut nullement, selon le General Anzeiger — qui reflète en cela fidèlement la position officielle du gouvernement fédéral, — la possibilité ultérieure d'une réévaluation pacifique de l'Allemagne. Pas du tout, estime le correspondant de la Pravda, qui prend à la lettre, sans aucun recours possible dans l'avenir, l'« inviolabilité » de la frontière entre les deux États allemands.

Sous le titre « Les Unions des revanchards », Temps Nouveaux, dans sa dernière livraison en date du 17 août, dessine, pour sa part, un parallèle entre les deux grands vaincus de la seconde guerre mondiale. « Les États-Unis ont les dispositions revanchardes dans le camp de leurs vassaux afin de provoquer une aggravation de la situation aux frontières occidentales et orientales de l'URSS. Cette politique américaine est facilitée, dit-on, par l'état d'esprit revanchard qui est déjà très répandu en RFA et au Japon et par l'aspiration de ce pays à refaire la carte du monde... ». A l'instar de Bonn, où l'on publie des cartes du Reich dans ses frontières de 1937, Tokyo édite des manuels où l'on gonfle le prétendu problème des « territoires du Nord ». (Les îles Kouriles et le sud de Sakhaline annexés par l'URSS en 1945), affirme l'hebdomadaire soviétique. Temps Nouveaux accuse le gouvernement de M. Nakasone de favoriser la « renaissance du militarisme japonais » et de s'apprêter à violer les clauses inscrites dans la Constitution par lesquelles Tokyo s'interdit la pro-

De notre correspondant

duction d'armes nucléaires et leur stationnement sur son territoire. L'hebdomadaire soviétique ne fait pas dans le détail et pratique allègrement l'amalgame, mettant sur le même pied, par exemple, ceux qui, en RFA, souhaitent « la réunification de l'Allemagne » et ceux qui « rêvent des frontières du Reich ». Temps Nouveaux insiste, en conclusion, les uns et les autres à se rappeler que le Reich hitlérien « invincible » a été renversé et que « l'empire des samouraïs a été vaincu par le fer et par le feu ». Les Japonais apprécieront cette délicate allusion à Hiroshima et Nagasaki.

Le tournant de l'ère Tchernenko

La campagne contre le « revanchisme » supposé de la RFA tranche avec l'entreprise de séduction à l'égard de Bonn, menée dans les dernières années de Brejnev et surtout pendant le court mandat d'Andropov. L'ancien secrétaire général avait cru qu'il pouvait amener la RFA à reconsidérer son acceptation des Potsdam-2 et avait placé beaucoup d'espoir dans le mouvement pacifiste ouest-allemand. L'encouragement au dialogue interallemand faisait partie de la même stratégie. Le développement des relations entre les deux États allemands était vu positivement par Moscou, dans la mesure où il pouvait susciter une dérive neutraliste en RFA.

Le changement de ton a eu lieu peu de temps après l'arrivée de M. Tchernenko au pouvoir. Le premier signe avant-coureur en a été une phrase assez vague du communiqué final de la réunion des pays du pacte de Varsovie à Budapest, le 19 avril dernier. Il était fait allusion, sans que la RFA soit explicitement désignée, à des « tendances revanchardes » qui se manifestent en Europe occidentale. La visite de M. Genscher à Moscou, les 21 et 22 mai, loin de calmer la campagne qui s'amorçait, a marqué son passage à une vitesse supérieure. Cette fois, non seulement la RFA était clairement montrée du doigt, mais le gouvernement de M. Kohl était directement mis en cause. Les sourires aux pacifistes ouest-allemands n'étaient plus de saison. Dans une

lettre à M^{me} Petra Kelly, député du Parti des Verts au Bundestag, M. Tchernenko écrivait le 29 mai : « Celui qui installe chez lui une arme de première frappe pointée sur ses voisins s'expose aux menaces de représailles. Celui qui fait d'autrui une cible le devient inévitablement lui-même ».

Les préoccupations de politique intérieure

Moscou estime, d'autre part, que le rapprochement entre les deux États allemands présente plus d'inconvénients que d'avantages et le fait savoir de manière insistante à Berlin-Est (le Monde du 8 août). Les dirigeants soviétiques n'apprécient guère, en particulier, le projet de M. Honecker de se rendre en RFA à la fin septembre. La Pravda a reproduit lundi de larges extraits de l'interview accordée le 17 août par le chef du parti et de l'Etat allemand à plusieurs journaux de Berlin-Est, mais a omis, de façon significative, les passages dans lesquels M. Honecker défendait sa politique de bonnes relations avec Bonn (le Monde du 21 août).

La campagne contre le « revanchisme » ouest-allemand, conséquence de l'installation des Potsdam-2, est partiellement destinée à obliger la RFA à tenir compte du climat « glacé » que Moscou veut faire régner dans les relations Est-Ouest. Mais elle obéit aussi à des préoccupations de politique intérieure. Les dirigeants soviétiques ont une grande partie de leur légitimité de la lutte contre l'envahisseur nazi. Le rappel de la « grande guerre patriotique » de 1941-1945 est un ressort quasiment inusable de la propagande officielle pour mobiliser la société soviétique.

L'équipe actuelle, en raison même de son âge, cherche à établir un pont par-dessus les générations en rappelant aux jeunes les héros du passé et les sacrifices de la guerre. La réintégration — à quatre-vingt-quatorze ans — de M. Molotov au sein du parti dont il avait été exclu en 1964 témoigne du même état d'esprit. Il est peu probable, dans ces conditions, que la campagne contre le « revanchisme » allemand cesse rapidement, d'autant que se profile à l'horizon le quarantième anniversaire de la victoire de mai 1945 pour lequel l'appareil de propagande commence déjà à mobiliser les énergies.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A LA SOUS-COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

L'expert soviétique affirme que M. Sakharov « travaille » à Gorki

De notre correspondante

Genève. — M. Vsevolod Sofinsky (1), expert « indépendant » de nationalité soviétique à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU n'a pas réagi immédiatement à la demande de la Ligue internationale des droits de l'homme tendant à la désignation d'un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur la « disparition » déjà longue de trois mois du professeur Sakharov et de sa femme, Mme Elena Bonner.

DES IMAGES A LA TÉLÉVISION AMÉRICAINE

La chaîne de télévision américaine ABC a montré, mercredi quelques images, apparemment récentes, de l'académicien soviétique Andreï Sakharov et de son épouse, Elena Bonner.

La chaîne américaine n'a pas précisé comment elle a obtenu ces images mais a affirmé être entrée en possession de vingt minutes de film vidéo à Londres, et elle a indiqué qu'elle diffuserait la totalité du film jeudi soir. Ces prises de vues, au cours desquelles les époux Sakharov n'apparaissent jamais ensemble, montrent l'académicien dans une chambre d'hôtel en train de manger, s'entretenant sur un banc public avec un médecin, feuilletant des magazines étrangers récents ou apparaissant dans l'encadrement d'une fenêtre et au volant d'une voiture.

M^{me} Bonner est montrée dans la rue devant une affiche d'un spectacle programmé pour le 24 août et sur le balcon d'un appartement.

D'autre part, le journal ouest-allemand Bild Zeitung a affirmé être en possession d'un film vidéo montrant l'académicien « vivant et ayant terminé sa grève de la faim ». Le document lui aurait été procuré par M. Victor Louis, « journaliste » soviétique dont les liens avec les autorités de Moscou sont de notoriété publique. — (AFP.)

Cette demande, énoncée, mardi 21 août, par le gendre de l'académicien, M. Efrem Yankelovich, a eu pour principal effet de susciter le mépris de l'expert soviétique. Le représentant de la Ligue internationale des droits de l'homme s'est contenté de traiter par lui d'« artiste » ayant organisé une mise en scène à grand spectacle en se présentant le gendre de M. Sakharov.

Evocant le sort de M. Sakharov, M. Sofinsky a affirmé que « le monde entier sait qu'il travaille à Gorki, qui est une belle ville, dans un institut scientifique où il poursuit ses activités de recherche et où il rencontre des sommités scientifiques. Les meilleurs médecins prennent soin de sa santé. Seul un analphabète peut prétendre qu'il a disparu. L'artiste-gendre prétend aussi que M. Sakharov est assigné à résidence à son domicile, ce qui serait contraire à la législation soviétique, mais ce n'est pas le cas : en effet, qu'est-ce qui est plus démocratique : assigner les gens à résidence sur parole, comme en URSS, ou les libérer contre une caution colossale, comme aux États-Unis ? »

L'expert russe a reproché ensuite à la sous-commission des droits de l'homme de se pencher sur des cas individuels au lieu de s'occuper des violations « flagrantes et systématiques » qui sont le fait d'« impérialistes » et de « colonialistes ».

L. V.

(1) Ancien porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Sofinsky a été ambassadeur d'URSS en Nouvelle-Zélande jusqu'en 1980, date à laquelle il a été déclaré persona non grata. Le gouvernement de Wellington lui reprochait d'avoir fourni des fonds au parti de l'Unité socialiste, dont les thèses sont proches de celles de Moscou. — (NDLR.)

Selon le « Washington Post »

M. TCHERNENKO AURAIT ÉTÉ HOSPITALISÉ POUR TROUBLES CARDIAQUES

Washington (AFP). — Le chef du parti et de l'Etat soviétiques, M. Constantin Tchernenko, a été hospitalisé au début du mois d'août pour troubles cardiaques, a indiqué jeudi 23 août le Washington Post.

Selon le journal, qui cite des sources soviétiques non identifiées, M. Tchernenko a été transporté le 7 août à Moscou et placé sous surveillance médicale. On sait que M. Tchernenko, qui aura soixante-trois ans en septembre, souffre depuis longtemps d'hypertension. Selon les sources soviétiques citées par le journal, l'état de santé de M. Tchernenko n'inspire cependant « aucune préoccupation sérieuse » et on peut s'attendre à le voir à nouveau en public à l'occasion des cérémonies de clôture, le 30 août, des Jeux de l'amitié organisés par l'URSS. Le numéro soviétique n'a pas été vu en public depuis le 31 juillet.

Interrogé par l'AFP à Moscou, un membre du secrétariat de M. Tchernenko a qualifié de « commérages » l'information du Washington Post.

Pologne

La direction clandestine de Solidarité appelle à célébrer « massivement » le 31 août l'anniversaire des accords de Gdansk

Varsovie (AFP, Reuter). — La direction clandestine de Solidarité (TKK) a appelé les Polonais à célébrer « massivement » le quatrième anniversaire des accords de Gdansk, le 31 août prochain. Dans un communiqué contenu dans le dernier bulletin clandestin de Solidarité, daté du mardi 21 août, la TKK indique que « le 31 août, fête de Solidarité, nous manifesterons notre volonté de lutte pour une Pologne indépendante et juste, pour le renforcement du mouvement syndical ».

« Au moment où la majorité des anciens dirigeants de Solidarité, sortis des prisons », la TKK estime que le but « essentiel » de Solidarité doit être « la lutte pour le droit à une activité ouverte garantie par les conventions de l'Organisation internationale du travail et les accords d'août 1980 ». « En dépit du coup de force du 13 décembre, ajoute la TKK, Solidarité existe toujours dans les usines et ses idées se font jour dans la conscience de la société. Trois ans de lutte ont renforcé le syndicat, qui est

LE 40^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE LA ROUMANIE

Moscou et Bucarest écrivent différemment l'histoire

De notre correspondant

Moscou. — Le quarantième anniversaire de la libération de la Roumanie a été l'occasion de constater que Moscou et Bucarest écrivent de façon bien différente l'histoire de cet épisode de la seconde guerre mondiale. Dans le message adressé à M. Ceausescu par les dirigeants soviétiques et que publie ce jeudi 23 août la Pravda, on peut lire en effet que « le 23 août 1944, le régime détesté de la dictature militarofasciste a été renversé à la suite de l'offensive victorieuse de l'armée soviétique, de la débâcle totale d'importantes troupes hitlériennes au cours de l'opération Iassy-Kichinev, et de l'insurrection armée des forces patriotes roumaines avec les communistes à leur tête ».

Ce n'est pas exactement ainsi que M. Ceausescu a, pour sa part, retracé, mercredi, cet événement devant les responsables du Parti et de l'Etat roumain, en présence d'une délégation soviétique conduite par un membre du bureau politique, M. Vitaly Voronnikov. Selon M. Ceausescu, l'armée rouge n'a joué un rôle direct que dans la libération de la Transylvanie (dans le

nord du pays) en octobre 1944. L'insurrection armée dirigée par le Parti communiste roumain, en alliance avec d'autres forces politiques et avec l'armée, a donné le signal de la libération sociale et nationale », a affirmé le président roumain.

Bref, pour l'essentiel, les Roumains se sont libérés eux-mêmes. En outre, cette allusion à l'« armée » roumaine rappelle utilement, quoique de façon voilée, le renversement d'alliance opéré par le roi Michel, après Stalingrad. Le ralliement de la Roumanie — de son roi et de son armée — à la coalition anti-hitlérienne est un événement occulté par l'historiographie soviétique. En parlant des « autres forces politiques », M. Ceausescu évoque, d'autre part, discrètement, ce que les historiens soviétiques se gardent de faire, le gouvernement d'union nationale formé sous l'autorité du roi Michel dans lequel étaient entrés des socialistes et des communistes.

M. Ceausescu a repris ainsi les thèses défendues par son frère, M. Ilie Ceausescu, dans un livre qui vient de paraître en Roumanie sous le titre Deux Cents Jours de mois, Selon cet ouvrage, le ralliement de la Roumanie à la coalition anti-hitlérienne, le 23 août 1944, aurait été décisif dans la victoire des alliés et leur aurait épargné deux cents jours de combats contre le régime nazi.

Le contraste entre les versions roumaine et soviétique est encore plus frappant si l'on compare les propos de M. Ceausescu avec la vision traditionnelle soviétique telle qu'elle est exprimée dans les Izvestia de mercredi. Le quotidien rappelle l'« offensive foudroyante » de l'armée rouge au cours de l'opération Iassy-Kichinev — du nom de deux villes, la première située en Roumanie, la seconde devenue capitale de la Moldavie soviétique après l'annexion de ce territoire par l'URSS. « Cette victoire a déterminé la libération de la Roumanie du fascisme », peut-on lire dans les Izvestia.

M. Ceausescu a souvent dans le passé présenté une interprétation plus nationaliste de la libération de son pays, mais c'est la première fois que les différences s'étaient aussi manifestées. Le dirigeant roumain a donné une preuve supplémentaire de son « indépendance » vis-à-vis de Moscou en décidant de se rendre prochainement à Bonn, probablement les 15 et 16 octobre, malgré la campagne contre le « revanchisme » supposé de la RFA à laquelle se livrent depuis quelques mois les médias soviétiques.

D. Dh.

PATRICIA HIGHSMITH

Les sirènes du golf

nouvelles



« La fortune grâce au viol, le whisky considéré comme vin de messe, les pièges de la rêverie, les charmes de la mythomanie littéraire, Miss Patricia Highsmith, grand écrivain de notre temps. »
Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

« Une langue précise, visuelle, un suspense étouffé, un huis clos où on avance à pas feutrés jusqu'à un dénouement implacablement logique. »
Sylvie Ganevici / Madame Figaro

« Le chic pour nous faire admettre l'incroyable. »
Michel Grissol / L'Express

« A côté, Agatha Christie était un enfant de chœur. Patricia Highsmith, c'est le polar plus la caféine. Garçon, un autre ! »
Eric Newbatt / Le Quotidien de Paris

« Mystérieuse, ironique et cruelle, Patricia Highsmith est à l'écrit ce que Hitchcock est à l'image. »
Michèle Gazier / Télérama

« Une légèreté dans l'atroce qui corrige les qualités hautement toxiques de Highsmith d'un soupçon d'anti-poison bien connu : le sourire. »
Evelyn Pichler / Le Monde

« La cruauté psychologique, la dérision métaphysique sont des plats préparés avec sûreté par l'auteur de "Monsieur Ripley". »
Jacques-Pierre Amato / Le Point

« La "patte" de Pat, c'est sa façon de poser ses personnages un regard de héron. »
Dominique Durand / Le Canard Enchaîné

« Sur toutes les gammes de l'horreur, elle sait amener le lecteur au bord d'un gouffre où il plonge avec délices. »
Jean-Pierre Esard / VSD

CALMANN-LÉVY



EUROPE

Deux cent cinquante mille hommes vont participer aux grandes manœuvres d'automne de l'OTAN

Casten (Belgique) (AFP). - Plus de deux cent cinquante mille hommes participent aux grandes manœuvres d'automne de l'OTAN en Europe, du cap Nord (Norvège) à la Turquie orientale, du 4 septembre à la mi-novembre, a-t-on indiqué au grand quartier général allié en Europe (SHAPE), à Casten (Belgique).

Le commandant en chef de l'OTAN, le général américain Bernard Rogers, donnera, le 4 septembre, au SHAPE, le coup d'envoi de ces manœuvres intitulées « Autumn

Forge », qui ont lieu chaque année à la même époque.

Elles se dérouleront surtout en RFA et au Benelux, où seront engagés quelque deux cent mille hommes, mais aussi au Danemark et en Norvège ainsi qu'en Italie, en Grèce et en Turquie.

Les manœuvres comprennent vingt-six exercices principaux terrestres, aériens et navals, notamment le plus grand débarquement de troupes en Europe depuis « le jour le plus long » de Normandie du 6 juin 1944. Quelque cent trente et un mille hommes, venus d'Angleterre, participeront à ce débarquement de grande envergure sur les côtes de Belgique et des Pays-Bas, et rejoindront ensuite par route les « zones de combat » en Basse-Saxe (nord-ouest de la RFA).

Un autre temps fort de ces manœuvres sera le traditionnel exercice « Reforger » (Retour des forces en Allemagne) de renforcement rapide du dispositif de l'OTAN en Europe à partir de la fin août : dix-sept mille militaires américains seront ainsi acheminés vers leurs équipements, depuis les Etats-Unis, en RFA, en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg. Dans chacun de ces pays sont stockés en permanence les matériels lourds (chars, canons, véhicules et munitions) nécessaires à ces renforts.

Conformément à l'acte final de la conférence sur la sécurité en Europe d'Helsinki, l'OTAN a annoncé aux pays signataires l'organisation des manœuvres et le nombre des participants, lorsque celui-ci dépassera vingt-cinq mille hommes. Des observateurs de pays du pacte de Varsovie ont également été invités à assister à certains exercices, a-t-on appris de source diplomatique.

Comme les années précédentes, la France, dont les forces - y compris les cinquante et un mille hommes stationnés en permanence en Allemagne de l'Ouest - ne sont pas plus que les autres commandements militaires de l'OTAN, ne participera qu'à certaines phases des manœuvres et seulement sur la base d'accords bilatéraux avec certains Etats membres de l'OTAN.

Simultanément, soixante mille soldats du pacte de Varsovie participeront à des manœuvres en Tchecoslovaquie durant la première quinzaine de septembre, a-t-on indiqué officiellement à Prague. Elles interviennent après celles de juin et juillet derniers en Europe centrale (Pologne, RDA et Tchecoslovaquie) dans lesquelles avaient été engagés cent vingt mille soldats.

AMÉRIQUES

Argentine

ARGUMENT TRANCHANT

Buenos-Aires (AFP). - Le général Benjamin Menéndez a été, le 21 août, retenu en extrême par ses gardes du corps au moment où il allait attaquer, avec un couteau, un groupe de manifestants qui le traitaient d'« assassin ».

L'officier est notamment accusé par les organisations humanitaires argentines d'avoir dirigé une campagne d'extermination contre quelque deux mille personnes détenues au camp de La Porte (province de Córdoba), lors de la « sale guerre » menée par l'armée et les forces de l'ordre argentines contre la guérilla entre 1976 et 1979. Il était, à l'époque, commandant en chef du 3^e corps d'armée de Córdoba, à 800 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires.

Mardi soir, alors qu'il sortait des studios d'une chaîne de télévision de la capitale, le général Menéndez a été saisi et corqué par des militaires. Les manifestants du corps d'armée ont empêché d'aller plus loin. La police a durement dispersé les manifestants et arrêté l'un d'entre eux.

Pendant son sang-froid, il est descendu de sa voiture et a essayé, couteau à la main, de pourchasser les manifestants. Ses gardes du corps l'ont empêché d'aller plus loin. La police a durement dispersé les manifestants et arrêté l'un d'entre eux.

Etats-Unis

Reagan... et après ?

(Suite de la première page.)

Carré, bon orateur, l'un des rares qu'on ait entendus à Dallas, il est à l'opposé de M. Bush : il fait partie de ceux pour qui l'avenir du Parti républicain est dans un ancrage résolu à droite et surtout pas dans un retour vers le centre. Son problème est d'être le candidat préféré des idéologues de la nouvelle droite, qui se sentent trahis par M. Reagan et dont il a du mal à se démarquer.

A l'inverse, MM. Baker et Dole souffrent d'être tenus pour modérés, ce qui leur vaut de n'être actuellement soutenus que par 16 % et 5 % des délégués. Généralement appréciés des élus républicains, ils ont cependant leurs chances, et ils y croient. Pour mieux se consacrer à sa future campagne, le premier ne se représentera pas, en novembre, au Sénat, où il est le chef de la majorité républicaine, tandis que le second - pour mieux se faire connaître - espère lui succéder à ce poste.

Au total, plus d'une dizaine de noms circulent mais, mercredi, c'est à M. Paul Laxalt, sénateur du Nevada, qu'est revenu l'honneur de présenter la candidature de M. Reagan, dont il organise depuis

longtemps les campagnes électorales. Son discours aura résumé toute la convention.

« Les dirigeants démocrates, dit-il, ont fait de leur parti celui de la gauche, la version américaine du Parti travailliste britannique, et ce parti a perdu le contact avec lui-même, avec la réalité et avec l'Amérique. Le grand Parti démocrate d'hier est maintenant le foyer des groupes d'intérêt, des programmes d'assistance sociale, du lobby anti-défense (...), des libéraux, et cela empire chaque année ».

« Heureusement », reprend M. Laxalt, nous avons eu soit un autre choix : Ronald Reagan (...), un dirigeant qui n'a pas peur (...). Qu'est-ce que c'est être un dirigeant ? C'est d'avoir du courage, de si vous voulez, des tripes, et de la raison (...). L'autorité et le succès [du président sortant] sont fondés sur le caractère - le bon vieux caractère d'aujourd'hui [et] je n'ai jamais rencontré quelqu'un d'aussi optimiste que Ronald Reagan (dont) le style, dans nos plus sombres moments, est parfois churchillien ».

Ronald Reagan est un homme, poursuit le sénateur, plein de compassion [qui] quelle que soit la rhétorique entendue à la convention démocrate, a plus fait pour les nécessiteux qu'aucun autre président dans l'histoire. Il est aussi un homme de décision grâce auquel l'île de la Grenade n'est pas « entrée dans l'orbite soviétique ». « N'est-ce pas un grand changement », s'exclame M. Laxalt, que de voir les jeunes Américains complimenter nos soldats ? De lire sur des murs étrangers des graffitis qui ne disent pas « Yankee go home ! » mais « God bless America » ? (3). Au passage, le sénateur promet que le président « n'abandonnera jamais les combattants de la liberté dans les collines du Nicaragua » (4).

Un couple éblouissant

Il affirme ensuite, liste de noms à l'appui, que son parti a toujours fait plus que les démocrates pour la promotion des femmes, et tire à boulets rouges sur M. Mondale en citant ses anciens rivaux de la campagne des primaires, avant d'en venir à la politique étrangère. M. Reagan dit M. Laxalt, « veut la paix de toute son âme » mais, contrairement à M. Mondale, il n'est pas prêt, « pour se donner un avantage politique, à conclure un traité avec les Soviétiques qui serait irréversible et irresponsable ».

« Qui est-il préférable d'avoir à la table des négociations avec l'URSS ? Un dirigeant ferme et conscient comme Ronald Reagan, regardant droit dans les yeux les Soviétiques, ces maîtres à l'ail d'acier, ou Walter Mondale ? »

On en est à la conclusion, et la réponse de la convention éclate dans un tonnerre de hurlements. L'orchestre est déchaîné, les bannières étoilées volent à tous vents, les ballons sont aux couleurs de

l'Amérique, et ça dure, à peine plus, il est vrai, que ce qui était prévu dans le programme.

Auparavant, la convention avait eu droit à son moment de surréalisme : un film projeté sur grand écran, à la gloire de M. Reagan. Les lumières s'éteignent. Nancy et Ronald apparaissent main dans la main à l'horizon d'une colline. Les voici, jeune couple, avec des bébés à langer et des grands-parents en photos jaunies. Maintenant, ils jouent ensemble dans un bon vieux film d'Hollywood, à se faire du charme. Mais, hélas ! dit Nancy en voix off « j'ai dû abandonner ma carrière » pour élever les enfants de Ronald. Les enfants, d'ailleurs, il n'y a que ça dans sa vie. Elle lutte pour les protéger de la drogue, un danger dont elle alerte l'opinion. Dans tous les voyages officiels, gamins et gamines se jettent dans les bras de leur mère pour s'échapper des cérémonies officielles. Voix off de Ronald : « Partout où nous allons, Nancy rend le monde un peu meilleur ». Tendre et confiant, le couple redisparaît maintenant à l'horizon de la verte colline, et une voix puissante lance : « Mesdames et messieurs, la First Lady ! ».

Lumière ! Elle est là, au tribune, au robe-chambrée blanche, mine de petite fille modeste, mais croisée derrière le dos, retenue et soignée. Ce n'est vraiment pas le ôtre dans la salle, apparemment un peu abasourdi. Mais voilà, sur l'écran-vidéo, Ronald lui-même, chemise ouverte, regardant la salle à la télévision. Surpris dans sa émotion, il salue les délégués à sa gauche, à sa droite. De l'autre côté du tribune de fer qu'il porte à juste raison M. Reagan, celle s'appellerait le culte de la personnalité. La différence est que celui-ci est sincère.

Il y a un programme de ce jour soit le second grand film sur Ronald.

BERNARD GUETTA.

3) Que Dieu bénisse l'Amérique !

4) Les crédits d'aide américaine à la guérilla anticomuniste sont actuellement bloqués par le Congrès en raison de l'opposition des démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants.

Un commentaire de l'agence Tass. - L'agence Tass estime, dans un commentaire du 22 août, que le programme électoral des républicains, « rédigé par l'extrême droite du parti », concilie « l'idéologie et la politique des forces les plus agressives et réactionnaires ». Il prévoit « la poursuite de la politique de force, de confrontation, pratiquée par les Etats-Unis à l'encontre de l'Union soviétique et dans l'aire internationale en général. Politique de montée en flèche dans la course aux armements, notamment cosmiques, d'intensification de l'intervention des Etats-Unis dans différentes régions du monde, de sabotage des régimes progressistes et des mouvements de libération nationale et révolutionnaires... ».

Venezuela

La crise économique au quotidien

Caracas (AFP). - La grave crise que, en dépit de ses revenus pétroliers, la Venezuela traverse, à l'instar de tous les pays latino-américains, atteint de plein fouet les couches sociales les plus défavorisées de la population. En particulier, plusieurs produits composant l'alimentation de base des classes populaires sont devenus introuvables sur les marchés, annoncent, avec de gros titres, les journaux de Caracas.

L'une des explications de ce phénomène est l'annonce imminente par le gouvernement d'une forte hausse des prix contrôlés sur une douzaine de produits de première nécessité, dont le beurre, l'huile et le maïs. Les producteurs ont, dès lors, stocké, en attendant la publication des augmentations. C'est ainsi que le lait en poudre est désormais quasiment introuvable - sauf sous la forme de sachets de secours (le lait populaire) mis en vente de façon très parcimonieuse.

Pour d'autres produits, tel le sucre, c'est la ruée des consommateurs, anticipant la hausse qui a tari le marché.

Dans d'autres cas, l'explication de la pénurie doit être recherchée dans la hausse vertigineuse du dollar par rapport au bolívar, la monnaie nationale. Paradoxe, dans un pays naguère encore exclusivement rural : la moitié environ des produits alimentaires consommés par les Vénézuéliens est importée. C'est le cas, en particulier, des tomates, les haricots noirs, qui, avec le riz, le banane frite et le viande de bœuf, entrent dans la composition du plat national appelé pabellón.

Les grossistes bénéficient, jusqu'ici, d'un taux de change préférentiel. Mais cette facilité leur a été, en partie, supprimée, et ils ont réduit leurs importations.

Six mois après l'entrée en fonction du président social-démocrate, M. Jaime Lusinchi, la déception grandit dans la base même de son électorat. L'opposition démocrate-chrétienne n'a pas perdu l'occasion de tirer partie de cette déstabilisation des plus défavorisés. Elle a annoncé, le 22 août, qu'elle se retirait de la commission chargée de fixer les hausses de prix. M. Lusinchi dispose de l'appui du principal syndicat vénézuélien, la Confédération générale des travailleurs. Mais la politique d'austérité pourrait compromettre ce soutien, voire déboucher sur une crise sociale.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

LA GUÉRILLA TIGRÉENNE.

Le Front de libération populaire du tigre (FLPT), en Ethiopie, a affirmé s'être emparé, le 15 août, de la ville de Tendaho, lors d'une attaque-surprise. Selon le communiqué du FLPT, cité mardi 21 août, par Radio Mogadiscio, cette localité est un point-clé sur la route entre Addis-Abeba et le port d'Assab, sur la mer Rouge, et sa perte par les forces gouvernementales posera d'importants problèmes de logistique au régime éthiopien. Le même jour, selon le communiqué, le FLPT a attaqué des positions de l'armée éthiopienne à Bishim et Lukiya - dans la région du Wollo - deux localités reliées à la route d'Assab. - (AFP).

Corée du Sud

LIVRE INTERDIT.

Les autorités sud-coréennes ont interdit la vente d'un ouvrage intitulé *Les Lettres de prison de Kim Dae-jung*, principal opposant au régime de Séoul actuellement en exil aux Etats-Unis, et en ont saisi tous les exemplaires. Cette mesure a été qualifiée, mercredi 22 août, de « scandaleuse » par le Comité consultatif pour la démocratisation, un mouvement d'opposition au régime de Séoul. Selon un porte-parole du Comité, le livre contient surtout des lettres, préalablement censurées, adressées à sa famille par Kim Dae-jung, au cours de sa détention dans les prisons sud-coréennes. - (AFP).

Indonésie

CONDAMNATION POUR ESPIONNAGE.

Une Haute Cour de justice militaire a condamné, le mercredi 22 août, à Djakarta, un ancien officier de la

marine de guerre indonésienne à dix ans de prison pour espionnage au profit de l'URSS. Le lieutenant-colonel J.B. Sudaryanto, cinquante ans, a été reconnu coupable d'avoir vendu divers documents à des agents soviétiques entre 1976 et février 1982, alors qu'il était attaché au service d'hydrographie et d'océanographie de la marine. - (AFP).

Maroc

LES GRÈVES DE LA FAIM DANS LES PRISONS.

L'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM) (1), qui vient d'être créée à Paris par des Marocains d'opinions politiques et philosophiques les plus diverses, a annoncé le 21 août que « les grèves de la faim pour la dignité, entamées depuis près de cinquante jours par les prisonniers politiques de Marrakech (le Monde du 16 août), gagnent toutes les prisons du pays (Oujda, Casablanca, Tétouan, Fès, Rabat et Beni-Mellal, où un détenu, Abdelhakim Mekouli, est mort faute de soins) ». Le roi Hassan II vient de décider de nombreuses remises de peine, mais on ignore encore l'identité des prisonniers qu'elles concernent (le Monde du 23 août).

ASDHOM, chez M. Christine Gilman, 11 bis, rue de Lutetia, 75014 Paris.

Pérou

PURGES DANS LA POLICE.

Selon le ministre de l'Intérieur, M. Luis Perovich, 644 policiers ont été démis de leurs fonctions, et 5168 font l'objet de poursuites en raison d'abus d'autorité ou d'activités criminelles. Ces chiffres représentent environ 10 % de l'effectif des forces de l'ordre ci-

viles. Plusieurs centaines de personnes ont disparu au Pérou depuis le début des activités de la guérilla maoïste de Sentier lumineux, en 1980, et la police est soupçonnée, dans de nombreux cas, d'être à l'origine de leur mort. Les « sentaristas », pour leur part, sont responsables de l'assassinat de centaines de paysans dans les Andes. La guérilla et sa répression ont fait près de 4 000 morts en quatre ans. - (AP).

Philippines

SOIXANTE-DIX INSURGÉS BLOQUÉS DANS UNE MINE.

Environ soixante-dix personnes soupçonnées d'appartenir à un groupe d'insurgés ont été bloquées dans une mine de l'île de Mindanao, dans le sud des Philippines, qui s'est effondrée sous les bombes des troupes gouvernementales, selon des informations diffusées le jeudi 23 août à Manille. Les militaires ont lancé une opération de secours pour tenter de sauver ces personnes, qui seraient membres de la Nouvelle Armée du peuple (NPA) et utiliseraient comme refuge une mine désaffectée. Cinq rebelles et deux soldats de l'armée régulière auraient été tués lors d'un échange de coups de feu avant l'effondrement de la mine. - (AFP).

RDA

RACHAT DE PRISONNIERS.

La RDA a proposé au gouvernement de Bonn de laisser partir à l'Ouest mille détenus politiques avant la fin de l'année, contre le paiement d'une somme dont on ignore encore le montant, a-t-on appris, le mercredi 22 août, de sources informées à Bonn. La RFA a déjà racheté mille cent détenus à la RDA entre janvier et juin derniers. - (AFP).

El Salvador

LE CHEF D'ETAT-MAJOR DEMANDE UNE RÉDUCTION DU NOMBRE DES CONSEILLERS MILITAIRES AMÉRICAINS

San-Salvador (Reuters). - Le colonel Adolfo Blandon, chef d'état-major de l'armée salvadorienne, a manifesté publiquement son désaccord avec le commandant américain en Amérique latine en réclamant une réduction du nombre des conseillers militaires des Etats-Unis au Salvador.

« Je ne souhaite pas une augmentation du nombre des conseillers. Je veux une diminution (...). J'ai toujours dit que les conseillers étaient utiles mais non indispensables... », a-t-il déclaré, le lundi 20 août.

À début du mois, le général Paul Gorman, commandant des forces militaires américaines en Amérique latine, avait recommandé de faire passer de cinquante-cinq à cent vingt-cinq le nombre des conseillers militaires présents au Salvador pour entraîner l'armée gouvernementale dont il qualifiait de très inégaux les résultats obtenus contre la guérilla.

La Maison Blanche avait fait savoir qu'elle ne comptait pas dépasser le plafond de cinquante-cinq qu'elle s'est elle-même fixé.

Selon les milieux militaires, le colonel Blandon a remis au général Gorman une liste d'officiers américains dont il jugeait la présence superflue, et dont il demandait le départ. Leur identité et leur nombre n'ont pas été révélés. Certains conseillers américains « ne font rien et ne savent pas pourquoi ils sont là, tandis que les officiers salvadoriens se plaignent d'être peu soutenus par les militaires américains », a déclaré le colonel Blandon.

Dans les milieux militaires occidentaux, on indique que seule la moitié des cinquante-cinq conseillers américains entraîne effectivement des soldats. Les autres ont de vagues occupations administratives et font du renseignement pour leur ambassade sur l'efficacité des militaires salvadoriens qu'ils sont supposés aider.

PROCHE

Liban

Le dernier bilan des affrontements fait état de 77 morts et de 1 000 blessés.

Le bilan des affrontements entre les forces libanaises et les troupes israéliennes, depuis le début de l'opération « Liban 84 », s'élève à 77 morts et 1 000 blessés, selon un communiqué publié jeudi 23 août par le commandement israélien. Parmi les victimes libanaises, on compte 40 civils et 37 combattants. Les forces israéliennes ont déclaré avoir tué 10 combattants libanais et en ont blessé 150. Le bilan des pertes israéliennes est de 1 mort et 10 blessés.

Le commandement israélien a également annoncé qu'il avait capturé 10 combattants libanais et en a libéré 5. Les forces libanaises ont déclaré avoir capturé 10 combattants israéliens et en ont libéré 5.

Trois croiseurs et un porte-avions en renfort dans le golfe Persique

Washington (AFP). - Le commandement en chef des forces américaines en Méditerranée a annoncé jeudi 23 août que trois croiseurs et un porte-avions étaient en route vers le golfe Persique, en renfort des unités déjà présentes dans la région.

Les renforts comprennent le croiseur USS *Belmont* (DDG-56), le croiseur USS *Belknap* (DDG-182), le croiseur USS *Belmont* (DDG-56) et le porte-avions USS *Enterprise* (CVN-65).

Mongolie

BATMOUNKH REMPLACÉ À LA TÊTE DU PARTI COMMUNISTE

Ulaanbaatar (AFP). - M. Yandagboldorj, ancien ministre de l'Intérieur, a été nommé jeudi 23 août à la tête du Parti communiste de la Mongolie, remplaçant M. Batmounkh.

M. Yandagboldorj a été élu à la tête du Parti communiste lors d'une réunion du bureau politique du parti, qui s'est tenue à Ulaanbaatar.

La crise économique au quotidien

Caracas (AFP). - La grave crise que, en dépit de ses revenus pétroliers, la Venezuela traverse, à l'instar de tous les pays latino-américains, atteint de plein fouet les couches sociales les plus défavorisées de la population. En particulier, plusieurs produits composant l'alimentation de base des classes populaires sont devenus introuvables sur les marchés, annoncent, avec de gros titres, les journaux de Caracas.

L'une des explications de ce phénomène est l'annonce imminente par le gouvernement d'une forte hausse des prix contrôlés sur une douzaine de produits de première nécessité, dont le beurre, l'huile et le maïs. Les producteurs ont, dès lors, stocké, en attendant la publication des augmentations. C'est ainsi que le lait en poudre est désormais quasiment introuvable - sauf sous la forme de sachets de secours (le lait populaire) mis en vente de façon très parcimonieuse.

Pour d'autres produits, tel le sucre, c'est la ruée des consommateurs, anticipant la hausse qui a tari le marché.

Dans d'autres cas, l'explication de la pénurie doit être recherchée dans la hausse vertigineuse du dollar par rapport au bolívar, la monnaie nationale. Paradoxe, dans un pays naguère encore exclusivement rural : la moitié environ des produits alimentaires consommés par les Vénézuéliens est importée. C'est le cas, en particulier, des tomates, les haricots noirs, qui, avec le riz, le banane frite et le viande de bœuf, entrent dans la composition du plat national appelé pabellón.

Les grossistes bénéficient, jusqu'ici, d'un taux de change préférentiel. Mais cette facilité leur a été, en partie, supprimée, et ils ont réduit leurs importations.

Six mois après l'entrée en fonction du président social-démocrate, M. Jaime Lusinchi, la déception grandit dans la base même de son électorat. L'opposition démocrate-chrétienne n'a pas perdu l'occasion de tirer partie de cette déstabilisation des plus défavorisés. Elle a annoncé, le 22 août, qu'elle se retirait de la commission chargée de fixer les hausses de prix. M. Lusinchi dispose de l'appui du principal syndicat vénézuélien, la Confédération générale des travailleurs. Mais la politique d'austérité pourrait compromettre ce soutien, voire déboucher sur une crise sociale.

PROCHE-ORIENT

Liban

Le dernier bilan des affrontements de Tripoli fait état de 77 morts et de 344 blessés

Le gouvernement libanais s'est réuni pendant près de trois heures, mercredi 22 août, sans pouvoir adopter le principe de l'application d'un plan de pacification limité pour la montagne au sud-est de Beyrouth, en raison de l'absence du chef du Parti socialiste progressiste (PSP), M. Walid Joumblatt. De source proche du ministre druze, on précisait que son absence était due à des « raisons de sécurité », une manifestation de parents de personnes disparues ayant bloqué la seule voie par laquelle il pouvait se rendre au palais présidentiel de Baabda.

A l'issue de la réunion du conseil, le premier ministre, M. Rachid Karamé, a annoncé que le gouvernement tiendrait une réunion extraordinaire, samedi 1er septembre, afin d'examiner le plan de pacification de la montagne et d'ouvrir enfin le dossier des réformes politiques. M. Joumblatt, pour sa part, s'est de nouveau rendu à Damas, dans la soirée, après avoir violemment critiqué le « régime libanais » qu'il a accusé de tergiverser afin de ne pas abandonner sérieusement la question de l'application des réformes politiques.

Par ailleurs, M. Karamé a indiqué que son gouvernement avait adopté le principe du dépôt d'une plainte au

Conseil de sécurité « contre les agissements israéliens au sud du Liban ». Il a précisé que l'élaboration de cette plainte, confiée au ministère des affaires étrangères, sera fondée sur les conventions de La Haye, de Genève et de Londres, « et notamment la quatrième convention de Genève, ratifiée par le Liban et Israël et régissant les obligations de la force occupante envers les habitants des territoires occupés ».

A Tripoli, un calme précaire régnait ce mercredi matin, après quarante-huit heures environ de violents accrochages entre miliciens intégristes musulmans et pro-syriens. Selon un bilan établi par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les affrontements avaient fait, mercredi à midi, soixante-dix morts et trois cent quarante-quatre blessés.

Quatre attentats à l'explosif, qui n'ont provoqué que des dégâts matériels, ont été perpétrés, mercredi soir, contre des commerces appartenant à des Arméniens, dans la banlieue est de Beyrouth (secteur chrétien). Trois attentats similaires visant des institutions arméniennes situées dans ce même secteur de la capitale avaient déjà été enregistrés en début de semaine. — (AFP.)

Tunisie

Visite du chef de la diplomatie libyenne

De notre correspondant

Tunis. — La coopération tuniso-libyenne revient à l'ordre du jour. Après la tension née de l'attaque de la caserne Azizia de Tripoli, le 8 mai, par un commando que les Libyens accusaient d'avoir transité par la Tunisie, les rapports entre les deux pays paraissent s'acheminer vers une nouvelle normalisation. Une délégation libyenne conduite par M. Abdesslem Triki, secrétaire du bureau des liaisons extérieures, est arrivée à Tunis, mercredi 22 août, afin de faire le point de divers projets communs à caractère

économique établis depuis plus d'un an et dont plusieurs sont demeurés en souffrance.

Cette reprise de la recherche d'une « complémentarité » économique à laquelle se réfèrent Libyens et Tunisiens n'a toutefois pas empêché ces derniers de relancer récemment, devant la Cour internationale de justice de La Haye, le différend qui les oppose à la Libye à propos de la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès. Un premier arrêt, rendu en juin 1982, par cette juridiction ne les avait pas entièrement satisfaites, et ils affirment avoir maintenant de nouveaux éléments à verser au dossier.

Mais, à son arrivée à Tunis, M. Triki n'a pas évoqué cette ombre au tableau de la coopération qu'il veut empreinte d'un « climat fraternel et amical ». Il a ajouté qu'il se proposait aussi de procéder avec les dirigeants tunisiens « à un tour d'horizon des développements de la situation dans la région du Maghreb et sur la scène arabe ». Il demeure bien peu probable qu'il réussisse à les faire se départir de la réserve qu'ils observent à l'égard de l'accord d'union maroco-libyen signé le 13 août à Oujda.

MICHEL DEURÉ.

AFRIQUE

Burkina

Quatorze anciens ministres sont nommés chefs de chantier

Quatorze des dix-huit membres du gouvernement dissous le 19 août (le Monde du 21 août) ont été nommés chefs de chantier et seront chargés de diriger les travaux de la « Cité an II », un projet de construction d'une centaine de logements à travers l'ancienne Haute-Volta. Cette décision fait l'objet d'un décret du capitaine Thomas Sankara, chef de l'Etat, diffusé mardi 21 août, dans la soirée.

Les quatre anciens ministres exemptés sont le commandant Jean-Baptiste Lingani (défense), les capitaines Blaise Compaoré

(ex-ministre délégué à la présidence) et Henri Zongo (sociétés d'Etat), ainsi que M. Boubacar Amadou Hama (commerce et développement industriel), tous proches du capitaine Sankara.

Le projet « Cité an II », qui doit être réalisé dans un délai de dix mois, est financé par une quinzaine d'établissements privés et parapublics. La décision du capitaine Sankara a suscité une certaine surprise à Ouagadougou, où la formation d'un nouveau gouvernement est attendue dans les tout prochains jours. — (AFP, Reuters.)

Pourquoi le Burkina ?

L'ancienne Haute-Volta n'est ni le Bourkina-Fasso ni le Burkina-Faso, mais, plus simplement, le Burkina, a expliqué M. Guatamon Lamien, directeur de la radio nationale, dans une émission diffusée sur les ondes de sa propre radio. La « u » de Burkina se prononce « ou », a-t-il dit, et Faso, qui s'écrit avec un seul « s », veut dire « républicain ». En d'autres termes, Burkina-Faso veut dire « République du Burkina ». Selon l'ordon-

nance sur le changement de nom du pays, le Burkina est une république démocratique et populaire. « Le mot Faso, a expliqué M. Lamien, correspond, d'une certaine façon, à la notion de république. Aussi, si je veux dire que je me rends dans l'ancienne Haute-Volta, je dirais que je me rends au Burkina, et non au Burkina-Fasso, car je ne disais pas, auparavant, que je me rendais en République de Haute-Volta, mais en Haute-Volta. »

République Sud-Africaine

Un échec de Pretoria

Conformément aux prévisions, le Labour Party du révérend Allan Hendrickse a remporté la quasi-totalité des quatre-vingt sièges à la Chambre des représentants. Lui-même a été confortablement élu dans la circonscription de Swartkops, près de Port-Elizabeth, dans la province du Cap. Mais le nouveau homme fort de la Chambre méprise à eu la victoire modeste, indiquant que le succès de son parti lui inspirait « des sentiments mitigés ». M. Hendrickse a cependant déclaré qu'il se sentait « encouragé et heureux pour le futur de l'Afrique du Sud », espérant que « tout ce qui divise les Sud-Africains actuellement serait bientôt éliminé ».

Lors de sa campagne électorale, M. Hendrickse a donné cinq ans au gouvernement pour mettre fin au système de l'apartheid, estimant qu'un taux de participation de 15 % lui donnerait un mandat « acceptable ». Mais ce mandat lui est refusé par l'UDF. M. de Vries soulignant qu'il ne pouvait parler « au nom du peuple » après un si fort taux d'abstention.

Le gouvernement, pour sa part, a déclaré M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel et du plan, estime que « les 30 % de participation attendus étaient acceptables », expliquant le faible engagement pour ce scrutin par « une publicité négative et les limites financières » d'organisation des partis. Ce sont les provisions du Cap et du Natal qui ont manifesté le moins d'empressement à se rendre aux urnes, alors que, dans l'Etat libre d'Orange, le taux de participation (chiffre provisoire) est de l'ordre de 50 %.

Le pouvoir masque donc à peine sa déception et exprime le désir d'aller de l'avant avec la nouvelle Constitution, même si « le pas dans la bonne direction », selon l'expression du premier ministre, a été fait un peu à reculons par les mépris. « La réforme appropriée et évolutive » poursuivra son chemin avec ces nouveaux artisans de l'aménagement de l'apartheid que seront les députés mépris et indiens. Les autorités ne peuvent pas cependant ne pas tenir compte du fait que les mépris ont très largement refusé de s'associer au contrat lionin offert par le pouvoir afrikaner. La nouvelle « chambre brune », comme on l'appelle, représentera une toute petite fraction des « coloured », qui ont préféré faire cause commune avec leurs frères

noirs qui souffrent des mêmes inégalités et des mêmes injustices. Le mythe de l'association modérée n'a pas pris véritablement consistance. Ce scrutin a également été l'occasion d'une nouvelle prise de conscience des populations noires et méprisées. Depuis longtemps, elles n'étaient pas descendues dans la rue et n'avaient pas manifesté avec au-

tant de détermination leur opposition au régime. Celui-ci a d'ailleurs une nouvelle fois répondu par la force en tentant de réduire au silence l'UDF, qui a émergé de cette confrontation comme une composante avec laquelle il faut désormais compter dans la vie politique sud-africaine.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Trois croiseurs et un porte-hélicoptères soviétiques en renfort dans la mer Rouge

Trois croiseurs soviétiques ont été dépêchés en renfort à l'entrée sud de la mer Rouge, dans la zone du détroit de Bab-el-Mandeb, où des démineurs soviétiques opèrent déjà. Selon des sources portuaires égyptiennes, un croiseur soviétique a traversé, dans la nuit de mardi à mercredi, le canal de Suez, en direction de la côte yéménite, et devait être suivi de deux autres, ce jeudi. Des dragueurs de mines soviétiques se trouvent depuis plusieurs jours dans les eaux territoriales du Yémen du Sud, riverain du détroit de Bab-el-Mandeb et principal allié, avec l'Éthiopie, de l'URSS dans la région.

Moscou, selon les milieux politiques égyptiens, aurait décidé de manifester ainsi son inquiétude face à la concentration d'unités occidentales dans les eaux territoriales égyptiennes et saoudiennes. Les responsables du Pentagone ont précisé à ce sujet que le porte-hélicoptères soviétique Leningrad devrait franchir prochainement le canal de Suez pour gagner la mer Rouge, où il pourrait participer aux efforts de

démontage menés par les Soviétiques dans cette région.

Le bâtiment, qui est suivi par une frégate américaine, le John Hall, se trouve actuellement au large de Port-Saïd, l'entrée nord du canal.

Les Soviétiques ont de nouveau accusé, mercredi, les Etats-Unis d'être à l'origine des explosions qui ont endommagé au moins dix-sept navires dans la région depuis juillet. Reprenant certains commentaires de la presse arabe, l'hebdomadaire soviétique Literaturnaja Gazeta a estimé que la présence des Occidentaux constituait une « opération tactique élaborée par les Etats-Unis et leurs alliés, visant à obtenir des avantages stratégiques dans cette région et à transformer la mer Rouge en leur zone d'influence ».

A Rome, le Parti communiste a accusé le gouvernement italien de vouloir précipiter le pays dans une « nouvelle aventure militaire » dans une zone de conflit potentiel après avoir participé, aux côtés des mêmes Occidentaux, à la force multinationale de paix au Liban. — (AFP.)

(Suite de la première page.)

Des manifestations ont eu lieu, un peu partout, et les cours ont été boycottés, selon les chiffres officiels, par 630 000 étudiants dans les écoles et les universités. Plus d'une centaine d'arrestations ont été opérées dans la seule journée de mercredi, portant à environ 150 le nombre des personnes appréhendées depuis hier soir. Parmi elles, 41 membres du Front démocratique uni (UDF) et de l'AZAPO (Organisation du peuple d'Afrique), deux mouvements qui ont fait campagne en faveur du boycottage.

Un boycottage qui a manifestement recueilli un écho auprès des quelque 900 000 inscrits sur les listes électorales. Un porte-parole de l'UDF, M. Jonathan de Vries, a d'ailleurs parlé de « victoire des forces du boycottage », soulignant que les responsables de son mouvement avaient observé volontairement « un profil bas le jour du scrutin ».

ASIE

Mongolie

M. BATMOUNKH REMPLACE M. TSEDENBAL A LA TÊTE DU PARTI COMMUNISTE

Moscou (AFP). — M. Youmja-guine Tsedenbal, soixante-sept ans, a été libéré de ses fonctions de secrétaire général et de membre du bureau politique du Parti communiste mongol, a annoncé jeudi 23 août l'agence Tass, citant l'agence de presse mongole Moun-same. Cette décision a été prise le même jour au cours d'un plénum extraordinaire du comité central du Parti révolutionnaire et populaire de Mongolie « en raison de l'état de santé et avec l'accord » de M. Tsedenbal, indique Tass.

Le plénum a élu à l'unanimité M. Jambyne Batmounkh, cinquante-huit ans, au poste de secrétaire général du parti. M. Batmounkh assume les fonctions de premier ministre depuis 1974.

M. Youmja-guine Tsedenbal est né le 17 septembre 1916. Il a fait des études d'économie à Moscou. Il a été secrétaire général du comité central du Parti révolutionnaire et populaire de 1950 à 1954, date à laquelle il avait abandonné ce poste pour se consacrer uniquement à sa fonction de premier ministre. Il reprend la direction du parti en 1959, en remplacement de M. Damba. C'est l'époque où des signes de tension apparaissent entre Moscou et Pékin, et M. Damba, accusé d'avoir constitué un groupe « anti-parti » de tendance proche-moscou, est limogé. Alors que les voix soviétiques et chinoises divergent de plus en plus, M. Tsedenbal opte résolument pour la fidélité à l'Union soviétique. En 1961, il condamne les Albanais, puis, en 1962, les Chinois pour leurs réserves exprimées à l'occasion du 22^e Congrès du PCUS. A partir de juin 1974, il cumule les fonctions de premier secrétaire du Parti et de chef de l'Etat. En 1979, il se fait nommer maréchal, suivant ainsi l'exemple de Brejnev, et prend d'autre part la direction d'un conseil de défense formé en raison de l'aggravation de la tension sino-soviétique.]

Sri-Lanka

LIBÉRATION D'UNE CENTAINE DE PRISONNIERS

Colombo (AFP). — Les forces de sécurité sri-lankaises ont relâché une centaine des cinq cents personnes qu'elles avaient arrêtées au cours d'une opération de ratissage au début d'août contre les séparatistes tamouls, a-t-on appris de source officielle à Colombo.

La plupart de ces arrestations avaient eu lieu à Velvetthurai et à Point-Pedro (nord du Sri-Lanka), peu après la mort de deux officiers de marine et d'un officier de police, tués dans des attentats.

Le gouvernement sri-lankais a, d'autre part, rejeté, mercredi 22 août, le principe d'une aide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) aux victimes de la vague de violence qui a déferlé sur l'île au début du mois d'août. L'intervention du CICR avait été demandée par les représentants de la communauté tamoule, mais le gouvernement a déclaré qu'elle n'était pas justifiée.

Afghanistan

KABOUL REJETTE LES ACCUSATIONS D'ISLAMABAD SUR LES RAIDS EN TERRITOIRE PAKISTANAIS

Dans une note remise le mercredi 22 août au chargé d'affaires pakistanais à Kaboul, le gouvernement afghan a qualifié de « mensonge total » les affirmations d'Islamabad selon lesquelles les forces afghanes avaient bombardé à plusieurs reprises, ces derniers jours, le territoire pakistanais dans le secteur frontalier de Tort-Mangal. Radio-Kaboul a accusé, le même jour, les autorités pakistanaises de se livrer à des « campagnes de dénigrement » pour nuire à la recherche d'un règlement négocié de la crise afghane.

A Islamabad, cependant, un porte-parole officiel a indiqué que les raids afghans dans les zones frontalières du Pakistan avaient causé la mort de cent quatre personnes depuis le début de l'année. Cinquante et une personnes ont été tuées et trente-trois autres blessées depuis le 13 août. — (AFP, Reuters.)

institut telesystemes
11-15 rue Sarrette 75014 Paris.

Votre rendez-vous de la rentrée.
Paris : 6 septembre 1984.

Télécom 1
Les premiers projets de grandes applications.

Pour tout renseignement, contactez l'Institut Telesystemes,
Benoit Duley 390.14.98.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Moïse, prince d'Égypte, libérateur d'esclaves et prophète de la Loi de Dieu, ne cesse de fasciner et d'intriguer juifs et non-juifs depuis plus de 3000 ans.

95 F
380 pages

Le Monde

politique

LA « BATAILLE DU RÉFÉRENDUM » A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'opposition plus divisée qu'il ne paraît...

La majorité de l'Assemblée nationale devrait, dans la soirée du jeudi 23 août, adopter le projet de loi réformant la Constitution, pour étendre les possibilités de recours au référendum, sans l'avoir modifié.

Cette apparente unité de l'opposition recouvre en fait de sensibles divergences, tant sur le fond que sur la stratégie à suivre. Elles sont apparues clairement, le mercredi après-midi 22 août, à l'occasion des réunions des groupes RPR et UDF. Les députés néo-gaullistes ont décidé de limiter leur participation à ce débat; leur président, M. Claude Labbé, aurait même vu d'un bon œil l'arrêt de la discussion après le rejet de la question préalable. Il sera, en tout cas, le seul membre du RPR à intervenir dans la discussion générale proprement dite. Certes, il explique qu'il est inutile de « refaire le débat qui a déjà eu lieu au Sénat », que, face à une « manœuvre », il suffit de la dénoncer et qu'il ne faut pas entrer dans une « discussion au fond », que, de toute façon, « la nature du projet ne permet pas de le transformer », et qu'enfin « il y a mieux à faire actuellement que de discuter d'un projet avorté ». Pour lui, l'affaire est donc entendue : « Moins de temps on consacrerait à ce mauvais débat, mieux cela vaudrait ».

Mais l'extrême limitation du nombre des intervenants du RPR permet aussi d'éviter de porter sur la place publique les nuances qui existent dans les analyses du mouvement

Les députés du PS, comme ceux du RPR et de l'UDF, sont, en effet, divisés - pour des raisons différentes, bien entendu - à ne pas proposer d'amendements. Seul un non-inscrit pourrait venir troubler le jeu et mettre tous les groupes politiques

chiraquien. Ainsi, M. Labbé a reconnu que la proposition, que M. Marc Auried avait présentée, au nom du RPR, à la commission des lois, d'accepter le projet de réforme si la président de la République acceptait de la soumettre à une réunion du Congrès (Sénat plus Assemblée nationale) et non à un référendum, n'avait pas été retenue. « Ce n'est pas le moment d'une discussion juridique », a dit M. Labbé, il faut clarifier les choses et non les embrouiller ».

De même, tous les néo-gaullistes ne sont pas d'accord sur le rôle qu'il conviendrait éventuellement de donner au Conseil constitutionnel dans la procédure référendaire. M. Pierre Messmer, devant la commission des lois, avait émis des craintes sur l'accroissement du rôle de cet organisme au détriment du président de la République et du Parlement. M. Labbé partage cette opinion en expliquant que l'esprit des institutions permet aux neuf sages du Palais-Royal de dire ce qui ne peut pas être fait, et non pas ce qui doit être fait, et qu'ils ne peuvent pas se permettre des recommandations a priori.

Pourtant, M. Charles Pasqua, dans la proposition de réforme constitutionnelle qu'il a déposée au Sénat, en faveur de l'institution d'un

référéndum d'initiative populaire, prévoyait l'intervention du Conseil constitutionnel dans la procédure, intervention que souhaitait aussi M. Jean Poyer - dans un article publié dans le Monde du 16 juillet, - lors des débats au référendum prévus par l'article 11 de la Constitution. De plus, un certain nombre de députés du RPR s'inquiétaient, mercredi, des théories constitutionnelles que devait soutenir M. Debré en défendant sa question préalable.

Deux raisons expliquent essentiellement cette divergence entre députés et sénateurs du même mouvement. Les députés, plus marqués par la pratique institutionnelle de la V^e République, n'éprouvent pas, en général, les réticences, des centristes, plus traditionnelles devant l'usage du référendum, réticence que ne cache pas, par exemple, M. Jean Lecanuet. D'autre part, les députés, élus du suffrage universel, sont plus sensibles aux réactions de l'électorat. Or, ils ont constaté, depuis que les sénateurs manifestent un refus transgressant du projet gouvernemental, que les Français ne comprennent pas bien cette attitude.

Les contacts qu'ils ont eus dans leurs circonscriptions leur ont confirmé les tendances indiquées par les sondages. MM. Clément et Charles Millon, par exemple, ne dissimulent pas l'incompréhension qu'ils ont ressentie chez leurs électeurs.

La discussion du groupe UDF - à laquelle M. Barre a pris personnellement une large part - a donc consisté à rechercher quelle était la manière la plus adroite d'expliquer

les élus du RPR et de l'UDF, lesquels seront aussi mais pour repousser l'ensemble du projet. Les députés du PC devraient déterminer leur attitude sur celui-ci jeudi matin.

qui ne veut pas prendre les électeurs à rebrousse-poil, contrairement à ce qu'avait fait, d'après certains élus UDF, leurs collègues du Sénat. Les députés tiennent d'autant moins à « coller » aux sénateurs qu'ils reprochent à ceux-ci, en fait, d'avoir permis la « manœuvre » du pouvoir en lançant l'idée d'un référendum sur le projet de M. Alain Savary. Les députés de l'UDF auront ainsi une attitude plus nuancée que les élus du RPR et que leurs amis sénateurs.

La discussion au Palais-Bourbon devrait donc avoir une tonalité sensiblement différente de celle qui a eu lieu au palais du Luxembourg. L'enjeu reste pourtant le même : dans chaque camp il s'agit de faire porter à l'adversaire la responsabilité du non-recours au référendum.

THIERRY BRÉHER.

● M. Mermaz : plus de politisme sur les libertés. - La président de l'Assemblée nationale a estimé, mercredi 22 août devant les journalistes, que, après la discussion autour du projet de référendum, « il sera très difficile à l'opposition de nourrir une quelconque polémique sur le thème des libertés ». M. Louis Mermaz a ajouté : « Si les Français ont été inquiétés sur les libertés, je ne crois plus qu'ils le soient ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres, qui n'avait pas réuni depuis le 8 août, s'est réuni le mercredi 22 août, au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● JEUX OLYMPIQUES

Le bon comportement des athlètes français marque un premier redressement du sport de haut niveau, auquel la nation apportera un encouragement accru. - Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports a présenté au conseil des ministres une communication relative aux résultats des Jeux olympiques de Los Angeles.

Dans des compétitions d'un niveau très relevé malgré l'absence de la plupart des athlètes de l'Europe de l'Est, les participants français ont obtenu 27 médailles dont 5 d'or, 7 d'argent et 15 de bronze. Ce total est très proche de celui obtenu à Londres en 1948 et supérieur à tous ceux qui ont été réalisés depuis lors.

Ces résultats concrétisent la progression du sport français, notamment dans les disciplines olympiques majeures que sont l'athlétisme et la natation. Ils récompensent l'effort qu'ont consenti les sportifs et leurs entraîneurs, soutenus par l'ensemble du mouvement sportif. Ils témoignent de l'efficacité des mesures prises par l'État en vue de donner un véritable statut au sport de haut niveau.

L'action ainsi entreprise depuis trois ans, dont les grandes orientations ont été confirmées par la loi du 16 juillet 1984, sera poursuivie et amplifiée en vue des Jeux de Séoul en 1988. En particulier, le nombre des conventions offertes à des sportifs de haut niveau sera augmenté de façon significative.

● CONFÉRENCE DE MEXICO

La France renforcera sa contribution aux programmes d'action sur la population menés par les États et les organisations internationales. - M^{me} le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté au conseil des ministres une communication relative aux conclusions de la conférence internationale sur la population qui s'est tenue à Mexico du 6 au 14 août 1984 en présence des délégations de 156 pays.

Cette conférence a permis d'examiner les modalités de mise en œuvre et les résultats du plan d'action mondial sur la population arrêté par la première conférence internationale de ce type, qui s'était tenue à Bucarest en 1974. La délégation française, conduite par M. Baylet, secrétaire d'État auprès du ministre des relations extérieures, y a rappelé la position française.

La France considère que les politiques démographiques sont nécessaires, et elle a constaté avec satisfaction l'évolution qui s'est produite en ce sens depuis 1974. Mais elle estime qu'il n'existe pas une façon unique d'aborder les problèmes de population. Il appartient à chaque

pays de fixer ses propres objectifs en la matière, et une croissance démographique équilibrée ne peut être obtenue qu'en respectant les valeurs sociales et culturelles des populations intéressées.

Dans cette perspective, la France accroît sa contribution aux programmes multilatéraux d'action sur la population. Elle s'efforcera de faire prendre en compte, dans les programmes de coopération bilatéraux qu'elle poursuit avec de nombreux pays en développement, l'ensemble des aspects qui concernent la population et étudiera les demandes nouvelles de coopération qui pourraient lui être présentées en la matière tant par ses partenaires que par les organisations non gouvernementales.

M. OLIVIER RENARD-PAYEN DIRECTEUR DE LA GENDARMERIE

Le conseil des ministres du 22 août a nommé M. Olivier Renard-Payen directeur de la gendarmerie nationale. Il remplace à ce poste M. Charles Barbeau, chargé d'une mission d'étude sur les structures du ministère de l'Intérieur (le Monde du 23 août).

[Né le 26 février 1936 à Amiens, docteur en droit, M. Olivier Renard-Payen a été chargé de cours à la faculté de droit de Rennes avant d'entrer dans la magistrature en 1967. Après avoir occupé différents postes en province, il a été nommé à l'administration centrale du ministère de la Justice en 1973 puis à la Cour de cassation en 1975 comme conseiller référendaire. Il a actuellement le titre de vice-président du tribunal de Paris, mais occupe le poste de conseiller technique au cabinet de M. Charles Barbeau, ministre de la Défense, depuis le 27 mai 1981.]

● M. Michel Freyche, inspecteur général des finances, est nommé sur proposition du ministre de l'Économie, des finances et du budget, président du conseil d'administration de la banque française du commerce extérieur.

Le cabinet du ministre de l'intérieur et de la décentralisation

Voici la composition du cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation :

- Chargé de mission auprès du ministre : M. Charles Barbeau, maître des requêtes au Conseil d'État (mission de réflexion sur les structures de l'administration centrale) (le Monde du 23 juillet).

- Directeur de cabinet : M. Jean-Marie Coussin, préfet hors cadre.

- Directeur adjoint de cabinet : M. François Roussely, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

- Conseillers techniques : MM. Guy Perrinmond, journaliste; Daniel Limodin, inspecteur de l'administration; Jean-Claude Riquois, contrôleur général de la

police nationale; Bernard Boucault, administrateur civil; Christophe Lannelongue, adjoint de direction à la Banque de France, et Pierre-René Lemas, administrateur civil.

- Chef de cabinet : M. Claude Morel.

- Chargés de mission : MM. François Rebsamen; Jean-Loup Reverier, journaliste; Patrice Bergougnoux, commandant de la police nationale; Louis-Jean Léger, capitaine de sapeurs-pompiers et M^{me} Sylvie Trossa.

- Attachée parlementaire : M^{me} Marie-Pierre de la Goutrie.

- Attaché : M. William Scemmler.

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

M. Olivier Philip, préfet, commissaire de la République de la région Rhône-Alpes, commissaire de la République du département du Rhône, est nommé commissaire de la République de la région Île-de-France, commissaire de la République du département de Paris, en remplacement de M. Lucien Vochel.

[Né en 1925 à New-York, M. Olivier Philip, fils de M. André Philip, ancien ministre, ancien député socialiste, est docteur en droit, diplômé de l'École militaire de Saint-Cyr et ancien élève de l'ENAP. Nommé sous-préfet en 1951, il occupe divers postes de la Haute-Vienne, en 1972, préfet hors classe de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine.

M. Philip était commissaire de la République de la région Rhône-Alpes et du département du Rhône depuis juin 1978.]

RÉGION RHÔNE-ALPES

M. Jacques Corbon, préfet, commissaire de la République de la région Midi-Pyrénées, commissaire de la République du département de la Haute-Garonne, est nommé commissaire de la République de la région Rhône-Alpes, commissaire de la République du département du Rhône, en remplacement de M. Olivier Philip.

[Né en 1929 à Neuilly-Plaisance, licencié en droit, diplômé des sciences

Mouvement préfectoral

politiques, M. Corbon est, en 1953, attaché au cabinet de M. Pierre Miquel, ministre de la Défense, puis chef de cabinet du préfet de l'Aveyron. Il est détaché en 1958 à Alger au gouvernement général de la conférence d'Évian entre la France et les délégués du FLN algérien. Préfet de Villeneuve-du-Loir, il entre, en 1962, au cabinet de M. Pompidou, premier ministre. Il y occupe plus particulièrement des fonctions administratives des collectivités locales et de l'organisation des voyages du chef du gouvernement. Il est successivement nommé préfet du Cantal (1967), préfet des Vosges (1971), secrétaire général de la préfecture de la région parisienne (1974) et préfet de la Haute-Vienne, préfet de la région Limousin (1977), avant de devenir en janvier 1979 préfet de la Haute-Garonne, préfet de la région Midi-Pyrénées.]

RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

M. Claude Bussière, préfet hors cadre, est nommé commissaire de la République de la région Midi-Pyrénées, commissaire de la République du département de la Haute-Garonne, en remplacement de M. Jacques Corbon.

[Né le 6 novembre 1928 à Clamecy (Nièvre), licencié en droit, après avoir été chef de cabinet des préfets de l'Orne et d'Eure-et-Loir, M. Bussière est nommé en 1960, secrétaire général de la Haute-Saône, puis sous-préfet, en 1962, de Lure (Haute-Saône), puis de Toul (Meurthe-et-Moselle). Détaché en 1963 au cabinet de M. Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, puis sous-préfet de M. Pierre Mauroy, depuis juillet 1981.]

RÉGION GUYANE

M. Bernard Courtois, sous-préfet hors cadre, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Brest, est nommé préfet, commissaire de la République de la Guyane, commissaire de la République du département de la Guyane en remplacement de M. Claude Silberzahn.

[Né en 1935 à Melle (Deux-Sèvres), M. Bernard Courtois est titulaire d'un doctorat de sciences économiques. A sa sortie de l'ENA en 1970, il est affecté au ministère de l'Intérieur et mis pour un an à la disposition du secrétariat d'État à la moyenne et petite industrie et à l'artisanat. Placé en service détaché, il devient successivement directeur du cabinet du préfet du Cantal en 1971, sous-préfet de Rothen (Ille-et-Vilaine) en 1974 et sous-préfet de Villeneuve-du-Loir (Rhône) en 1976. Chef de la mission régionale Rhône-Alpes en septembre 1979, il est nommé en décembre de la même année sous-préfet hors-cadre, puis, en mai 1982, secrétaire général pour les affaires régionales Rhône-Alpes. M. Courtois était commissaire de la République de l'arrondissement de Brest depuis juin 1982.]

HAUTE-LOIRE

M. Michel Lajus, sous-préfet hors cadre, commissaire adjoint de la

République de l'arrondissement de Havre, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Loire, en remplacement de M. Yvon Olivier, nommé au conseil des ministres du 1^{er} août à la direction générale des impôts.

[Né le 17 mai 1929 à Libourne (Gironde), Michel Lajus, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer (FOM), a manifesté ses réserves devant un accroissement des pouvoirs des sages du Palais-Royal. M. Clément a donc pu faire adopter le schéma de son intervention : oui, le projet est « conforme » à la Constitution et à son évolution souhaitable, mais il n'est « ni honnête ni clair » puisqu'il cherche soit à tendre un piège à l'opposition, soit à permettre au président de la République de tirer un profit politique d'une éventuelle consultation.

Tout cela sera dit fermement mais sans passion par l'opposition

● M. Charles Barbeau, maître des requêtes au Conseil d'État, est nommé préfet hors cadre pour remplir une mission de service public relevant du gouvernement. Il s'agit plus précisément d'une étude sur les structures du ministère de l'Intérieur (voir le Monde du 23 août).

[Né le 23 décembre 1932 à Valence (Drôme), M. Charles Barbeau est licencié en lettres et ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion 1958-1960). Auditeur au Conseil d'État, il a commencé sa carrière comme chargé de mission au cabinet du secrétaire général de la présidence de la République. Affecté de 1964 à 1969 au Bureau international du travail, il y fut notamment chef de cabinet de M. David Mornet, directeur général. Maître des requêtes au Conseil d'État depuis 1967, M. Barbeau entre en juin 1969, au cabinet de Joseph Fontanet, ministre du travail. En juin 1971, il est nommé directeur du département de la Région de la gendarmerie nationale depuis février 1979.]

● M. Jean-Marie Coussin, préfet, commissaire de la République du département de Meurthe-et-Moselle, est nommé préfet hors cadre et devient le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe.

[Né le 22 janvier 1930 à Larche (Corrèze), ancien élève de l'École nationale de la FOM, M. Coussin a occupé divers postes dans l'administration, chargé des relations avec les pays de la communauté africaine et malgache, puis dans celle de la coopération, ensuite dans plusieurs ambassades africaines (Niger, Gabon). Affecté au ministère de l'Intérieur en 1967, il est sous-préfet, secrétaire général adjoint du Rhône (1970), à Fougères (1971), chef de la mission du préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne (1974), puis représentant du gouvernement à Mayotte. Il devient préfet de Mayotte en 1976, préfet du Gers en 1978 et préfet de l'Allier en 1980. M. Coussin était préfet de Meurthe-et-Moselle depuis mai 1982.]

● M. Claude Silberzahn, préfet, commissaire de la République de la région Guyane, commissaire de la

République du département de la Guyane, est nommé préfet hors cadre. M. Silberzahn est l'un des conseillers auprès du nouveau premier ministre, M. Laurent Fabius (le Monde du 8 août).

[M. Claude Silberzahn est né le 18 mars 1935 à Mulhouse (Haut-Rhin). Il est licencié en droit et diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer. Il commence sa carrière en 1959 comme conseiller aux affaires administratives, détaché à l'assistance technique en Tunisie. En 1966, il est affecté au ministère de l'Intérieur en qualité d'administrateur civil. Il est nommé secrétaire général de la Martinique en 1967. Puis il devient conseiller technique au cabinet de M. André Bord (secrétaire d'État à l'Intérieur) en 1971, chef du cabinet de M. Chaboud (ministre de l'Équipement et du logement) en 1972, et, la même année, conseiller technique au cabinet de M. Xavier Deniau (secrétaire d'État chargé des départements et des régions d'outre-mer). L'année suivante, il est nommé directeur du cabinet de M. Stasi (ministre des DOM-TOM) et, en 1974, sous-préfet de Grasse avant de devenir secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime en 1979. M. Silberzahn était commissaire de la République de la région et du département de la Guyane depuis juillet 1982.]

Ancien ministre du gouvernement Guy Mollet

M. AUGUSTE PINTON EST MORT

Ancien ministre et ancien sénateur du Rhône, M. Auguste Pinton, quatre-vingt-trois ans, est mort mercredi 22 août, à son domicile lyonnais, des suites d'une longue maladie. Grande figure du radicalisme dans le département du Rhône, M. Pinton avait été secrétaire d'État aux travaux publics, aux transports et au tourisme dans le gouvernement Guy Mollet, de février 1956 à juin 1957. A ce titre, il fut à l'origine de la création d'Air Inter et de la construction du paquebot France. Il siégea au Conseil de la République puis au Sénat de 1946 à 1977 (Gauche démocratique), et fut, de 1972 à 1977, président de la fédération du Rhône du Mouvement des radicaux de gauche.

[Né le 15 août 1901 à Lyon, ce fils de canot, devenu instituteur puis agrégé d'histoire et de géographie, avait commencé sa carrière politique dans les années 30, dans le quartier de la Croix-Rousse, sous la houlette du maire de Lyon, Edmond Herriot, dont il fut le premier adjoint de 1944 à 1953. Considéré comme l'un de ses fils spirituels, M. Pinton fut candidat à la succession d'Edmond Herriot, à la mort de celui-ci en 1957. Mais, privé par son intransigence des voix communistes, il fut battu par un certain Louis Pradel, alors inconnu. Il demeura néanmoins conseiller municipal de Lyon jusqu'en 1964, date à laquelle il fut élu maire de Tazay (Rhône).

Pendant la guerre, M. Auguste Pinton avait participé à la création d'un mouvement franc-tireur.

Il fut à la libération de Lyon, le 3 septembre 1944, le premier à hisser le drapeau français sur l'hôtel de ville.

M. Auguste Pinton était officier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la médaille de la Résistance. - (Corresp.)

ص: زامن الأصل

NATIONALE
rait...

LE REJET DE LA POLITIQUE

La crise du système représentatif

II. - Une étrange profession

par MICHEL KAJMAN

La légitimité que confère aux élus du peuple le suffrage universel ou à ceux que le premier d'entre eux désigne pour occuper les plus hautes fonctions de l'Etat s'est en partie érodée, dans l'intervalle des scrutins (le Monde du 23 août), difficile, artificielle et illusoire, jugent certains, la représentation politique en crise ne doit-elle pas aussi être regardée comme un métier ambigu et particulier ?

Appelons-le X, Y ou Z. Il faudrait lui donner des centaines de noms bien réels. Laissons se dérouler le fil qui le rattache au Parti socialiste, au Parti communiste, au RPR, à l'une des composantes de l'UDF. Tous les cas de figures se rencontrent. Prisons lui tous les traits de dévouement sans borne à la chose publique, dont il possède sans doute la plupart. Et observons-le avec un brin de curiosité entomologique.

A coup sûr, nous le verrons s'agiter étrangement, vibrer entre Paris et « sa » province le plus souvent ; jongler avec hommes de train et avion ; user l'asphalte et les pneus entraînant à sa suite un deux, trois collaborateurs toujours affairés et pressés, quand ce ne sont pas des cabinets entiers. Que fait donc notre homme ? Il est homme politique, c'est un élu ; il fait ce pour quoi il a été désigné. C'est tout.

Tout se passe, en effet, comme si, à l'instar de celui de voyageur représentant placier, l'activité de représentant de la nation ou de l'une de ses parties requerrait une activité multiple, on s'en accommodait. Maire, conseiller général, parlementaire... mieux vaut avoir deux activités qu'une seule ; mieux vaut en avoir trois que deux. Telle est la tendance, la tradition française.

Ce cumul des mandats, tel que l'a décrit, entre autres, M^{me} Jeanne Boquart-Lectère, de l'université de Lille-II, au cours du deuxième congrès national de l'Association française de science politique (1), donne au personnel politique français toutes les apparences d'un corps assez fermé et restreint.

La crise de la représentation, en ce sens, c'est aussi la distance qui sépare le plus grand nombre de la petite élite qui gère les affaires publiques. Vécu comme une commodité, par ceux qui en bénéficient comme par ceux qui ne « déclarent » à perpétuité sur d'autres, dissimulé par le lien apparent que tiennent les médias modernes entre représentants et représentés, cet état de fait induit aussi une tendance à l'affaiblissement de la démocratie réelle et à la confiscation du pouvoir par un petit nombre.

Inavoué ou justifié par des nécessités de validité diverses, le métier que la politique tend à être conserve en propre une caractéristique : ses membres, lorsqu'ils sont désignés ou contestés, le sont d'autant plus qu'ils sont censés incarner de pures vocations au service de « tout le monde ». Mais le militantisme politique est lui aussi en crise. Personne n'est donc tout à fait dupe d'un malentendu, pourtant sans fin.

Les indications chiffrées recueillies au cours du congrès de l'AFSP sont éloquentes : 67 % de députés cumulés deux ou plusieurs mandats en 1968 ; 74,7 % en 1973 ; 79,2 % en 1978 et 82,1 % en décembre 1982. Si cette proportion tombe à 71,3 % un an plus tard, c'est parce qu'un certain nombre de cumulés furent entamés ou ruinés par des élections municipales favorables à l'opposition de droite. Trois ministres étaient aussi des maires en 1959 ; sept en 1965 ; dix-huit en 1971 ; vingt en 1977 et vingt et un en 1982.

Le cumul, « l'une des bases de la société politique française depuis plus d'un siècle », a écrit le juriste André Denéchère, n'est ni de droite ni de gauche. Reprenons l'exemple de l'Assemblée nationale en décembre 1982. Le PC (44 députés) : 56,8 % de cumulés simples et 20,5 % de cumulés renforcés. Le PS (283 députés) : respectivement 49,8 % et 32,5 %. L'UDF (64 députés) : 31,3 % et 51,6 %. Le RPR (89 députés) : 46,1 % et 37,1 %.

Un système fermé et rigide

Qu'elles soient jugées accablantes et pernicieuses ou banales et logiques, les conséquences diverses de ce modèle « fondé sur un cumul généralisé des mandats au centre du système », selon les termes de M^{me} Boquart-Lectère, sont de taille. La notion — partielle, naïve, mythique, dépassée, comme l'on voudra — de représentation politique en ressort singulièrement altérée. De l'idéal représentation née de la Révolution française, on a en effet évolué vers un système qui, résume cette spécialiste :

— Favorise les tendances oligarchiques des partis politiques par le contrôle des hommes, des faits électoraux, voire de ressources ou services gratuitement utilisés. Le cumul permet aussi (surtout dans les partis de gauche) d'accroître la part des indemnités que l'élu reverse à son parti ;

— Freine la circulation des élites car le cumul des mandats... cumulé

avec la longévité au pouvoir permet la réélection plus facile des cumulés :

— Professionnalise l'activité politique : sans passerelle de retour à la vie civile ;

— Concentre la classe politique ;

— Imbrique totalement le niveau local et le niveau national, ce qui renforce encore la cohésion du système.

Facilite la circulation verticale de l'information au prix d'une diffusion horizontale plus restreinte.

Au total, « le cumul permet de jouer sur les deux tableaux (central et local), de brouiller les cartes (...) et finalement de consolider les pouvoirs personnels et ceux des partis en rigidifiant le système ».

La République des fonctionnaires

Le tableau serait incomplet si l'on ne faisait état de deux phénomènes qui viennent encore restreindre la représentativité collective des représentants : très forte proportion de fonctionnaires au sein large, à l'Assemblée nationale (31,5 % en 1973, 40 % en 1978, 53,15 % en 1981) et poids croissant dans la vie politique de la haute fonction publique.

Cette dernière est à tout le moins une « force politique », comme dit M. Jean-Louis Quermonne, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Au cours de ce même colloque, M. Quermonne affirmait :

« A la question posée : que représentent finalement les hauts fonctionnaires, nous serions donc moins tentés de répondre : une infime minorité de l'électorat outragéement surreprésenté, ou un faisceau de médiateurs compétents entre la société civile et l'Etat fonctionnel, qu'une force politique concurrente à celle que représentent en France le système de partis, si tant est que les composantes elles-mêmes de celui-ci soient encore constituées de militants ou de notables authentiques et non pas, dans une proportion à mesurer, de fonctionnaires déguisés en politiques pour assumer le rôle de cheval de Troie à l'intérieur de ce système. Ce qui ferait alors de la haute fonction publique non pas une force politique concurrente à celle des partis et des groupes, mais une force légéromique. »

Crise de la représentation, crise du système représentatif ? Souvent efficace, assurément malgré tout aux citoyens la sauvegarde des garanties qu'ils sont en droit d'exiger, le

métier politique tel qu'il a évolué en est aussi le signe permanent et le bon émissaire occasionnel (- sortez les sortants -).

Si la crise de la représentation est invoquée en manière de nostalgie de la démocratie directe permanente ou d'un ne sait quel âge d'or politique, elle ne peut que faire long feu ou vivre à l'état de malaise. Et, au contraire, elle est prise au sérieux, et par ceux qui la déplorent et par ceux qui font, pour conserver leur métier, comme si elle n'existait pas, et s'il doit en résulter réflexions et propositions suivies d'effets en faveur de plus de démocratie réelle, alors, vive la crise !

FM

Prochain article :

LES « SOCIOPROFESSIONNELS »
CES NOUVEAUX CITOYENS...
par CHRISTINE FAUVET-MYCIA

(1) Grenoble, 25-26 janvier 1984. Une table ronde de ce congrès était consacrée aux « modalités anciennes et nouvelles de la représentation ». Association française de science politique, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

● ERRATUM. — A la suite d'une erreur technique, la fin de l'article de Michel Kajman « L'illusion et le malaise » a été omise (notre première édition datée 23 août, première page, dernière colonne). Nous la rétablissons en priant nos lecteurs de bien vouloir nous excuser :

Au cours de sa présentation télévisée de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, son prédécesseur, M. Giscard d'Estaing, interrogé sur la thèse centrale du livre *Deux Français sur trois* qu'il venait de faire paraître, expliquait : « Moi, ma recherche, c'est de dire ceci : Si vous regardez les Français et les Français, si vous les écoutez, ils sont de plus en plus nombreux à vouloir la même chose. Je veux vous dire ce qu'ils veulent : ils veulent que l'on puisse trouver du travail, ils veulent qu'il y ait moins de désordre, ils veulent que l'on ait confiance dans l'avenir et ils veulent que chacun puisse mener sa vie comme il l'entend. Et puisqu'ils ont des aspirations communes et que vous voyez quand on les interroge ou quand ils s'expriment, il faut que la politique leur apporte une réponse commune à ces aspirations communes des Français. Et, puisqu'ils sont deux sur trois à vouloir la même chose, l'objectif de la politique, c'est de leur apporter les choses que veulent deux Français sur trois... »

● La loi d'airain du système majoritaire. — « Le véritable « mal français », c'est bien l'intolérance et le sectarisme qui ont été malencontreusement poussés au paroxysme par la bipolarisation du jeu politique, écrit dans le quotidien la Croix du mercredi 22 août M. Marcel Merle, qui enseigne au département de sciences politiques de l'université de Paris-I et participe aux travaux de la commission « Justice et paix » du Centre catholique des intellectuels français. Pour lui, « Plutôt que de se laisser enliser dans un débat quelque peu métaphysique sur l'avenir des libertés, nos concitoyens feraient peut-être mieux de se demander si ce n'est pas la liberté tout court qui risque d'être menacée par un régime où la loi d'airain du système majoritaire, même corrigée par l'alternance, instaure les conditions légales de la dictature d'une moitié du pays sur l'autre. »

LA LIMITE D'AGE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le Sénat reporte à 1990 l'abaissement à soixante-cinq ans et en exclut les responsables d'entreprises publiques

Le Sénat a examiné, le mercredi 22 août, le projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public et le projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation. Après avoir sensiblement modifié dans le sens préconisé par sa commission des lois (le Monde du 23 août) les projets que l'Assemblée nationale avait adoptés après déclaration d'urgence les 13 et 14 juin (le Monde des 15 et 16 juin), le Sénat les a à son tour votés. Les deux textes ont été aussitôt confiés à une commission mixte paritaire, dont la tentative de conciliation a échoué.

La discussion générale commune est ouverte par M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives à qui incombe la tâche de présenter les projets dont il a « hérité » du précédent gouvernement et en particulier de M. Anicet Le Pors.

M. Le Garrec, qui se félicite de pouvoir, dans ces conditions, poser un regard neuf et distancié sur les projets d'abaissement de la limite d'âge dans les grands corps de l'Etat, le secteur public et l'enseignement supérieur, dénonce d'abord la « suspicion illégitime » jetée à cette occasion par l'opposition sur le gouvernement, dont les intentions ont été « parfois caricaturées ». Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique souligne l'impossibilité de voir l'administration échapper à la règle générale d'abaissement de l'âge de la retraite et la nécessité d'un rajeunissement des cadres.

S'il convient qu'existent des « difficultés réelles à maîtriser » pour que soient appliqués dans de bonnes conditions ces projets, M. Le Garrec insiste sur le respect, dans les deux textes, des exigences de bon fonctionnement et de continuité des institutions et des corps concernés, qu'il s'agisse de la Cour des comptes, du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation ou des corps d'inspection et de contrôle.

Là où règne l'encombrement, précise M. Le Garrec, la cause en est dans le fonctionnement des juridictions et ne saurait être imputée aux départs en retraite, pas plus à soixante-huit ans (aujourd'hui) qu'à soixante-cinq ans (à terme).

S'agissant de la Cour de cassation — dont la chambre sociale est particulièrement « saturée », — M. Le Garrec indique : soixante-seize départs au lieu de quarante-quatre à législation inchangée auront lieu en cinq ans ; le « vivier » de recrutement est, dans ce corps, constitué de trois cents magistrats hors hiérarchie, dont cent quinze de moins de soixante ans.

Pour la Cour des comptes et le Conseil d'Etat, où le nombre des départs sera « minime », le secrétaire d'Etat confirme que le recrutement par la voie de l'ENA dans les corps concernés va être accru. Il s'attarde sur l'allègement des tâches qui devront, en tout état de cause, résulter du développement de l'informatique dans tous les cas.

Il ne s'agit en fin de compte, conclut M. Le Garrec, que de « textes de bon sens » élaborés par le gouvernement « avec une grande prudence ».

Au nom de la commission des lois dont il est le rapporteur, M. Jacques Larché (UREI, Seine-et-Marne) lui réplique que les projets présentés sont « inopportuns, contrairement à l'intérêt de l'Etat, inutilement coûteux et discriminatoires ». Il se déclare toutefois soucieux d'un « compromis » qui corrigerait les aspects les plus fâcheux à ses yeux des textes et les rendrait « plus raisonnables ».

M. Larché résume les « préoccupations égalitaires » connues, selon lui, dans les projets. Nous acceptons qu'à terme la limite d'âge soit abaissée à soixante-cinq ans, conclut M. Larché ; mais nous assortissons cette acceptation de conditions. Si le gouvernement ne nous suit pas, la preuve sera faite qu'il veut soumettre la fonction publique à des conditions irrecevables pour le Sénat.

M. André Fosset (UCDP, Hauts-de-Seine), rapporteur pour avis de la commission des finances, s'attarde ensuite sur le coût des projets : deux cent trente millions de francs selon lui, soit « de quoi payer deux mille fonctionnaires de police ».

M. Jean Chérioux (RPR, Paris), Pierre Salvi (UCDP, Val-d'Oise), Jacques Pelletier (Aisne), président du groupe de la Gauche démocratique, et Christian Taittinger (UREI, Paris) ainsi que M. Jean-Pierre Fourcade (UREI, Hauts-de-Seine) disent ensuite leur opposition, en l'état, aux projets défendus par le sénateur socialiste du Doubs, M. Robert Schwint. Dans sa réponse, M. Le Garrec indique que, même s'il souscrit à une petite partie des remarques faites par certains orateurs, le gouvernement ne pourra, « en justice, en logique », retenir les amendements proposés par la commission des lois sénatoriales.

Contre l'avis du gouvernement, le Sénat adopte ensuite une nouvelle rédaction des articles 2 et 5 du projet de loi relatif à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public. La limite d'âge, pour toutes les personnes concernées par le projet se trouve ainsi fixée à titre temporaire : à soixante-huit ans jusqu'au 31 décembre 1985 ; à soixante-sept ans et six mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 1986 ; à soixante-sept ans du 1^{er} janvier au 31 décembre 1987 ; à soixante-six ans et six mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 1988, et à soixante-six ans du 1^{er} janvier au 31 décembre 1989.

La Haute Assemblée précise et restreint (un quart au lieu d'un tiers des emplois vacants) les conditions d'accès par le tour extérieur aux corps d'inspection et de contrôle.

Ainsi modifié, le premier projet de loi est adopté. Après avoir étendu aux magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation le même calendrier progressif d'abaissement de la limite d'âge, le Sénat adopte, par 207 voix contre 93, le projet de loi organique relatif à la limite d'âge de ces magistrats.

M. K.

RÉFÉRENDUMS ET SONDAGES

Pour un oui pour un non...

Les référendums qui ont ponctué la vie politique de la V^e République : 1961, 1962 (deux fois), 1969, 1972... et peut-être 1984 n'ont pour la plupart pas manqué de provoquer des discussions passionnées. Les sondages d'opinion qui tombent comme s'il en pleuvait pour évaluer à tout instant les popularités du personnel politique, recueillir le sentiment prévalant sur les problèmes du moment ou, le cas échéant, connaître leurs intentions de vote, passent maintenant à peu près inaperçus. Ces deux façons très différentes, ces deux réalités nous apprennent quelque chose sur le caractère spécifique de la représentation politique et sur ses limites.

Ceux qui veulent d'un référendum expliquent, lorsque les circonstances l'exigent, comme c'est le cas ces temps-ci, qu'il s'agit de la forme la plus schématisée de la démocratie, de « l'expression directe de la souveraineté nationale » et qu'il est à ce titre irremplaçable. Ceux qui n'en veulent point dénoncent alors la tentation plébiscitaire qui peut se cacher derrière nombre de projets référendaires.

Ceux qui veulent en découvrir enfin l'appel de leurs vœux, au lieu de la crainte, une manière de vote sanction déguisée qui, quel qu'en soit l'objet, en cas de victoire du « non » renvoie dans ses foyers ou à tout le moins prive de sa légitimité le chef de l'Etat qui s'est livré à un tel pari. L'usage que fit du référendum le général de Gaulle explique, autant que les questions de fonds ou les considérations tactiques, l'établissement de cette tradition du référendum « à la française ».

Au regard de la représentation politique traditionnelle peut-on dire que le référendum veut mieux appeler de ses vœux son usage élargi, à défaut d'une généralisation non exempte de dangers et

reste utopique ? En d'autres termes peut-on songer à se passer de la représentation traditionnelle grâce à cette forme directe de consultation ?

Dans son *Traité de science politique*, le professeur Georges Burdeau résume ainsi de façon éclairante les termes de ce débat : « On peut [...] dire en un sens que les résultats d'un référendum « représentent » mieux qu'aucune élection la conscience de la volonté populaire. Il n'y a cependant pas représentation dans la pleine acception du terme ; car le référendum ne donne jamais qu'une vue partielle des intentions de la collectivité qui a été consultée. En effet, par son mécanisme même, il ne peut porter que sur un petit nombre de questions. Or la vie politique n'est pas faite de la solution de quelques problèmes, si importants soient-ils ; elle suppose d'innombrables choix dans des cas souvent imprévus, des revirements ou des corrections apportées aux décisions antérieures à raison de leur incidence (...) toutes difficultés à propos desquelles la procédure du référendum est incapable de fournir l'indication de l'attitude à adopter. Force est alors de recourir à l'élection. »

Ces justifications théoriques et pratiques d'une représentation « vivante » et évolutive de volontés nombreuses par quelques-unes, opposée à la photographie perçeculaire proposée par les résultats du référendum sur un nombre limité de questions, seraient entièrement satisfaisantes si les partis et les élus, voire tel ou tel chef de l'Etat, n'avaient pas tendance à faire du recours au référendum ou de son refus un usage partiellement ou largement tactique. La « souveraineté nationale » si souvent rappelée s'y perd un peu. Surtout la crédibilité de la classe politique

s'érède et l'attention de l'électeur se laisse à suivre une pièce plus forte en rebondissements que riche de contenus significatifs.

Les sondages ne sont pas, mais se font passer depuis bien longtemps pour des référendums ou des consultations électorales miniatures, les sont ensuite regrettés à la dimension du pays par l'amplification médiatique. On en connaît l'effet : l'opinion publique « investie » à tout moment parle aussi fort que la représentation nationale et par là du coup avoir une voix directement audible qui rend, d'aucuns croiraient sur la nécessité de porte-parole élus.

La considération des règles fondamentales de la démocratie, la fréquence des déconvenues, le culte de l'évidence, les risques de manipulation ou d'usage abusif, rien n'y fait. Le rituel « tant pour cent des Français estiment que » ou « souhaitent que » ou « sont pour... » est égrené à tout moment.

Friends ou dégoûtés selon que les résultats sont favorables ou non à leur personne ou à leurs vues, les représentants du peuple n'ont inventé et ne se sont vus proposer, depuis l'instauration de ce nouvel impérialisme et le déclin du Parlement, aucun moyen de restaurer leur force de représentation singulièrement atténuée depuis l'âge d'or de la Révolution française.

Reste la télévision, aussi, souvent, moyen de représentation théâtrale et bien conventionnelle des élus que mode d'une expression sincère et dégoûtée des stéréotypes. Ainsi vont les choses, mais toujours dans le même sens : du haut vers le bas, du centre vers la périphérie. Ainsi tourne la roue usée, mais irremplaçable de la représentation.

M. K.

Le bilan complet
de l'œuvre civilisatrice
des Français en Algérie.

PIERRE GOINARD
L'ALGÉRIE,
L'OEUVRE FRANÇAISE

ROBERT LAFFONT

12 mois sur 12
COURS
HUBERT LE FÉAL :
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
documentation
sans engagement
387 25 00

Le Monde

société

Place aux enfants

Les victimes du silence

Loïc avait quelques mois quand il est mort. Il était sans vie, et très fort. Son père lui a donné un coup de poing, des coups de chaussures et, petite poupée de chair, il s'est tu. Jamais (le Monde daté 17-18 octobre 1982).

Il aura fallu que Jean-Jacques meure subitement à deux ans et demi pour que l'on découvre que, comme lui, ses sœurs Martine, trois ans et demi, et Thérèse, un an et demi, étaient laissées dans un abandon extrême, privées de nourriture et sans soins... (le Monde du 19 août 1981).

Lactitia a dix ans à présent. Aveugle, invalide totale, elle restera grabataire à vie. Son père, son tuteur, dira d'elle, avant de se suicider dans sa prison... (le Monde daté 16-17 mars 1982).

Loïc, Jean-Jacques, Lactitia, autant de petites victimes de la violence adulte, qui mobilisent l'opinion par à-coups et déclenchent les passions avant que le silence ne retombe.

L'histoire de David ne cessera jamais d'être citée tant elle paraît typique aux cliniciens qui étudient tous les signes avant-coureurs des mauvais traitements. David, né d'un premier mariage, avait très vite été placé par sa mère, Françoise, chez une nourrice (le Monde du 24 août 1982). Il avait cinq ans quand elle l'a repris. Auprès d'elle se trouvait un nouveau compagnon, Claude, un autre fils aussi, Laurent. Insidieusement, David est devenu, aux yeux de sa mère, David-général. Il a vécu sept ans enfermé dans les placards des quatre appartements que le couple a loués successivement. Claude gardait le silence. Les voisins ignoraient l'existence de l'enfant. Seul Laurent ouvrait de temps en temps les portes de la prison. David a réussi à s'échapper et le scandale a éclaté. Pourtant, quelques années auparavant, des personnes auraient peut-être pu faire quelque chose pour lui. Celles qui l'ont recueilli à l'hôpital pour de très graves brûlures aux doigts. Il est resté un mois hospitalisé. Avant de retourner vers son cauchemar.

Combien sont-ils ces enfants-martins ? Quarante mille, avançait, il y a quelques mois, l'ex-secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

Les chiffres n'ont pas beaucoup de valeur », explique le docteur Pierre Strauss, membre fondateur de l'AFIREM (Association française pour l'investigation et la recherche sur l'enfance maltraitée) (1). « Il faut seulement savoir que c'est un phénomène important et que les enfants maltraités représentent un pourcentage non négligeable de la population de la France, de un pour cent des enfants hospitalisés. »

Disons alors qu'ils sont plusieurs milliers, chaque année, à subir des sévices graves, à être abandonnés matériellement et socialement. Certains en meurent et, là aussi, les chiffres sont flous. « Peu de décès pour cause de sévices sont reconnus comme tels », explique M. Strauss.

Les hôpitaux préfèrent accepter l'idée d'accidents d'autopsie en sous-ventrisme, il n'y a jamais de témoins, les preuves sont rarement indiscutables et la justice hésite à poursuivre... L'estimation de plusieurs centaines de décès d'enfants, chaque année, à la suite de sévices ne lui semble pas excessive. Le silence, ce silence épais qui entoure ces gamins persécutés jusqu'à ce qu'enfin les marques deviennent impossibles à ignorer, est un des premiers obstacles à la prévention.

La difficulté du diagnostic

« Les adultes tortionnaires sont l'objet d'opprobres pour le public, quand le scandale éclate, au moment de la mort de l'enfant, alors que l'entourage a fait silence pendant des mois, fermant les yeux et les oreilles malgré l'aspect de l'enfant et ses cris. observe M. Marie-José Chombart de Lauwe, maître de recherche au CNRS. L'enfant est considéré comme le bien des parents et il ne faut pas intervenir dans les relations familiales. »

A la décharge au moins des médecins, il faut reconnaître qu'en dehors de quelques cas évidents (rachitisme avec des sans fractures multiples, brûlures, etc.), le diagnostic de mauvais traitements n'est pas toujours facile à prononcer.

La majorité des blessés des traces de coups, un état relatif de dénutrition, des petits problèmes psychologiques peuvent passer inaperçus. Ce n'est que lorsque le médecin constate des discordances entre le récit des parents et ce qu'il voit que peut germer dans son esprit la suspicion.

La manière dont l'enfant est amené à l'hôpital est importante, est-ce après dénonciation ? Par le service social ? Cela peut paraître curieux mais il arrive aussi que ce soit la famille elle-même qui nous présente l'enfant. Comme pour nous appeler à l'aide et chercher à importer quel prétexte pour mettre

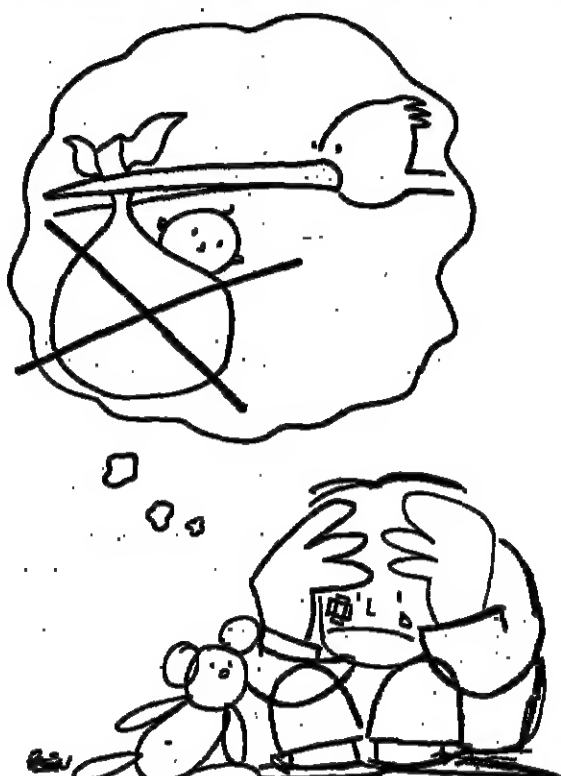
leur fils ou leur fille à l'hôpital, souligne le docteur Strauss. Et cela souvent avant les vacances, avant les fêtes de Noël ou de Pâques. »

Tout serait, bien sûr, plus facile si on pouvait tracer le portrait-robot de l'enfant victime et des parents bourreaux. Mais voilà... On peut tout juste noter des terrains propices, constater des convergences de situations particulières, qui peuvent favoriser des manifestations de violence chez l'adulte.

Le tout jeune enfant est certainement le plus exposé aux mauvais

traitements. Et pourtant, explique M. Nadia Monteggia, directrice de la rédaction de la revue *L'Enfant d'abord* (3), organe du GRAPE (Groupe de recherche et d'action pour l'enfance), il existe une violence qui commence dès la naissance, par la manière dont la société accueille ses enfants. Selon qu'elle les considère comme une gêne dans la vie quotidienne ou bien comme des êtres à part entière ayant leurs propres droits.

« Contraintes et violences directes sont souvent imposées à



Dessin de PESSON.

traitements. Avant trois ans, il échappe, en effet, aux contrôles extérieurs, vit dans l'intimité familiale. C'est la période la plus difficile pour les coupes fragiles, face à un petit être extrêmement vulnérable.

« Il y a, à la fois, plein de signes et en même temps rien qui ne donne une certitude », explique-t-on à l'AFIREM. On peut citer parmi les situations à risques l'enfant d'un premier lit mal supporté par le nouveau conjoint, l'enfant handicapé surtout si le handicap est génétique, celui qui est surprotégé par un parent et que l'autre jalouse, et ceux qui, comme David, ont été séparés de leur mère à la naissance. Cette séparation, surtout si elle est longue, rend plus difficile le tissage de nouveaux liens affectifs. Eternel fossé entre l'enfant rêvé et l'enfant réel qui passe souvent par une période de repli sur soi ou au contraire d'agressivité lorsque le retour se fait après une absence prolongée. Tout grain de sable dans la vie familiale alors est ressenti plus vivement.

Parmi les auteurs de violence, il y a, bien sûr, les malades mentaux, les psychotiques « moins exceptionnels qu'on ne le pense », souligne le docteur Strauss, tout comme les alcooliques et aussi ceux qui ont eux-mêmes été maltraités dans leur enfance. Mais il y a aussi « monsieur et madame tout le monde », estimés de leurs voisins.

Particulièrement sensible à l'enfance maltraitée, M. Georgina Duflo, aujourd'hui ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a alerté, en juin 1984 (le Monde du 28 juin), les services sociaux, les personnels hospitaliers, la justice, l'éducation nationale, sur l'importance d'une prévention aux mauvais traitements.

Des réunions de travail entre ces différents partenaires ont été mises en place. On a installé, dans soixante-dix départements, des lignes téléphoniques pour signaler les enfants maltraités, mais aussi pour aider les parents. Les responsables de SOS-Parents-Enfants (2) savent à quel point un appel téléphonique anonyme peut éviter bien des violences. Créée il y a cinq ans, cette organisation offre une écoute attentive aux pères et aux mères en détresse devant des situations qui leur échappent.

Mais que faire en cas de mauvais traitements caractérisés ? Au-delà des mesures traditionnelles (aide sociale, placement de l'enfant, établissements spécialisés, etc.), la meilleure solution semble passer par l'assistance éducative en milieu ouvert « prenant globalement en charge la famille, associant à une aide matérielle et sociale, la plus souvent nécessaire, une aide psychologique des parents, tout en assurant la sécurité de l'enfant et en le protégeant contre la persistance de l'agressivité parentale », explique le docteur Strauss, qui note cependant les dangers de cette formule : s'occuper trop des parents, sous-estimer la possibilité de nouveaux « passages à l'acte » ; ou tout simplement provoquer un rejet de la part des parents.

La violence physique est, bien sûr, celle qui attire le plus l'atten-

tion. Et pourtant, souligne M. Chombart de Lauwe il est vrai qu'il n'y a pas d'éducation sans effort et un minimum de contraintes, mais « le bien » de l'enfant est-il réellement défini dans son intérêt, avec le respect de sa per-

SPORTS

SUITES OLYMPIQUES

Primes records

Avec quarante-trois médailles olympiques et quelques uns des meilleurs athlètes venus des pays de l'Est, la réunion de Zurich était, mercredi 22 août, la plus importante de la tournée européenne d'après Jeux. De Berlin à Rome, en passant par Londres, Cologne, Bruxelles ou Nice, les héros sont redescendus de l'Olympus pour monnayer leurs talents dans des courses et des concours où les principaux records battus sont ceux des sautiers sur les concours de pentathlon.

Commentant les absences remarquées à Zurich d'Edwin Moses et de Dietmar Moegenberg, les champions olympiques du 400 mètres haies et du saut en hauteur, M. Res Brugger, l'organisateur, expliquait : « J'étais prêt à aller loin, mais le manager d'Edwin Moses a formulé des exigences absolument folles. J'aurais versé une somme importante pour lui, comme pour Carl Lewis, mais lorsqu'on dépasse largement les

10 000 dollars (88 000 F), je ne marche plus. » Les deux athlètes auraient réclamé 15 000 dollars (132 000 F). Pour la plupart des autres champions olympiques, les tarifs varient de 3 000 à 8 000 dollars (26 400 à 70 400 F).

Comme sur la piste, Carl Lewis, le super-star des Jeux, est dans ce domaine aussi imbattable. Deux jours avant de venir à Zurich, il a obtenu 45 000 dollars (396 000 F) pour participer au 100 mètres de la réunion de Budapest. Soit 10 000 F la foulée ou 16 000 000 dollars (142 millions de francs) de l'heure pour sa participation à la coupe de la ville de Zurich.

Le 100 mètres, c'est tout de même la discipline la plus disputée. Les deux favoris, Carl Lewis et Evelyn Ashford, se sont affrontés à Zurich. Evelyn Ashford ne s'est pas contentée de battre sa grande rivale, la championne du monde Marlies Göhr. Elle a amélioré le record du monde féminin du 100 mètres en 10 s 76. Trois jours plus tôt, Evelyn Ashford avait pourtant renoncé, au dernier moment, à s'aligner au départ du 100 mètres de la réunion de Hanovre, en prétextant un claquage. La franc suisse fait donc de la surprise.

Les organisateurs de la réunion de Budapest se sont félicités de

EN BREF

● Un automobiliste gravement blessé par un policier. — Un automobiliste a été gravement blessé par balles, dans la nuit du 12 au 13 août, à Chambéry-le-Haut (Savoie). Trois jeunes gens qui regagnaient leur domicile à bord d'une Renault 5, ont été pris en chasse par une brigade de surveillance nocturne de Chambéry, après que, selon la police, ils n'aient pas obtempéré à l'interpellation de l'agent par un contrôle.

Durant la course-poursuite, un fonctionnaire en uniforme, M. Jean-Pierre Demonty, aurait ouvert le feu, blessant à la colonne vertébrale M. Gérard Julliard, âgé de dix-neuf ans.

Les policiers assurent avoir agi en état de légitime défense. Les jeunes gens affirment que le policier a tiré sans sommation. Une information judiciaire a été ouverte.

● Pêche aux coquillages interdite à Fécamp (Seine-Maritime). — La préfecture de Seine-Maritime a interdit, le mercredi 22 août, la pêche, la commercialisation et le transfert de coquillages sur le littoral du quartier des affaires maritimes de Fécamp.

Record du monde du 100 mètres pour Evelyn Ashford

Le rendez-vous tant attendu entre Evelyn Ashford et Marlies Göhr a bien eu lieu, mercredi 22 août à Zurich. L'été dernier à Helsinki, l'Américaine s'était classée en finale du 100 mètres et l'Allemande de l'Est était devenue la première championne du monde. A Los Angeles, c'est Göhr qui n'avait pu défendre ses chances et Ashford avait été championne olympique. Les retrouvailles des deux jeunes femmes ont tenu leurs promesses puisque Ashford a battu de 3/100 de seconde son record du monde du 100 mètres en 10 s 76, devançant sa rivale de 8/100. A défaut d'autres records du monde, la réunion de Zurich a donné lieu à des performances de premier plan.

400 mètres. — 1. Babers (E-U), 44 s 74 ; 2. McCoy (E-U), 44 s 76 ; 3. Armstrong (E-U), 44 s 83 ; 4. Cami (Fr.), 45 s 09 (record de France).

800 mètres. — 1. Cruz (Bré.), 1 m 42 s 34.

1 500 mètres. — 1. Coe (G-B), 3 m 52 s 39.

5 000 mètres. — 1. Coe (G-B), 16 m 17 s 16 ; 2. Kingston (E-U), 16 s 16 ; 3. Masomo (Ken.), 16 m 20 s 61.

10 000 mètres. — 1. Simpson (E-U), 23 m 2 s 16 ; 2. Lytle (E-U), 23 m 2 s 16 ; 3. Bell (E-U), 23 m 2 s 16.

Faits divers

Arrière, Gitans !

Depuis le mardi 21 août, n'entre plus qu'un seul au centre Lactier du quartier d'Orfèvres-Bois, à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Pour être admis à y faire ses achats il faut avoir, si l'on ose dire, préalablement montré « patte blanche ». A savoir, n'être pas gitan ou gitane, ce que l'on sait jeune ou vieux. Car les choses en sont là. La direction de l'établissement a donné pour stricte consigne au personnel de refuser l'accès des rayons à tout représentant de la communauté gitane.

L'un des collaborateurs de M. Guithempourqu, directeur du centre, a expliqué : « Que voulez-vous, le vol, pour ces gens-là, c'est... une profession... Mais n'ont-ils pas le droit de travailler ? » Mais n'ont-ils pas le droit de chaperonner des membres de la communauté des « gens du voyage » ? « Nous n'en sommes pas encore là, reconnaît notre interlocuteur, mais on ne compte plus les agressions, les agressions, les menaces verbales et... les vols ! »

Ce même mardi 21 août, une vingtaine parmi le petit millier de Gitans actuellement installés sur

un terrain tout proche du centre Lactier sont venus, l'abbé Michel Lactier, leur aumônier, en tête, accompagnés d'un lussier de justice, faire constater par celui-ci qu'une équipe de surveillants leur interdisait l'ordre de passer leur chemin. A présent, ils ont l'intention de porter l'affaire devant la justice en se référant à la loi de juillet 1972 contre la discrimination raciale. « On a pu payer l'huissier, on se cotise, disent-ils, pour payer un avocat. »

Au centre Lactier, on rappelle ces chiffres : en 1983, la préfecture imputable aux vols a été estimée à 1,2 million de francs, sans parler des quatre cents chariots délaissés ou disparus et des quatre-vingts cyclomoteurs dérobés sur le parking du personnel ; et on récite que « ces gens-là, c'est triste à dire, sont des voleurs », et, ce qui est plus, « des voleurs d'identité ». Ils, pas d'hésitation à avoir. Si gitan vous êtes, passez votre chemin. On n'a pas besoin de vous ici... J.-M. DURAND-SOUFLAND.

Deux employés d'un cinéma de Lyon tués lors d'un hold-up

Deux employés du cinéma Pathé, rue de la République, dans le centre de Lyon, ont été tués, mercredi 22 août, peu après 23 heures, par des malfaiteurs qui tentaient de s'emparer de la recette des cinq salles que compte cet établissement. Les derniers billets vendus, le caissier venait de comptabiliser la recette globale du cinéma et de la remettre au contrôleur, un jeune homme employé depuis peu, pour qu'il la porte au service administratif.

C'est au moment où il parvenait au deuxième étage, où se trouvent les entrées de trois des cinq salles, que le contrôleur a été attaqué. Le chef projectionniste, M. Alain Bar-

naud, trente-cinq ans, qui se trouvait dans une cinquième salle, se portait alors à son aide. Au terme d'une très courte bagarre, les agresseurs ont tiré avec une arme de calibre 7,65, tuant sur place les deux employés, et se sont enfuis sans emporter la cassette renfermant l'argent.

Pour protéger leur fuite, les meurtriers ont fait usage de gaz lacrymogènes. L'un d'eux a été vu traversant de bout en bout l'une des salles pour disparaître par la sortie de secours. En dépit du bouclage aussitôt opéré par la police, aucun des malfaiteurs, dont on ignore le nombre, n'a pu être retrouvé.

LA TRANSAT QUÉBEC - SAINT-MALO

CINQ BATEAUX PRENNENT LE LARGE

Après quatre jours de course, cinq équipages peuvent encore espérer gagner la Transat Québec-Saint-Malo. Les 342 milles séparant la Gaspésie (pointe du golfe du Saint-Laurent) et la « passe à Henry », située entre Saint-Pierre-et-Miquelon et l'Îlot du Grand-Colombier, ont permis aux cinq bateaux de tête de prendre le large en profitant de coups de vent atteignant parfois 50 nœuds.

Premier à Saint-Pierre-et-Miquelon, Fleury-Michon 7, le catamaran géant de Philippe Poupon, avait 3 h 3 min d'avance sur son jeune cadet, Charlene-Maritime 2, de Pierre Follenfant, talonné à 5 min par le catamaran Royale de Lolo Caradeo. Seul Eugène Riguidel et son trimaran William Saurin, quatrième à 3 h 33 min, avaient réussi à reprendre de ce temps (46 min) aux leaders sur cette partie du parcours.

Ce train d'enfer — de 16 à 17 nœuds de moyenne — a laissé des traces sur les bateaux. Les réparations effectuées sur le William Saurin juste avant le départ, n'ont pas tenu. La dérive, endommagée, devrait un peu freiner le trimaran. Pointe cinquième à 5 h 5 min, Marc Pajot avait perdu sa fausse étrave tribord, confectionnée pour porter la longueur du bateau de 18,90 à 21 mètres. L'Équipage navigue désormais avec une coque plus courte que l'autre. De plus, ses deux groupes électrogènes ont été noyés, et Pajot a dû faire une courte escale à Saint-Pierre-et-Miquelon pour embarquer un troisième.

Le grand batti de cette première partie de la course est pourtant le Formula-Tog du Canadien Michael Birch. Handicapé par l'explosion des lattes de sa grande-voile, il est passé à Saint-Pierre-et-Miquelon en huitième position, derrière Bioherm de Florence Arthaud et Crédit-Agricole de Philippe Jeantot, avec 13 h 23 min de retard sur le Fleury-Michon 7.

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

LE JOURNAL DE LA PHILATÉLIE

Le Monde

Le voyage sa

Une nouvelle... nous per... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le voyage sa... de cette vie.

Le Monde

LIVRES

Le voyage sans retour de Gérard de Nerval

• Une nouvelle édition de « la Pléiade » nous permet de suivre le chemin tragique de cette œuvre et de cette vie.

DANS Fibrilles, troisième volume de la Pléiade de Gérard de Nerval, Michel Lestrade évoque l'illusion d'optique qui nous fait appréhender la vie de l'artiste « en légende ou en bande dessinée ». Après avoir suggéré quelle « vie de chien » se dégage derrière l'aventure de Rimbaud, Lestrade ajoute : « De même, ce que l'on pu croire de Nerval trouvant sa solution dans une sorte de folie volontaire - fusion de la vie et du rêve - m'apparaît aujourd'hui puéril : quelles offres ont dû être les siennes quand, homme qui vivait de sa plume, il était empêché de travailler par des crises et, durant les répit qu'elles lui laissaient, en faisait le récit ou exploitait les matériaux fournis par son délire, à la fois pour essayer de s'en sortir et pour produire le copie qui était son gagne-pain ! »

A dépeindre les documents que restitue le tome II des Œuvres complètes de Nerval dans « la Pléiade », on ne peut que confirmer la douleur, la peine, la tristesse, la mélancolie, la même mais de la nécessité qui servait à la gorge le forçat des lettres et l'écrivain de génie. La besogne abattue par Nerval apparaît massive dans ce volume : considérant l'étroite période qui va d'août 1850 à juin 1852, il regroupe un ensemble tout à fait impressionnant de livres qui, pour n'être pas les plus fameux, relèvent néanmoins de la grande création nervalienne et ne sont pas sans se recouper avec les chefs-d'œuvre. C'est que des fragments seront plus tard transportés dans d'autres contextes.

Cette circulation, due aux impératifs économiques, à la peur de manquer de copie, à la hantise de l'impasse, produit certains effets surprenants : le récit érudite des *Faux Saviniers*, le reportage inspiré du *Voyage en Orient* et le recueil d'études sur les *Illuminés* présentent un air de familiarité et orchestrent des thèmes analogues à ceux des pages intimes des *Filles du feu* et des sonnets énigmatiques des *Chimères*.

Très tôt Nerval a eu conscience du genre de destin qu'il s'assignait et subissait tout ensemble. Agé de trente et un ans, il écrit à son père le 26 novembre 1839 : « Le travail littéraire se compose de deux choses : cette besogne des journaux, qui fait vivre fort bien et qui donne une position fixe à tous ceux qui la suivent assiduellement, mais qui ne conduit malheureusement ni plus haut ni plus loin. Puis le travail des livres, du théâtre, l'étude de la poésie, choses lentes, difficiles, qui ont

besoin toujours de travaux fort longs et de certaines époques de recueillement et de travail sans fruit ; mais aussi, là est l'aventure, l'agrandissement, la vieillesse heureuse et honorée. Ironie amère des derniers mots quand on sait de quelle façon Nerval perdit la partie. Comme tout mouvement littéraire moderne, le romantisme fut largement une affaire de journalisme. Nerval se mêla très vite de presse et, lié depuis le collège avec Théophile Gautier, fut de ceux qui, avec lui, organisèrent en 1830 la « bataille d'Hernani ». Il s'était fait connaître en 1828 comme traducteur du *Faust* de Goethe. Il était donc, à vingt ans, selon les termes d'une lettre à Jenny Colon, une « célébrité parisienne ». Ce dandy, qui allait dilapider l'héritage consécuteur à la mort de son grand-père en 1834 et travailler avec acharnement pour rembourser ses dettes, comme une passion tragique, suicidée par cette même Jenny Colon.

La recherche d'une mystique

Tout cela - le labeur et la passion - fit basculer Nerval dans la dépression, puis, à partir de 1841, dans des crises de folie dont on peut affirmer qu'elles n'ont rien de commun avec l'aura oedipienne qui a fasciné certains, aiguillés sur cette piste par le malade lui-même décrivant dans *Aurélia* l'épiphénomène du songe dans la vie réelle.

Le *Voyage en Orient*, qui compose le gros du volume, porte la marque de ces épreuves, transcendées par un imaginaire que nourrit la tra-

duction du *Second Faust* (1840) et que stimule l'attraction ancienne pour les doctrines ésotériques. Le périple dura environ un an, de la fin de 1842 à la fin de 1843. Toujours poussé par les besoins alimentaires, Nerval fit paraître des fragments de son récit dans diverses revues, avant de les réunir dans l'édition de 1851.

Derrière l'homogénéité de la narration, il y a, concernant le vécu comme l'écrit, une discontinuité qui renvoie aux lignes brisées d'une existence pleine de hantises. Ce « voyageur feuilletoniste » accorde ses observations personnelles et les emprunts littéraires qui non seulement soutiennent l'expérience, mais encore l'orientent vers les significations secrètes d'un mysticisme nécessaire aux béances de l'âme. L'œuvre a le caractère d'un voyage, comme l'attestent la lettre que Nerval envoie, de Constantinople, à son père le 19 août 1843 : « Ce voyage me servira toujours à démontrer que j'ai été victime il y a deux ans d'un accident bien isolé (...). J'ai fait oublier ma maladie par un voyage, je me suis instruit, je me suis même amusé, j'ai donc bien fait au point de vue de mon état. »

Faut-il le croire sur parole ? Provisoirement, sans aucun doute, sur tout quand on juge avec quelle maîtrise Nerval organise son matériau. La richesse de ce journal de bord montre un homme réconcilié avec ses métamorphoses obsessionnelles, à la fois capitaine Cook, Sterne et Casanova dans la fusion des détails enregistrés et des « énigmes et des mystères » qu'il déchiffre avec passion. La découverte de la Grèce le plonge dans le passé homérique. L'Égypte l'évoque, qui lui tend le miroir de son inconscient. Aux yeux de Nerval, les « initiés anti-

ques » sont les dépositaires et les garants de cette croyance en la réincarnation des âmes, où il place le salut et la pérennité de son amour pour Jenny, morte le 5 juin 1842.

Cet ardent et raisonné désir de syncrétisme temporel et religieux trouve son prolongement dans le recueil des *Illuminés*. Fait d'études échelonnées entre 1839 et 1851, il paraît en 1852, époque de détresse pour Nerval : assombrissement politique après le coup d'État du 2 décembre 1851 (qui suscite ses protestations dans le *National*), échec de projets théâtraux, vagabondages dans le Valois natal et les bas-fonds parisiens, hospitalisations, dénuement extrême.

Tout se passe comme si la quête de Nerval le conduisait à demander à des prédecesseurs (Rastin de la Bretonne, Jacques Cazotte, Cagliostro) d'être des intercesseurs capables d'entretenir « un certain esprit de mysticisme ou de supernaturalisme nécessaire aux imaginations réveillées et délicates ». Les profonds déchirements de Nerval se ressentent aussi dans le feuilleton d'écriture fantastique et l'histoire d'amour que sont les *Faux Saviniers*, tout comme les articles et la correspondance rassemblés à la fin du volume témoignent de la pression des circonstances sur un être intégralement voué au voyage sans retour de l'écriture.

Ce voyage, la Bibliothèque de « la Pléiade » nous convie à l'entreprendre pour la seconde fois. Dans les années 50, Albert Béguin et Jean Richer avaient dirigé la publication des œuvres de Nerval en deux tomes qui ne tenaient guère compte du parcours chronologique. C'est avec un classement qui suit de très près la biographie et le processus de la création que se présente la nouvelle édition. Le tome I comprendra la production nervalienne jusqu'en 1850, et le tome II les chefs-d'œuvre de la dernière période, où « Je » et « l'autre » se rejoignent, à l'extrême de la maîtrise morale et matérielle, dans le suicide par pendaison, le 26 janvier 1855. Comme on ne pas songer à l'impitoyable et poignante formule de Gombrowicz dans son *Journal* de 1967 : « Je suis depuis longtemps, depuis le début - j'étais en quelque sorte prévenu d'avance, - que l'art ne peut, ne doit pas apporter de bénéfices personnels... que c'est une entreprise tragique. »

SERGE KOSTER.

★ ŒUVRES COMPLÈTES II, de Gérard de Nerval, édition publiée sous la direction de Jean Guillemin et de Claude Pichot. Avec, pour le volume, la collaboration de Jacques Bony, Max Milner et Jean Ziegler, et avec le concours de Michel Brix et d'Antonia Foyat. Introduction et chronologie par Jean Guillemin et Claude Pichot. Cartes du *Voyage en Orient*. Lexique des mots arabes et turcs contenus dans ce texte. Gallimard. Bibliothèque de « la Pléiade », 1 854 p., 330 F.

le feuilleton

« L'ASSASSINAT D'UNE RENONCE », d'Alfred Döblin

Morts douces, morts violentes

« D'OU viens-tu ? Alors que tu es mort depuis longtemps ? - Je suis probablement mort, mais mon bras ne guérit pas. »

Ce dialogue entre deux médecins allemands en Lorraine apparaît dans le *Porc ébrié*, un récit d'Alfred Döblin publié pour la première fois en 1917. Plein de revenants, de diables et de médecins, il cite un passionnant recueil de nouvelles à peu près toutes inédites en français, bien traduites par le germaniste Philippe Ivernel, dans la collection « Débuts d'un siècle. Série allemande » que dirige Jean-Michel Palmier aux Presses universitaires de Grenoble.

Cette question, on voudrait pouvoir la poser au romancier de Berlin Alexanderplatz, qui, vingt-cinq ans après sa mort, demeure malignement, injustement oublié aussi bien chez nous que dans les deux Allemagnes, considéré comme l'auteur d'un seul livre qui a masqué le reste de l'œuvre. Mais même avec ce roman-là, Alfred Döblin n'a pas de chance en France : la traduction qui date de 1933 n'a jamais été refaite, ni révisée, malgré des erreurs orientales et de volumineuses coupures ; quant au film de Werner Fassbinder, qui fut un peu le testament du réalisateur - treize épisodes tournés pour la télévision, - il n'a toujours pas été acheté par une des chaînes de télévision.

On se doutait pourtant de la multiplicité des dons de Döblin depuis qu'on avait pu lire, en 1974, cette nouvelle prodigieuse intitulée *L'Assassinat d'une renonce* (1), reprise dans le présent recueil, puis, en 1983, la première partie de son œuvre monumentale sur la révolution de 1918 en Alsace, où l'auteur se trouvait alors. On y découvre un mouvement indépendantiste alsacien qui ne souhaite pas être rattaché à la France (2). Cela déplaît et valut au livre d'être longtemps ignoré dans notre pays.

L'a été pourtant, au plein sens du terme, un « européen », le docteur Alfred Döblin : né allemand en 1878 à Stettin - ville aujourd'hui polonaise - dans une famille de commerçants juifs, il est mort en 1957 à Emmendingen, près de la Forêt-Noire, citoyen français, et catholique. Mais sa rupture avec le judaïsme

par Nicole Zand

était beaucoup plus ancienne. On pouvait déjà la percevoir dans les nouvelles du recueil qui vient de paraître. Médecin des pauvres dans un quartier populaire de Berlin à partir de 1911, Döblin habite la Frankfurter Allee - qui deviendra la Stalin Allee puis la Karl-Marx Allee - et il connaît la misère des plus déshérités de la grande ville. Gynécologue, puis aliéniste dans un hôpital, il se spécialise dans la médecine des maladies nerveuses, fidèle disciple de Freud, qu'il n'avait pas encore lu quand il écrivait *L'Assassinat d'une renonce*.

Passionné par l'écriture, il devient un collaborateur assidu de Der Sturm dès sa fondation en 1910, et publie des nouvelles dans cette revue qui sera l'un des fermentes les plus importants de l'expressionnisme allemand. (En 1932, Herwarth Walden en arrêtera la publication sous la menace de la prise de pouvoir nazie et émigrera en Union soviétique.) Alfred Döblin, lui, quittant l'Allemagne avec sa famille au lendemain de l'incendie du Reichstag en 1933, choisira la France et recevra la nationalité française en 1936. A la déclaration de guerre, il travaille au ministère de l'Information sous les ordres de Jean Giroudoux, puis, en 1940, part pour les États-Unis, où il retrouve Bertolt Brecht, Heinrich Mann, Lion Feuchtwanger, avec lesquels il créa une maison d'édition à Los Angeles. Rentré en Europe, installé en France, Döblin sera écartelé entre ses deux patries : bien des Allemands ne lui pardonneront pas d'avoir servi en 1945 dans l'armée d'occupation, en uniforme de colonel français.

Tout Alfred Döblin se retrouve en germe dans ces treize nouvelles de jeunesse écrites entre 1902 et 1917, et qui, en rupture avec la tradition de la littérature allemande, sont expressionnistes, avant même que l'expressionnisme soit né. Tressaillements, éblouissements, frissons, hallucinations expriment le mal d'être chez ces personnages étudiés cliniquement : tous, ou presque, sombrant dans la mort ou dans la folie. Il ne faut pas manquer ces récits sulfureux, si éminemment morbides, qui, même s'ils ne sont pas tous réussis, témoignent d'un sens satirique d'une formidable violence.

(Lire la suite page 12.)

(1) Aubier, 1974. Introduction et chronologie par Joris Duytschaever ; traduction de Philippe Ivernel (épisodes).
(2) *Bourgeois et soldats*. Tome I, de novembre 1918 (Pardons, 1983). L'éditeur, qui a cessé son activité, n'a pas pu achever la traduction de la tétralogie.

L'étrange Monsieur Wells

HERBERT GEORGE WELLS a été une sorte de tourbillon. Il avait beaucoup d'idées, mais elles étaient en désordre, et il les lâchait en énormes rames de papier, comme elles lui venaient. Il se sentait à l'étroit dans le corset victorien qui donnait à l'Angleterre de son temps une allure des plus guindées. Wells rimait dans les branchements du convenable, ce qui lui valut une mauvaise réputation.

Né en 1866, il est le fils d'une femme de chambre et d'un jardinier. Il eut une enfance de pauvre et une adolescence de miséreux. Il se mit à chercher le sang et à désespérer de tout. Puis il s'éprit de sa cousine Isabel et l'épousa. Isabel était belle, mais c'était un marbre, et bête de surcroît. C'est alors qu'il rencontra Amy Catherine Robbins, qui devint sa compagne. Wells était infidèle avec conscience : il ne résistait à aucune femme, sans pouvoir se persuader qu'il en aimait une plus que l'autre.

Il fit ses premières armes dans la presse grâce à Frank Harris, qui imprima ses textes dans la *Fortnightly Review*. Wells le suivit à la *Saturday Review*, où il écrivit le premier compte rendu enthousiaste consacré à Joseph Conrad.

Évoquant cette époque, Frank Harris, dans ses *Mémoires de ma vie et mes amours*, note que parmi les rédacteurs de la *Saturday Review* Wells se détachait nettement. Wells, dit-il, « m'avait paru l'esprit le plus remarquable avec une belle tête et un corps bien découplé. J'avais espéré de lui des choses extraordinaires, mais la guerre paraît l'avoir dérangé ». Il est vrai que ses débuts furent éblouissants. Des livres comme *la Machine à explorer le temps*, ou *l'Île du Docteur Moreau*, sans oublier *la Guerre des mondes* ni omettre *l'Homme invisible* fondaient la science-fiction et plou-

geaient dans le fantastique le plus noir. C'est au moment où Wells choisit l'optimisme qu'il s'égare : le prédicateur, dès lors, submerge le romancier - et l'émule, le lecteur.

Le prédicateur sauvé par l'humoriste

Cependant, tout ne sombre pas, et il demeure de très bons ouvrages de cette seconde partie de l'énorme production de Wells. C'est que le prédicateur est sauvé par l'humoriste, ou par le visionnaire. L'humour, qui est, en littérature, une vertu anglaise, combat heureusement la pesanteur de l'utopie. On le voit, par exemple, à la lecture de *Miss Waters*, qui est un ravissant roman dont l'héroïne est une sirène amoureuse d'un jeune homme. Bien que son corps se termine par une « queue de maquereau », Miss Waters est d'une beauté rare. Comment va-t-elle s'adapter à la société britannique figée dans ses rituels et dans ses conventions ? Tout l'intérêt du récit est là. On s'aperçoit vite qu'il s'agit d'un pamphlet emporté et drôle. Mais si l'on passe de ce livre à cet autre qui a pour titre : *Enfants des étoiles*, on a peine à concevoir que le même plume ait écrit les deux ouvrages. Le précheur, ici, a repris ses droits !

La Guerre dans les airs et les *Premiers Hommes sur la Lune*,

comme la plupart de ceux qui n'aiment pas les lois de la société ni les rigueurs de la morale, l'entreprit de créer, dans l'imaginaire, une société et une morale nouvelles. Les sermons de Wells sont effrayants : sa société future débouche sur un totalitarisme mondial, rationnel et glacé. Lénine n'aurait pas beaucoup apprécié Wells, qu'il jugeait bourgeois ; mais Wells admirait Staline, qu'il trouvait peuple. L'athéisme et le socialisme formaient la

colonne vertébrale de sa férocité d'autodidacte.

Son athéisme était darwinien, et son socialisme exaltait Marx, qu'il considérait comme un philosophe présumé. Wells voyait à la tête de l'État mondial dont il rêvait une synarchie de savants... En attendant, son imagination fouaillait vers le futur à toute vitesse : ses anticipations nous devançaient et nous devaient. Et puis, Wells a de l'humour et cultive l'ironie : c'est là sa qualité maîtresse.

nous font saisir le génie de l'anticipation qui est le propre de Wells. *La Guerre dans les airs* décrit Pearl-Harbor avec trente années d'avance. *Les Premiers Hommes dans la Lune* comporte de singuliers paragraphes sur l'euphorie de l'apostrophe. A ce sens prémoniteur, Wells ajoute là encore une note d'humour qui rend ces deux récits incomparables. Le héros de *la Guerre dans les airs*, Bert Smallways, est un pauvre bonhomme égaré par hasard dans les gigantesques conflits mondiaux, une manière de Candide un peu naïf, bref ! un homme quelconque. Quant à Bedford et Cavor, qui, dans les *Premiers Hommes dans la Lune*, affrontent les Séfémites, insectes géants et terrifiants, ils sont chassés de pantoufles et vêtus de flanelle.

Cette manière de ramener le héros romanesque au niveau du citoyen anonyme confère à l'épopée de Wells un caractère irrésistible. La banalité des héros, par contraste, sauve l'épopée de la banalité justement. La recette ne réussit pas toujours. Ainsi l'excellent première partie de *Au temps de la comète* se poursuit d'une manière parfaitement oiseuse. Ce livre met en scène un commis affreusement jaloux. Celle qu'il aime va le quitter pour un autre. Il ne rêve que vengeance, mais une comète traverse l'atmosphère terrestre, et le monde est changé. Non seulement le monde, mais le caractère des hommes. On voit le mécanisme du discours : le

passage de la comète, c'est le passage au socialisme conçu comme règne absolu de la tolérance et de la bonté.

« La Burlesque Equipée du cycliste »

D'autres fictions produites par l'inlassable H. G. Wells, *l'Amour et M. Lewisham*, ou bien ce chef-d'œuvre qu'est *la Burlesque Equipée du cycliste*, le mettent lui-même en scène. Ce sont des confessions, et qui s'avancent beaucoup plus profondément dans la voie des aveux que sa *Tentative d'autobiographie* (1). Dans ce dernier cas, Wells dresse une galerie de portraits, il fait un tableau des situations, mais il se dissimule.

En revanche, *Hoopdriver*, le héros de *la Burlesque Equipée du cycliste*, n'est autre que Wells parodiant à bicyclette les environs de Woking, alors qu'il écrivait ses premiers ouvrages d'importance. C'est ici qu'il faut percevoir un autre Herbert George : l'écrivain.

HUBERT JUN.

(Lire la suite page 12.)

(1) Une tentative d'autobiographie, traduit par Antonina Valentin, Gallimard.

ÉTOILE DOUBLE

deux récits de science-fiction en un volume 191

6 volumes parus

POHL, SILVERBERG, STURGEON, BESTER, KORNBLUTH, etc.

denoël

lettres étrangères

Morts douces, morts violentes

(Suite de la page 9.)

On sera amusé, peut-être un peu agacé, mais fasciné, par le formalisme appliqué du premier texte, les *Mémoires d'un bûcher* (1902-1903), où le jeune carabin aborde l'amour, non pas à la hussarde, mais comme un explorateur effaré (« Je faisais des lectures sur l'amour comme s'il se fût agi d'une expédition au pôle Nord ou d'une attaque de train par les Indiens. On me disait qu'un jour moi aussi j'aimerais »). Obsédé par les femmes, il ôte son chapeau devant les nourrices, les femmes, « grand homme même aux choses inanimées dotées par la langue du sexe féminin » et va jusqu'à étendre une étoffe sur la lampe de son bureau pour ne pas se déshabiller devant elle. La fascination de la femme contrebalance le désir de ne pas se laisser abuser. « Mon Dieu, aide vite mon âme malade », conclut-il. On n'oublie pas la maigre chanoinesse aux cheveux gris qui attend la mort derrière son pot de jacinthes en découvrant qu'elle a un corps, flasque mais vivant encore. Ce même corps que tente de vaincre la ballerine atteinte de chlorose qui, depuis l'âge de onze ans, se destinait à la danse (« Elle aurait voulu cracher sur son corps souffrant, elle le raillait de mariée scarée ; cette chair de mauvais aloi dont la société lui était imposée la répugnait »). In la Danseuse et le Corps.

Le lecteur reste envoûté par Herr Valentin Priebe, qui fût dans Berlin — un Berlin si précis qu'on le retrouve rue par rue — à la recherche d'Antonin, la somnambule, fille d'une Polonoise et d'un Tzigane. On n'oublie pas non plus Armand qui, sur le front de France, recherche son ami mort du typhus (la Bataille I la bataille II).

Enfin, le chef-d'œuvre demeure cette renouée (encore un nom féminin pour notre bouton d'or !) publiée en 1910 à l'époque même où Döblin rédigeait sa thèse sur la psychose de Korsakoff, psychose d'origine alcoolique qui se caractérise par des trous de mémoire. Est-ce de cela que souffre Herr Michael Fisher, qui poursuit un terrible sentiment de culpabilité depuis qu'il a décapité une renouée avec sa canne (« Son bras se dressa, la canne siffla, vif ! la tête vola. Elle culbuta en l'air, disparut dans l'herbe (...). En haut, du tronc mutilé, un liquide gouttait, du cou jaillissait un sang blanchâtre »). La fleur devient femme, il la nomme Ellen, lui ouvre un compte en banque, lui fait une place à table à côté de lui... Pourrait-il jamais explorer la mort d'une fleur ?...

NICOLE ZAND.

* L'ASSASSINAT D'UNE RENOUÉE ET AUTRES RÉCITS, d'Alfred Döblin ; traduits de l'allemand et présentés par Philippe Iversen. Presses universitaires de Grenoble, 196 p., 79 F.

La première traduction française d'un roman écrit en 1900.

DANS la *Source sacrée*, Henry James paraît chercher la quintessence d'une géométrie mentale : il faut saluer l'éditeur et traducteur d'avoir eu le courage de s'attaquer à une œuvre pareille. Ce récit difficile est, en effet, une construction en quatorze étapes dont la progression dénote une sorte d'agacement : James sait parfaitement où il veut en venir, mais il parle trop longuement, comme s'il croyait que lui-même découvre.

La *Source sacrée* peut se lire, en effet, comme une analyse de l'intime relation entre l'auteur et ses personnages : ce texte s'apparente alors à cinq nouvelles récemment publiées, parmi lesquelles l'*Image dans le tapis* était déjà connue du lecteur français (1).

Henry James nous convie, dans cette *Source sacrée*, à une longue réunion d'invités dans une belle propriété appelée Newmarch, mais, dès l'abord, tout se complique pour le narrateur pris par le démon de connaître ce qui se cache chez ces êtres : il ne peut s'empêcher de « fouiner dans une relation qu'une dame a ses raisons de tenir secrètes », de débiter les « pressions d'âme à âme », d'élaborer enfin une théorie. Celle-ci veut qu'il existe entre les êtres une sorte d'« alchimie cruelle qui accouple le « sacrifié » au « sacrificateur ».

(1) *Nouvelles* (La Leçon du maître, Gréville Fane, le Fonds Caxon, la Prochaine Foie, l'Image dans le tapis), traduits de l'anglais par Michel Gauthier, John Lee et Benoît Perten, éditions de l'Équinoxe.

Henry James et le vampirisme

selon une loi implacable : « L'un des deux doit payer pour l'autre ».

C'est évident chez les couples mariés que le narrateur rencontre. Ainsi, parce qu'elle a épousé un homme plus jeune qu'elle, Mrs. Brissenden devient, éblouissante, tandis que l'époux a des airs de « monnaie embourbée et royale ». Voilà pour le domaine du visible. Bien plus étonnant est le mystère de la solitaire Mrs. Server, toujours en mouvement, évasive, entourée d'hommes dont il est impossible de savoir lequel est son amant tant elle s'amuse à « butiner de fleur en fleur ». James aussi s'amuse à agacer le lecteur avec des relations paravents, des liaisons affichées qui ne conviennent que du rien, alors qu'il nous montre le mot de l'énigme : quelle est donc la « Source sacrée » de Mrs. Server ?

Bientôt, l'on s'aperçoit que cet étrange personnage féminin, doté du

don d'ubiquité, semble entretenir une secrète relation affective avec le narrateur : Mrs. Server « sert » à toutes sortes de scènes ; elle devient le personnage central... Mais, dans les trois derniers chapitres, voici que resurgit la terrifiante Mrs. Brissenden (à minuit, l'heure des vampires). Plus jeune que jamais, elle s'entend à dégoûter le narrateur de l'énigmatique femme solitaire. Et celui-ci s'enfuit de Newmarch, abandonnant son personnage à son destin, comme les créateurs qui doivent se tourner vers d'autres horizons, à moins que lui-même ne se sente vampirisé par sa créature.

Passionnant roman des relations mentales, ce divertissement sur les prédateurs (dont le narrateur, créateur n'est pas l'un des moins dangereux) s'achève dans une sorte de douleuruse retombée. « Vous êtes fous ! », déclare Mrs. Brissenden, symbole de la vie goulue, au narra-

teur, qui incarne les vertiges du possible. Duel extrême où se vérifie, plus que jamais, la fameuse « théorie » : le narrateur-écrivain n'est-il pas à la fois le sacrifié et le sacrifiant ? Etant sa propre source sacrée, il ne peut que s'épuiser dans la folie des combinaisons créatrices, et c'est avec sa propre identité que le créateur, hanté par ses visions, doit payer son tribut à l'imaginaire.

DIANE DE MARGERIE.

* LA SOURCE SACRÉE, de Henry James, traduit de l'anglais par Jean Pénard, Éditions de la Différence, 234 p., 96 F.

* La « Nouvelle revue française » de juillet-août 1984 publie une nouvelle de Henry James : LE HOLBEIN DE LADY BELDONDALD, dans une traduction de Humberto de Oliveira. Ce texte avait paru pour la première fois en 1907, dans une revue anglaise.

L'étrange Monsieur Wells

(Suite de la page 9.)

C'est ici qu'il faut percevoir un autre Herbert George : l'écrivain. C'est dans la *Burlesque Équipée* qu'il affirme, son sans ironie : « Toute littérature est une révélation : la littérature moderne est une révélation indiscrète, affranchie de l'antique scrupule des convenances ». Wells rejoignait ainsi cet autre monstre que fut Chesterton. Ils s'accordent sur ce point-là et se querellaient sur tous les autres. Herbert George a laissé, dans son *Autobiographie*, un savoureux portrait de Chesterton ; et Chesterton a réservé à Wells l'un des chapitres de ses *Hétéroclites*... (2)

Il n'empêche que Wells, en proie au narratif, allait vite. Si vite même qu'il lui venait des négligences : Henry James, qui le fréquentait, disait avec justesse que, chez ce romancier, tous les personnages de second plan sont faits avec du fil de fer ! C'est pour cette raison que j'ai tendance à privilégier, parmi ses volumes si nombreux, les contes et les récits. Il y a, dans le *Pays des aveugles* et dans *Effrois et Fantasmagories*, une maîtrise de la *short story* qui devrait ravir le lecteur d'aujourd'hui. Quelques feuilles suffisent : on passe de la terreur au fantastique, de l'ironie à la drôlerie, de

la cruauté à la tendresse. C'est ici que tout s'harmonise et se mélange, trouve son sens, acquiert un style.

Ce diable d'homme, qui a tout inventé dans ses livres avant que nous ne l'inventions dans le monde réel, croyait au progrès avec une conviction touchante qui ne fut embaumée qu'au moment où Londres succombait sous les bombes. Wells mourut en 1946, assez désemparé. Sa dernière publication, très brève, avait pour titre : *L'Esprit au bout du rouleau*. Herbert George avait donné, au moins par écrit, des conseils à Wilson au moment du traité de Versailles. Il avait souhaité la SDN. Il en avait vécu l'échec. Il était trompé sur l'URSS. Il a été un homme de bonne volonté. Maintenant, il reste l'écrivain, et c'est lui qui compte. Je suggère de relire Herbert George Wells avec méfiance.

HUBERT JUN.

* Plusieurs œuvres de H.G. Wells ont paru dans la collection « Folio » aux éditions Gallimard : LA MACHINE À EXPLORER LE TEMPS, LE DOCTEUR MORÉAU, LA GUERRE DES MONDES, L'HISTOIRE DE M. POLLY, L'AMOUR ET M. LEWISHAM, AU TEMPS DE LA COMÈTE, LA GUERRE DANS LES AIRS, LES PREMIERS HOMMES DANS LA LUNE, LA BURLESQUE ÉQUIPÉE DU CYCISTE, MISS WATERS, LE PAYS DES AVEUGLES et ENFANTS DES ÉTOILES. Signaux de la collection « L'Étrange » : HÉTÉROCLITES et FANTASMAGORIES dans la collection « L'Imaginaire », également chez Gallimard.

(2) *Hétéroclites*, de G.K. Chesterton, traduit par Jenny S. Bradley, « Idées », Gallimard.



* Illustration de Kéloc pour la couverture de l'Amour et M. Lewisham (Folio).

40 NOUVELLES TOME III

Voici surgir des univers étranges où la réalité se déchire brusquement et devient cocasse, fantasmagorique ou angoissante... des textes merveilleux de Maurice Pons, Georges Sédar, Peter Seeborg... Revenus de l'enfance ou d'un lointain passé, voici des personnages insolites qui revivent sous la plume magique de l'Israélien Samuel-Joseph Agnon, du Français d'origine tunisienne Albert Boccaro, du Grec Philopos Dracodafidis... Si quelques auteurs figuraient déjà dans les sélections précédentes, la plupart sont de nouveaux venus. Ils témoignent, par la diversité de leurs origines, de la vitalité d'un art en pleine renaissance.

40 NOUVELLES, 40 ROMANS D'UNE LECTURE INTENSE ET BRÈVE, IDÉALE POUR LES VACANCES.



Le Monde

Chez votre marchand de journaux 27 F et au Monde

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES, TOME III »

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL [] [] [] [] VILLE
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 32 F (Frais d'expédition inclus) = F

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Quatre poètes du Nord

LA poésie nordique s'est affirmée jadis en asgare, et s'affirme toujours comme une des plus vivantes et des plus prolifiques d'Europe. Quatre recueils nous confirment sa richesse.

Le Temps et l'Eau, de l'islandais Stein Steinar, qui présente Régis Boyer, nous séduit aussitôt. Steinar, disparu en 1958, appartenait à cette génération de créateurs qui ont tenté de concilier l'héritage médiéval des *eddas* avec une écriture moderne davantage marquée par le symbolisme. Steinar fait montre d'une extrême sensibilité. « Je suis vivant et mort », écrit-il. Vivent quand il évoque la terre, ses couleurs et le vent. Mort quand il dit la nuit et le silence.

Bo Carpelan nous est mieux connu. Les « Lettres nouvelles » et la NRF ont déjà publié des textes de ce Finlandais appartenant à la minorité suédoise. Ce qui frappe chez lui, c'est la concision d'un propos tenté par les rumeurs et la déraison de notre univers.

Tant de mondes
Tant de morts
Tant de mots
pour cette seule mort.

dont Bo Carpelan dans l'un de ses 73 poèmes. A noter le très belle présentation de cette édition bilingue.

Contemporain de Swedenborg, Carl Michael Bellman (1740-1795) fut souvent comparé à François Villon. Ce « larron de cabaret », fondateur d'un ordre de Bacchus, avait pourtant commencé une honorable carrière en publiant des poèmes d'inspiration religieuse. Mais bientôt l'exemple de la Banque de Suède répondit à l'invité d'autres dieux. En 1781, Carl Michael Bellman fit paraître les *Épîtres* de Fredman, recueil où l'on trouve aussi bien des poèmes allégoriques que des textes marqués par un profond désespoir. Chacune de ces *Épîtres* prend la forme d'une *perle* prise de théâtre faite d'observations, de dialogues et de bruits, comme le note C.G. Björström dans la postface de l'ouvrage.

Suédois, Oten Sjöstrand l'est aussi. Agé aujourd'hui de

cinquante-huit ans, ce membre du comité Nobel est l'un des plus talentueux poètes de sa génération. « Tourne vers le silence », Oten Sjöstrand sonde les arcanes d'un monde empreint de rêve et de religiosité. Qu'est-ce qu'un véritable poète ? s'interroge-t-il avant de répondre : « Celui qui, bien qu'oppressé en citations et coupé en morceaux (souventement ou secrètement), demeure néanmoins impossible à égarer... » La très belle traduction de C.G. Björström restitue à merveille cet univers placé « sous le signe du verseau ».

BERNARD GENÈS.

* LE TEMPS ET L'EAU, de Stein Steinar ; traduit de l'islandais par Régis Boyer. Collection Actes Sud/L'Altre/UNESCO, 120 p., 70 F.

* 73 POÈMES, de Bo Carpelan ; traduit du suédois par C.G. Björström et L. Albertini. Éditions Olibris, 96 p., 40 F.

* LES ÉPÎQUES DE FREDMAN, de Carl Michael Bellman ; traduit de suédois par Nils Afdal et Pierre Vollobat. Éditions Corps 9 (diffusion Alternative, 36, rue de La Bourdonnais, 75001 Paris), 182 p., 60 F.

* SOUS LE SIGNE DU VERSEAU, de Oten Sjöstrand ; traduit du suédois par C.G. Björström. Bel-Isol, 112 p., 59 F.

Merlin était jeune et beau, il avait l'œil vif, un sourire un peu tendre, un peu moqueur, la grâce d'un danseur, la nonchalance d'un chat. Pour les femmes, il était le rêve. Pour les hommes, il était l'ami qui ne trompe jamais. Ceci est l'histoire de ses amours avec Viviane et des aventures de Lancelot, Perceval, Galaad dans le monde fabuleux du roi Arthur.

L'Enchanteur un roman de **Barjavel**
denoël

سكياتن الاصل

CINÉMA

LA RÉUSSITE, L'ARGENT, LE TALENT, LE RIRE...

Coluche fait ses comptes

Coluche en short au sein de sa chaussette bien froissée de sa main. Dans le jardin, des motos se baladent au soleil. Coluche est assis sur un banc, il est en train de regarder le film de Dino Risi, le Bon Roi Dagobert, dont il est la vedette, avec Michel Serault et Ugo Tognazzi. Il n'est pas satisfait. Difficile de coproductions. Au départ, il y a un scénario de Gérard Brach. Mais comme, en Italie, la vedette est Ugo Tognazzi, dont le rôle n'était pas assez important, un second auteur est appelé et, dit Coluche, « Personne n'a vraiment supervisé le mélange des deux histoires. Ça fait un gros fouillis ».

« L'histoire, c'est toujours ce qui pèche, dit Coluche. En France, le burlesque est considéré comme vulgaire, et déjà que le reste est vulgaire... En France, ils veulent une intrigue qui se tient, avec une idée derrière la tête, des personnages qui rendent crédible, par exemple, le fait d'aller au Mexique, alors que le film (celui qu'il vient de tourner avec Gérard Oury) est un simple enchaînement d'aventures comiques. En France, on manque de folie. On aime Woody Allen, parce qu'il a su passer du comique au sérieux ordinaire, ce qui nous prouve qu'il a de « la qualité ». A partir de là, il peut se permettre de revenir au burlesque, parce qu'on sait qu'il sait faire autre chose ».

En France, personne n'est prêt à admettre le principe d'un film entièrement burlesque. Il n'y aurait personne pour le tourner. Tout le monde est à la recherche d'une idée derrière la tête, des personnages qui rendent crédible, par exemple, le fait d'aller au Mexique, alors que le film (celui qu'il vient de tourner avec Gérard Oury) est un simple enchaînement d'aventures comiques. En France, on manque de folie. On aime Woody Allen, parce qu'il a su passer du comique au sérieux ordinaire, ce qui nous prouve qu'il a de « la qualité ». A partir de là, il peut se permettre de revenir au burlesque, parce qu'on sait qu'il sait faire autre chose ».

Jusqu'à présent, je n'ai jamais participé à un film comique qui me fasse vraiment rire, même si on s'est marré sur le plateau. Et encore, l'intention sur le fait, le rendu drôles des choses qui ne le sont pas. La plupart du temps, les spectateurs en scène acceptent. Sinon, je me casse, je retourne chez moi, le film est arrêté. Il faudrait beaucoup, quand même, à ce qu'on n'ait pas le contrôle de ce qu'on fait. On a une responsabilité !

Dagobert : tout à l'envers

On ne va pas se mettre la tête à l'envers pour le Bon Roi Dagobert, mais voilà une aventure où rien n'est à sa place. Part pour Coluche-Serrault-Tognazzi, le public s'attend à rire, il attend toujours. Muie de son dossier, la presse découvre avec stupor les ambitions et analyses des auteurs. Ce côté pile devrait renvoyer au côté face - l'écran - mais il y a erreur sur la médaille.

On s'intéresse à Coluche, sans rapport avec son rôle. Le dernier à vendre le produit, c'est de toute façon Coluche lui-même. Et ainsi de suite, probablement, dans l'histoire de la théorie de l'idée inversée à mise au point par le scénariste Gérard Brach, pour qui Dagobert est « le bouffon de lui-même ».

La reconstruction historique (même déformée pour E la nave va), ce n'est pas du guignol, avec la cour du roi qui est plutôt celle d'une ferme et les charités fainéantes qui se traînent sur les routes peu sûres. L'édenda, de brèves pentecostales, et de la concupiscence, des contrats féroces avec le bon Dieu à cause du Diable. Pas de bravoure en morceaux et encore moins de suivi dans la conversation. Les trois stars exécutent leur numéro avec soin, chacune de son côté. L'intrusion de la comédie italienne (Dino Risi, Age) sur le territoire patrimonial français ne relève pas du meilleur échange culturel.

On en oublierait presque de raconter l'histoire du monarque varié. A part le détail vestimentaire, que chacun connaît, la chanson se perd dans l'habituel de Dagobert à déjouer les injonctions du grand saint Eloi (Michael Lonsdale), l'entourage du roi, notamment l'empereur (Michel Serrault) fait pénitence à sa place. Il s'agit en effet d'une vaine au pape, le roi étant un papeur émérite. Le pape a un socle, etc., faut-il se donner la peine de remettre les choses à l'endroit ?

CL. D.

* Voir les films nouveaux

A moins que le cinéma s'arrête pour moi, je n'ai pas l'intention de recommencer la scène. Je n'ai fait que ça pendant sept ans, pratiquement sans relâche. Avec mon agent, Lederman, on ne plaisait pas. Mais ça ne me manquait pas. Maintenant, je tourne deux films par an. Je travaille deux fois trois mois - quatre quand il s'agit d'Oury - ça me fait six mois de vacances. Avant, je n'ai jamais eu un mois.

Vous êtes devenu une star populaire avec les personnages que vous avez créés sur scène : bémols, racistes, emmerdeurs en tout genre, des pauvres types odieux et vous en avez donné une représentation ambiguë, virulente. Alors écrivez pour le cinéma ?

Comme vedette, vous pouvez être payé 500 millions (encombre) et comme scénariste, vous en touchez 100 à tout casser. Pourquoi voulez-vous qu'un mec qu'on a payé 500 briques se mette à écrire ? Il n'y a aucune raison, aucune. Etre responsable d'un film, l'écrire, le réaliser, le vendre, être présent jusqu'à la fin... Par exemple, le macaron RTL sur les affiches de Dagobert pour bien marquer qui paye l'affichage, je n'ai jamais entendu parler. Il faudrait des contrats draconiens. Et pour un an et demi de travail, en définitive, je gagnerais moins qu'en trois mois comme acteur.

L'argent, on n'en a jamais assez, je le sais, je suis un ancien pauvre. Je suis célibataire, officiellement sans charges - ma mère est à la Sécu - et je paie 78 % d'impôts. Sur 1 milliard (de centimes), il reste 200 briques. Ce n'est pas rien, d'accord, mais tout le monde ne les gagne pas, et on se peut pas d'arrêter parce qu'on est un détre. Les 78 %, on les paie l'année d'après, et si pendant ce temps j'écris et je me fais 150 briques, je n'ai même pas de quoi commencer à payer mes impôts précédents.

Ce n'est pas une manière de me plaindre, mais de dire qu'on ne peut pas changer de créneau. Par rapport au temps, au risque, à ce que ça rapporte, je ne vois pas comment j'appréhenderais de faire l'autre.

En cinéma, votre carrière est récente.

J'ai commencé par un film avec de Funès, *Alléluia*, où j'étais un rôle pour Pierre Richard, mais trop petit. Je n'allais pas laisser passer l'occasion. Je n'y pensais pas précisément, j'aurais aussi bien tourné avec Montand, Belmondo, ou qui qu'il avait. Si j'avais été, j'aurais essayé de tourner quatre films par an. Comme ça à la marée, je me borne à deux. Un film, vous savez s'il est réussi quand il sort en salle. Mieux vaut en avoir trois signés d'avance, en cas... Si les trois sont des bides, vous êtes fini. Entre le moment où Gabin jouait les jeunes premiers et celui où il a joué les vieux pères, il est resté huit ans sans rien.

Si j'ai marqué un moment, c'est que j'étais marrant. Personne ne m'est un son sur un artiste avant qu'il soit mort. Lederman s'est occupé de moi parce que la rumeur était bonne. Quand il m'a fait passer à la télévision, j'avais des sketches rodés. Les gens ont téléphoné pour savoir où on pouvait se procurer le disque. Alors j'ai fait un disque. J'avais du matériel vendable. Sinon, on vous fait enregistrer une face de 45 tours avec une chanson au dos. Vous n'assurez pas le malin, vous êtes une vedette éphémère. Le métier change autour de vous, les goûts, l'envie d'autre chose, les artistes essaient de suivre.

Vous êtes une vedette, vous pouvez choisir.

L'idée qu'une vedette peut choisir sa carrière, c'est faux. Quand Gérard Jugnot ou Josiane Balasko réalisent leurs films, c'est parce qu'ils ne trouvent pas ce qui leur convient. S'ils devaient vendre, ce qu'on leur souhaite, ils seraient obligés de passer par Oury, Zidi, Molinaro, de Broca... Les seuls à qui sont confiés les gros budgets. On repasse toujours par les mêmes réalisateurs qui travaillent avec les mêmes scénaristes, alors... D'ailleurs, leurs films marchent. La qualité, c'est un autre problème. Par exemple, *Deux Heures moins le quart* avant Jésus Christ : la France entière attendait le retour de Jean YVES, avec à l'affiche Michel Serrault, Harry Corvi, moi. Et le titre. Un titre, pareil, assis pour le triomphe. Je ferais un film qui s'appelle *l'imbécile*, je dépasserais tous mes scores. Un genre de pari qu'on peut tenter une fois. Le renouveler est une autre affaire.

Avec le succès de *Tchao Pantin*, je me demande si j'en aurais pas intérêt à faire des films pas comiques. Les gens m'ont traité de Raïm. Je ne vois pas pourquoi je ne continuerais pas.

Le rôle vous a plu ?

Ca oui, un alcool, toujours entre deux vins. J'ai tout fait à la marinière, mais je connais bien le problème : j'étais éthylique quand j'étais petit. Même ma mère, ça sortait du cinéma, elle a demandé : « Mais il boit Michel ? »

Jamais au grand jamais on ne m'aurait proposé un rôle où je fume alors que je fume - comme tout le monde - depuis quinze ans et plus. L'alcoolisme est une tradition nationale, mais la drogue, pour raison de censure, on met tout dans le même sac : la douce et la dure, l'herbe et l'héroïne. Comme si on disait que bière et whisky, c'est la même chose... On est hypocrites. Il y a cinq ans, j'ai vu aux Etats-Unis, à la télévision, une émission genre « Au théâtre ce soir ». Scénario, jouée de la même manière, diffusée à la même heure... L'histoire était celle de deux jeunes, Noirs, cheveux longs, casquette à carreaux et tout, qui servent dans une ambassade et cultivent l'herbe dans un coin du jardin. La cuisinière se trompe, en met dans la salade. Il y a un diner, les ambassadeurs se joignent et tout ce qui se dit et se décide tient du délire... On propose ça ici, ça ne dépasse pas le Centre de cinéma.

Chez nous, les mœurs régressent. En 1968, il y a eu le cri de la jeunesse, son dernier cri, puisque'il paraît que nous sommes en pays de vieux. Ensuite, c'étaient les femmes, mais aujourd'hui, pour trouver une MLF, il faut se lever de bonne heure... La liberté sexuelle... On est revenus au romantisme, au couple. Et les curés qui viennent de faire une période formidable. On a gagné des libertés individuelles, et on ne veut pas en profiter.

Quand j'ai fait de la radio, je m'efforçais pour qu'on change de vocabulaire, qu'on dise les gros mots, pour qu'on soit ce qu'on est sans hypocrite. J'adorais la radio, mais c'est la même chose, on ne gagne rien et ça prend du temps. Et le militantisme comique, au bout d'un moment, ça gonfle.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

MUSIQUE

Prodiges de Berio

(Suite de la première page.)

« Prospero reste seul sur l'île de sa scène intérieure, écrit Berio, et, lentement, s'étend, comme un vaisseau qui fait naufrage sur une île théâtrale déserte ».

Etrange argente, difficile à suivre, car toute l'œuvre se fonde sur les « connexions arbitraires » du rêve ou du cauchemar. Les épisodes enchaînent la comédie et le drame, le pittoresque et le lyrisme, la comédie des mœurs théâtrales et la profondeur des visions shakespeariennes. C'est la musique qui donne à l'œuvre sa vérité propre à l'inséparable de l'être de Prospero.

Autour de ses airs, souvent d'une prodigieuse beauté dans l'interprétation de Theo Adam à la voix chargée d'humanité, tout le spectacle est bien en effet une « écoute » de la réalité à travers la pensée, les souvenirs, la subjectivité du vieux directeur de théâtre qui entend d'autres appels. Seule la musique, comme le dit Berio, a la possibilité de mêler ainsi le passé, le présent et le futur.

JAZZ

« UZESTE MUSICAL »

Promenade de santé

Amis milieux des ambiances et des pins, contre vents et marées, Uzeste musicale continue. Comme chaque année, le programme promet beaucoup : musique classique, jazz, bal, théâtre, feux d'artifice, cinéma, expositions, repas gascons. Bernard Lubat en maître d'œuvre omniprésent, Azoula, Chris Mac Gregor, Colette Magny, Benedetto, Nougare, beaucoup de musiciens de jazz qui vivent et jouent au pays... Au programme flâne qui se vit sur place comme une promenade de santé, il faut remarquer que s'ajoute cette année des débats qui continueront d'être au centre des préoccupations d'Uzeste musical : « Cinéma de demain », « Langue d'oc, espéranto et dans tous les états... », « Culture ou question », « Expression artistique, pour qui ? Pour quoi ? ».

Les sujets détonnent moins qu'il n'y paraît avec les apéros swing, surfodot swing, « feux faux laids » et autres « climats des fruits et des couleurs ». « Uzeste, la culture est affaire d'action, de rire, de dépense et de musique : question de vie ».

FRANCIS MARMAÏE.

* Uzeste musical, 33730 Villardré, (56) 25-37-39 et 25-37-40. Jusqu'au 26 août.

EXPOSITIONS

A PARIS ET A BREST

Vingt ans d'art vus par Charles Estienne

Elle fait son chemin, l'idée de regrouper autour d'un médiateur, le temps d'une exposition, les œuvres des artistes notables de l'après-guerre. On s'en est pris aux poètes, aux écrivains, mais pas plus que les musées imaginaires de l'après-guerre, ou de Mairaux (les deux collectionneurs), ceux de Raverty, d'Eluard, de Char ou de Ponge ne recrutent forcément leurs troupes chez les contemporains. Puis aux découvreurs, de Pierre Loeb à Denise René (dont l'écroulement a été blanchi) et jusqu'au retour d'Eluard, d'un chapitre essentiel de l'histoire de l'art actuel.

Voici maintenant le tour des critiques, investis de l'écroulement de la responsabilité de faire ou défaire les réputations, plus ou moins inféodées aux groupes et aux écoles... quand ils n'ont pas rédigé les manifestes, appelés à révéler aux créateurs leurs possibilités, donc à aider le travail de l'enfance. C'est à travers leurs écrits, souvent splendides, que nous le climat tumultueux d'une époque si proche de nous, et pourtant si lointaine.

A peu près en même temps qu'Arthurian reconstruit l'univers pictural de Léon Dégand (confronté à celui de Michel Tapie), le Centre national des arts plastiques à Paris et le Musée des beaux-arts de Brest (1) soumettent à un second regard une galerie voisine dans leur hommage à Charles Estienne (1908-1986). Les destins et les options des deux hommes se sont trop fréquemment croisés pour qu'on n'associe pas ici leurs noms (2).

Critique d'art et l'on veut pour les besoins de la classification, mais tenant d'une critique subjective, passionnée, poétique, débordent les frontières d'un esthétique scolaire confiné aux apparences, plongent au cœur de l'être et de l'œuvre, bouleversent pour tout dire, Charles Estienne revendiquait le titre de critique d'humour, d'humour tour à tour romantique ou massacrante, selon ses propres formules. Juste ou injuste, qu'importe !

Il a fallu d'abord à Jean-Clarence Lambert, commissaire de l'exposition (au demeurant ami et successeur de Charles Estienne à la rubrique Arts de France-Observateur, compiler une masse de textes éparés : coupures de presse, préfaces de catalogues, etc. Car, à part quelques plaquettes, deux monographies et un pamphlet roulettant, l'art abstrait n'est un académisme ? (1950), Charles Estienne confiait ses réflexions à des feuilles périssables. Cet immense travail de compilation s'est traduit par une sorte d'anthologie ayant la saveur de l'indéfini, d'un petit dictionnaire de l'art à Paris de 1945 à 1986, avant même de guider le choix des pièces les plus rares et les plus significatives d'un musée, hélas tamponné, signées par quelques quatre-vingt peintres et sculpteurs sur les deux cents distingués par la critique.

Bousculant un itinéraire méthodiquement réparti, cédant à l'attraction de l'immense portrait (2 mètres sur 2,20 mètres) dont on a assisté à la naissance sous la brosse de Jean Messager dans le film de J.-C. Lambert, Charles Estienne à l'horizon du vent, qu'a réalisé Michel Moy. Et cet hommage plastique se double d'un témoignage qui devient commun à tous les artistes élus : « Je sentais que Charles Estienne, à travers les modulations du langage, essayait de reformuler entièrement cette trajectoire au-delà de la peinture qu'il avait détectée avant nous ».

Voilà une des rares œuvres figuratives, c'est le cas de le dire, d'un ensemble dont la majeure partie ne s'est guère aux yeux du profane. Charles Estienne pouvait en effet s'efforcer d'avoir, contre vents et marées, participé à la seconde naissance de l'art abstrait. L'y poussait son adhésion inconditionnelle au romantisme de Kandinsky, qui est « le visage, la forme et la méthode de la liberté », qui lui jusqu'à la fon-

dation avec Nina Kandinsky et Léon Dégand du prix Kandinsky. Prix qui lança à partir de 1946 Dewasne, Devroille, Leprieu, Polakoff, Mortensen, Marie Raymond, Chapoval, Degottar, Pélissier, Dumitresco...

L'abstraction règne alors en maître sur la Nouvelle École de Paris, non seulement avec la trinité Hartung-Gérard-Schneider-Soules, mais avec tous les autres au langage plus nuancé, dont beaucoup ont connu le creux de la vague avant de se rappeler à notre bon souvenir. En tous cas, les meilleurs ont répondu à l'appel, de Bazaine à Plaubert, de Lapicque à Tal-Coat, de Nicolas de Stael à Geer Van Velde. Et, chez les sculpteurs, Giacometti, Gilioi, Hajdu, Shubly. Et bien d'autres, innombrables à citer, car ils sont trop. Charles Estienne, animateur du salon Octobre, n'a d'autre part ignoré ni le tachisme, ni Cobra, ni les néo, ni même les ultimes feux du surréalisme (ami d'André Breton, il était sensible à toute expression de la poésie qui fut authentique), ni les photos de Brassai, ni les non-alignés, au nombre desquels se range Dubuffet, qui dépia en bonne place sa Parade funèbre pour Charles Estienne (1987).

Ainsi, le panorama d'une période faste et révolue d'un Paris alors prépondérant dans le domaine de l'art mondial ramène sous les projecteurs de l'actualité des créateurs sortis du purgatoire aux côtés de leurs émules plus charnels et dont la plupart, toujours en vie, poursuivent leur œuvre en des directions parfois imprévues. D'où l'intérêt supplémentaire d'une comparaison entre les anciennes promesses et les paris tenus. Ou leurs métamorphoses.

JEAN-MARIE DUOYER.

(1) FNAGP, 11, rue Berryer. Jusqu'au 2 septembre.

Musée des beaux-arts de Brest, jusqu'au 6 octobre.

(2) Mentionnons également l'exposition autour de Michel Riegman, Musée des beaux-arts de Nantes, jusqu'au 15 septembre.

COMMUNICATION

Relance des chaînes publiques

(Suite de la première page.)

Surtout, il pense que dans le contexte de vive compétition internationale, inévitables à partir de 1986 avec l'arrivée des satellites, cette concurrence interne est un gaspillage économique inacceptable.

Mais l'harmonisation des programmes, la réunification du service public ne se décrète pas. Depuis dix ans, les sociétés de programmes ont renforcé leur volonté d'autonomie, ont pris l'habitude d'un état de guerre quotidienne. Les systèmes de contrôle électronique de l'écoute (Audimut) ont signifié la lutte pour l'écoute, l'importance croissante de la publicité dans le financement des chaînes la perpétue. Les présidents des sociétés de télévision ont des rapports tendus et les réunions communes au sein du collège des employeurs ou à la Haute Autorité ont été plus d'une fois houleuses. Ils ne retrouvent une attitude commune que pour s'opposer aux autres sociétés de service public : la Société française de production (SFP), l'Institut national de la communication audiovisuelle, gérant des archives ou France-média internationale, la société de commercialisation.

L'accord sur la télévision du matin ne sera pas facile. Dès l'annonce de la décision, en juillet dernier, chaque chaîne a sorti son projet, ses prévisions d'audience, son budget. Mieux : chacun est passé aux armes pour démontrer le bien-fondé de ses prétentions. FR 3 a ouvert son antenne le matin lors des élections européennes et de l'anniversaire du débarquement. Antenne 2 l'a fait pendant quinze jours lors des Jeux olympiques. TF1, qui affirmait il y a quelques semaines ne pas vouloir faire d'opérations ponctuelles, vient d'annoncer l'ouverture régulière de ses émissions à 8 h 45 le samedi et le dimanche dès la rentrée.

Ve-t-on se battre en ordre dispersé pour se disputer quelques centaines de millions de téléspectateurs ?

Au secrétariat d'Etat, on tient bon. Si les trois chaînes n'arrivent pas à un accord, M. Fillioud arbitre. Trois types de solution sont envisagées : la réunion des ressources et des compétences dans un projet commun, le partage des jours de la semaine entre chaque chaîne ou l'autorisation de trois programmes différents à titre expérimental. Si la première hypothèse est encore largement utopique en l'état de la situation, la dernière risquerait d'apparaître comme un constat

d'échec. La balle est maintenant dans le camp des présidents des chaînes. M. Desgraupes (A 2) a pris l'initiative d'écrire aux deux autres présidents pour provoquer une concertation. M. Hervé Bourges (TF1) en a accepté le principe mais M. André Holleaux (FR 3) n'a pas encore répondu.

L'accord sur le canal de satellite est encore plus complexe. Là encore, chacun a son projet. FR 3 avait posé officiellement sa candidature pour un canal qui fournirait des programmes aux stations régionales (le Monde du 26 mai). TF1 avait présenté un projet de chaîne au secrétariat d'Etat. Seule Antenne 2 n'avait pas encore fait connaître ses intentions. Mais, si la décision politique est acquise de confier un canal, sur les quatre disponibles, à un regroupement du service public, on ne sait encore rien des objectifs qui pourraient être fixés. S'agira-t-il d'un programme francophone, de type TV 3, faisant largement appel aux archives, d'un canal thématique sur le sport, la musique ou l'actualité, d'une chaîne plus classique ?

Tout dépend en fait de l'issue des négociations que mènent les gouvernements français et luxembourgeois sur l'utilisation des deux premiers canaux par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Un accord entre les deux gouvernements est aujourd'hui imminent, mais il restera encore à régler avec la CLT les délicats problèmes des quotas publicitaires et du cahier des charges de cette nouvelle télévision. Dans cette partie de bras de fer dont les conséquences économiques sur l'industrie du satellite sont considérables, les négociateurs français ne tiennent pas à avoir les mains liées par des promesses à leur propre service public. Les chaînes françaises devront donc attendre pour savoir ce qu'elles peuvent proposer et, surtout, de quelles nouvelles ressources elles pourront disposer. Cette attente ne saurait se prolonger car il faut bien un an pour préparer les programmes qui seront diffusés en 1986. L'enjeu est de taille : il s'agit d'émettre sur toute l'Europe de l'Ouest et une partie de l'Afrique du Nord, de faire une télévision pour des centaines de millions de spectateurs. Une chance historique pour le service public de sortir de sa petite chagrin hexagonale et d'affronter enfin les vrais enjeux de l'audiovisuel, avant que les Américains ne régissent définitivement le problème.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

pirisme

eur Wells

a Nord

un sourire un peu
saurieur. la bouche
le rêve. Pour les
Ceci est l'histoire
sures de Lanck
Barjavel

SPECTACLES

théâtre

ANTOINE-S. BERRIAU (208-77-71). 20 h 15 : Nôis peuniers adiant.
ATELIER (606-49-24). 21 h : Le Nôis de Ranz.
BOUFFES PARISIENS (206-40-24). 21 h : Madame, pas dame.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41). 21 h : Reviers doré à l'Élysée.
DEUX HEURES (608-07-48). 21 h : l'Œuvre.
ESPACE-MARSAIS (584-09-31). 22 h : Accusé : Dollar ou le fin de Victor.
GAITE MONTMARTIN (322-16-18). 21 h : Chansons pour moi.
HUCHETTE (326-38-99). 19 h 30 : La Canarienne chère ; 20 h 30 : La Légende ; 21 h 30 : Bonjour Prévert.
LUCERNAIRE (544-57-34). 1. 20 h 15 : Le Sang des fleurs ; 22 h 30 : Histoires d'amour ; 23 h 30 : Le Vois intime de Sally Mara ; 24 h 15 : Du côté de chez Collette.
MICHOÏRE (742-95-22). 21 h : l'Œuvre.
ŒUVRE (742-95-22). 21 h : Comment devenir un être juif en dix leçons.
PALAIS-ROYAL (297-59-81). 20 h 45 : La Fille sur la banquette arrière.
RENAISSANCE (208-18-30). 20 h 45 : Le Vieux voyageur (d'après).
SAINT-GEORGES (478-43-47). 21 h : Théâtre de Boulevard.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02). 20 h 15 : Les Babes-caudres ; 22 h : Nous on fait où on peut dit de l'air.
THÉÂTRE MAUREL (235-45-55). 20 h 15 : Les Inconnus.
TOURTOUR (887-82-48). 20 h 30 : Mort de Pier Paolo Pasolini.
VARIÉTÉS (233-09-52). 20 h 45 : Le Bluff.

Les cafés-théâtres

BLANC-MANTEAU (887-15-84). 1. 20 h 15 : Aroux MC2 ; 21 h 30 : Les Dénoués Lotion ; 22 h 30 : Les Sacris Moutons ; 23 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 24 h 15 : Limite !
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). 1. 20 h 15 : Tous vaillants bouillies ; 21 h 30 : Moutons d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours ; 23 h 30 : l'Impérative pour un privé ; 24 h 15 : la Chronologie châtouillière ; 25 h 30 : Elles sont venues toutes.
COMÉDIE ITALIENNE (331-22-22). 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : Le Roi et la Reine ; 22 h 30 : Fala voir ton copain.
GRENIER (380-48-01). 22 h : As une de s'en et un ven de l'ill.
PATACHON (606-90-20). 20 h : F. G. Gard ; 22 h : Patachon.
PETIT CASINO (278-36-50). 21 h : Il n'y a pas d'avis à l'Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-œuvres nichées.

SENTIER DES HALLES (236-37-27). 20 h 15 : Les dames de cœur piquées ; 21 h 30 : La Folie Nue érotique de Juliette et Kama.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-83). 20 h 15 : J. Villaret.
TONTAMARRE (887-33-82). 20 h 15 : Pabère ; 21 h 30 : Le cave habité au nez de chandelle.
VIEILLE-GRILLE (740-00-93). 20 h : Pabère.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45). 21 h : On perd les pédales.

La danse

PALAIS DES GLACES (607-49-93). 30 h 30 : Ballets Lantini.

Le music-hall

BAUNOU (261-69-14). 21 h : From Héroïque Broadway.
LUCERNAIRE (544-57-34). 21 h : J. Barthe.

Opérettes

POTINIERE (266-44-16). 20 h 30 : la Re-Cast.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA BUCHETTE (326-65-05). 21 h 30 : Gino Mignoli. Les Chansons d'Or et D. Doris.
CHAPPEL DES LOMBARDS (374-24-24). 22 h : Pedro Urbina et ses Gangs Lésion.
HOTEL SORTELLE-MONTOLIERE (554-95-00). 22 h : G. Loret.
NEW MORNING (523-51-41). 21 h 30 : Sun Ra.
PATRO-MÉRIEN (758-12-30). 22 h : Martin Sauty Orchestra.
PETIT OPPORTUN (236-01-36). 23 h : Johnny Griffin Quartet.
SLOW CLUB (233-94-30). 21 h 30 : J. Lacroix Jazz Orchestra.
TROIS MAILLETS (354-00-97). 23 h : J. Lacroix Jazz Orchestra.

Festivals

FESTIVAL FESTIVAL DE PARIS (408-14-83).
 Mairie de V. à 20 h 30 : Quatuor Sittman, P. Dorey (Haydn, Beethoven, Brahms).

cinéma

La Cinémaèque

CHAILLOT (704-26-34).
 15 h : L'Aventure de Caboson, de G. Grangier ; 19 h : L'Épave, film de G. Grangier ; la Fête à Gion, de K. Mizoguchi ; 21 h : La Poursuite infernale, de J. Ford.
BEAUBOURG (378-35-57).
 15 h : Le cinéma américain (1920-1930) : Red Signa, de J. McGowan ; 17 h : Le cinéma japonais : la Légende du Grand Bouddha, de T. Kurosawa ; 19 h : la Dilection Victorine, de B. Pétit.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT (VERT) (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

LE 29 AOUT (A. v.a.). Gaumont Halles, 19 (397-49-70) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (325-59-83) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-36-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (343-01-59) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 14 (320-49-52) ; Gaumont Convention, 15 (606-54-25).

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 23 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : *Vagabondages*. Émission de M. Soro et R. Gicquel. Félix Leclerc à Québec. Avec Yves Duteil, Claude Léveillé, Jean-Pierre Ferland, Marie-Claire Seguin, Sylvain Lévesque...
21 h 46 *Faust* : D'après Goethe. De R. Sullivan. Réal. J. Chapot, musique Claude Bolling. Avec Michel Piccoli, N. Alari, P. Bardet... (Rediffusion.)
L'inspecteur Mancuso de la brigade criminelle, intrigué par les circonstances de la mort de Valberg, l'est d'autant plus quand il découvre dans le bureau de son chef une jeune femme, fille d'un célèbre chirurgien de Paris. La coupable ?
22 h 15 Journal.
23 h 30 *Vivre en poésie*. De J.-P. Rosnay, avec C. Nicolas dans « La Servante en colbre », et Adrienne Monnier Anefrance dans « Adrien », de Jacques Prévert.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

SORTIE NÉO-ZÉLANDAISE.
20 h 35 Club des télévisions du monde : Un crime pure laine. Rédaction B. McDuffie. Assassinat de la femme d'un élève de moutons en Nouvelle-Zélande. Son corps est retrouvé trois semaines plus tard. L'inspecteur Allyn, enquêteur sur des affaires d'espionnage, cherche une piste. Le comédien anglais George Baker interprète le rôle de l'inspecteur.
22 h 10 Document : *Ceux de la falaise*. De W. Doak. Le réalisateur, écologiste, marin et plongeur, explore les falaises situées à 20 kilomètres de la côte nord de la Nouvelle-Zélande, montre la formation des lacs à partir d'un soulèvement volcanique, ainsi que les forêts d'algues peuplées de poissons. Filmes de jour comme de nuit.
22 h 35 *Divertissement* : Country music. De J. Live. Avec Greg Anderson, John Hore, Gray Bartlett...

23 h 10 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 *Téléfilm* : le Lieutenant du diable. (Deuxième partie) de J. Goldschmidt. D'après le roman de Maria Faguy, avec C. Ager, H. Gress, I. Charbon...
Pourrait des interrogatoires de Kunze. Face à la mauvaise volonté évidente du lieutenant Dorfrichter, Kunze a beaucoup de difficulté à prouver sa culpabilité. La déclaration de guerre qui fait suite à l'assassinat de l'archiduc s'avère Dorfrichter de la peine de mort, et le condamne à une longue détention.
22 h 20 Journal.
22 h 40 *Tous bandits d'honneur*. Émission de Michel Sibra.
Le 9 septembre, le Corps fitra le 40^e anniversaire de sa libération. Ce documentaire donne la parole à ceux qui firent cette histoire, vieux Corsas qui évoquent leurs souvenirs avec la saveur d'un humour lucide, l'émotion à fleur de voix. Témoignages étayés parfois par des documents d'archives qui donnent l'image d'une Corse résistante, différente de ce qui est proposé habituellement.
23 h 35 *Prélude à la nuit*. Quatuor opus 44 n° 1, de Felix Mendelssohn, interprété par le quatuor Mvir de Philadelphie.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Album* : le monde, de G. Ribemont-Dessaignes. Avec M. Meriko, M. de Breuille, G. Larigues...
22 h 15 *La crise des postes autour du monde* : Portugal.
23 h 30 *Musiques* : *Les voix*.
23 h 40 *Place des étoiles*.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : Festival de Salzbourg 1984 : « Elias », oratorio de Mendelssohn, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, les Singers des Gesellshaft der Musikfreunde, dir. J. Levine, sol. F. Quiver, P. Ariza, J. Van Dam.
23 h 30 *Les solistes de France-Musique* : les avatars d'une forme séculaire, la passacaille ; œuvres de Raison, J.-S. Bach, Liszt, Brahms, Franck.

Vendredi 24 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
12 h 30 Bonjour, bon appétit. Magazine de Michel Oliver.
12 h 35 *Casualty* de poisons.
12 h 35 *Consommer sans pépins*.
12 h 35 *Cocktail maison*.
13 h 30 *Série* : Madame Columbo.
13 h 35 *Théâtre sans rideau*. Le festival « Rencontres de mémoires et de cultures populaires » de Châteaux-Malabry en 1983.
16 h 30 *Croque-vivants*. Destinée à la télévision, info-magazine et feuilleton.
18 h 30 *Série* : En bien danses maintenant. La valise anglaise.
19 h 20 Les grandes enquêtes de TF 1 : la Mafia. Des syndicats infiltrés par la Mafia : la Waterfront, Teamsters.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 *Cas chers disparus* : Bourvil.
20 h 30 *Variétés* : Salut les Mickey. Émission proposée par Ch. Izard et Walt Disney Productions.
Avec Lio, Charlotte de Turckheim et Sacha Distel ; des extraits de dessins animés : l'Apprenti sorcier, Saludos Amigos ; et le Jardin de Mickey : l'Heure symphonique des amours de coquelicots.
21 h 50 Un certain regard : le Solitaire de Ville-d'Avray. Les évangiles de R. J.-Cl. Bringuier. (Rediff.)
Troisième partie du portrait de Jean Rostand, poète, écrivain, biologiste, amoureux de la vie, disparu en 1977.
22 h 55 *Temps X* : la quatrième dimension. Émission d'I. G. Bogdanoff.
Un monde différent.
23 h 25 Journal.
23 h 15 Les Tympans fêlés. Émission de J.-F. Bouquet. Avec Bulles.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antiope.
12 h 30 Journal (à 12 h 45 et 18 h 40).
12 h 35 *Muppets Show*.
12 h 30 *Feuilleton* : Les amours de la Belle Époque.
13 h 35 *Série* : voyages au fond des mers.
14 h 25 *Aujourd'hui la vie*.
La correspondance.
15 h 30 *Série* : Akagawa.
16 h 30 *Sports* : Rugby : Tournoi des cinq nations 1984.
18 h 30 *Récré A 2*. Yakar : Le petit écho de la forêt ; Superbug ; L'été et l'été.
19 h 50 *Jeu* : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bourvil.
20 h 35 *Série* : Naumachos. Réal. B. Vallée. Avec M. Adorf, A. Casasson. L'oncle Gino est appelé à Linosa, où deux familles se disputent allégrement, car un jeune homme a mis en jeu sa fiancée alors qu'il n'est pas en mesure de l'épouser. Tout semble se prêter à l'avenir dans cette série. Le cadre comme les personnages, sauf l'histoire, qui tombe à l'eau dès qu'arrive les personnages féminins.
21 h 40 *Apostrophes*. Magazine littéraire de B. Pivo. Le vingtième siècle de Raymond Aron. En hommage au philosophe disparu le 17 octobre 1983, rediffusion de l'émission du 23 septembre 1983. Avec François George, philosophe et écrivain, Jacques Julliard, écrivain et journaliste, et Raymond Aron (Mémoires, cinquante ans de réflexion politique).
22 h 50 Journal.
23 h *Ciné-été* : le Jeu du solitaire. Film français de J.-F. Adam (1976), avec S. Frey, A. Valdi, T. Lopez, F. Perrot, J.-C. Carrière, R. Tagli, E. Ullrich.
Un psychiatre, traumatisé par le suicide d'un adolescent qu'il soignait, rejoint son jeune fils en Haute-Provence. Le garçon est assassiné. Le père

découvre vite l'assassin mais, curieusement, le protège. Film haïtien d'obscures, de culpabilité, de solitude, de mort. Néo-romantisme noir du destin individuel. L'interprétation de Sandi Frey est en accord avec l'écriture glacée, secrète, de Jean-François Adam (qui se suicida en 1980).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 *Jeu littéraire* : Les mots en tête.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 *Salade vénitienne*.
19 h 55 *Dessin animé* : L'inspecteur Gadget.
20 h 15 *Les Jeux*.
20 h 35 *Vendredi* : Descente dans la police. Magazine d'information d'André Campana. (Rediffusion.)
Planques, filoches, ferrages, perquises... Jean-Charles Deniau et Jean-Claude Morin ont suivi les policiers de la 3^e division de police judiciaire qui couvre cinq arrondissements de Paris. Une caméra a été autorisée à suivre un groupe d'enquêteurs et d'inspecteurs en action. A travers une vitre-miroir, les reporters observent les travaux au travail.
21 h 35 *Série* : Mazarin. De P. Moitot, réal. Pierre Cardinal. Avec F. Pélissier, M. Sarcey, S. Bouy... (Dernière épisode).
A mesure que va grandir son caractère, et celui de la France, Mazarin, malade, s'affaiblit et meurt laissant place au règne glorieux de Louis XIV.
22 h 30 Journal.
23 h 30 *Prélude à la nuit*.
23 h 40 *Place des étoiles*.

FRANCE-CULTURE

7 h 30 *Mathématiques* : à Portenay.
7 h 30 *Revue de presse*.
8 h 15 *L'arbre et ses racines* : le châtiaignier.
9 h 5 *La libération de Paris* : FFI et 2^e DB - la mission Gallie.
9 h 35 *Musique* : savoirs de savoir.
10 h 30 *Jacques Cartier*, le voyage imaginaire.
11 h 30 *Musique* : devoirs de vacances (Collegium Aarum).
12 h 30 *Feuilleton* : le Crime d'Orléans.
14 h 30 *Revue de presse* : poèmes et musique.
15 h 30 *Embarquement immédiat* : Sri Lanka.
15 h 30 *Musique* : des jeux avec des sons.
16 h 30 *Prose* : des écrivains en France : le monde des écrivains à Grenoble.
17 h 30 *Entretiens* : Arts plastiques : avec Leonardo Cremonini (le travail de l'art).
18 h 30 *La seconde guerre mondiale* : Paris pendant la guerre.
19 h 30 *Musique* : dans les Châteaux : fruits retrouvés.
20 h 30 *Entretiens* avec Georges Ribemont-Dessaignes.
20 h 30 *L'opéra* : c'est la fête : l'opéra viennois.
21 h 30 *Entretiens* et souvenirs... pris dans une mémoire, avec Paul Lorenz et Mario Boia.
22 h 30 *La crise des postes autour du monde* : Maroc.
23 h 30 *Musiques* : *Les voix*.
23 h 40 *Place des étoiles*.

FRANCE-MUSIQUE

2 h 30 *Les solistes de France-Musique*.
7 h 30 *Petit matin* : œuvres de Janacek, Dvorak ; à 8 h 07, œuvres de Clavier, Stravinsky, Gabrieli.
9 h 30 *Le matin des solistes* : post-romantisme allemand et autrichien ; œuvres de Reger, Schreker, von Zemlinsky, Korngold.
12 h 30 *Concert* : œuvres de Brahms, par les Chœurs de la Radio de Berlin.
13 h 30 *Hommage*.
14 h 30 *Reprises contemporaines* : Baccus, de Bloch.
15 h 30 *Carte blanche* : un pianiste, Dino Ciani, et un chef d'orchestre, Franco Ferrara.
18 h 30 *L'héritage d'Arthur Schnitzler*.
Le temps du jazz : les libertés improvisées ; à 18 h 27, les témoins liveurs.
20 h 30 *Concert* : Stravinsky, Ravel.
20 h 30 *Concert* : (amis de Stuttgart) : Schelomo, rhapsodie hébraïque pour violoncelle et orchestre ; de Bloch ; « Symphonie n° 3 », de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. U. Saged, sol. J. Berger, violoncelle.
22 h 15 *Les solistes de France-Musique* : autour de Stéphane Mallarmé ; œuvres de Boulez, Debussy, Stravinsky, Wagner.

Un promeneur dans Paris insurgé

IV. - Toute la ville tire

par JEAN-PAUL SARTRE

Nous continuons de reproduire les reportages de Jean-Paul Sartre sur la libération de Paris publiés par Combat en août 1944 (Le Monde des 21, 22 et 23 août).

COMBAT, jeudi 31 août 1944.

Aujourd'hui, je vous parlerai de combats tels que je les ai vus moi-même, qu'il des Grands-Augustins, en complétant mes renseignements par le témoignage d'amis dignes de foi. Pour être la bataille a-t-elle eu, d'ailleurs, d'autres aspects, plus d'ampleur. Mais, sur cette étroite bande de terrain, limitée à l'est par la place Saint-Michel, à l'ouest par la rue Dauphine, elle se déroule avec précision et clarté.

Les premières escarmouches ont eu lieu vers 3 heures. Depuis la veille, autos, camions, tanks passaient sans arrêt sur les quais. A 3 heures, par petits groupes, des hommes en bras de chemise, l'air indifférent, traversaient la chaussée et s'installaient sur la berge. Peu d'armes, quelques fusils, une ou deux grenades, des revolvers, pas de mitraillettes. On connaît la cougine ; assomés ou Allemands et lui prendre son revolver, avec le revolver conquérir un fusil, avec le fusil s'emparer d'une voiture, avec la voiture prendre une automitrailleuse et un tank. Plus d'un en a souri, parmi les incrédules de la résistance. Et pourtant, ce programme s'est réalisé point par point sous mes yeux. Un de mes amis s'est battu avec un mousqueton réquisitionné à un antiquaire. Encore n'a-t-il pas gardé longtemps. Au bout d'une demi-heure, un FFI sans armes, le lui arrachait des mains : « Donne-le moi, je sais mieux tirer que toi ».

Un autre, honnête conservateur de musée, voulait combattre. Il est descendu dans la rue sans arme et les FFI lui ont dit : « Planque-toi et quand nous descendrons un camion, précipite-toi dedans et prends un fusil ». Il attendait trois heures, mais aucun camion n'est passé. Dégoûté, il a été à son musée, a fracturé une vitrine et a volé - le premier vol de sa vie - un superbe mousqueton qui trônait entre un casse-tête, un boomerang et un kris malais. Il est revenu tout fier : « Voilà le fusil, donnez-moi les balles ». Les FFI ont rigolé : « De balles nous n'avons point. Mais puisque tu apportes quelque chose, voilà un revolver. Débrouille-toi avec ça ». Les munitions sont là, pourtant, chez les Allemands, il n'y a qu'à les prendre.

Il les ont prises. Ils étaient cachés sur la berge ou dans l'escalier de la place Saint-Michel qui mène au train de ceinture. Aux fenêtres, des centaines de spectateurs attendaient en silence. Et puis, un premier camion allemand passa, en direction de l'est. De grands hommes blonds, assez beaux, se tenaient debout à l'arrière, sans méfiance. Les Parisiens, penchés sur leurs balcons, savaient qu'ils n'avaient qu'un geste à faire, un appel à lancer pour sauver ces hommes de la mort. Mais, ces appels ne VOULAIENT pas, ils ne VOULAIENT pas le lancer.

Le corré

Ils ont laissé le camion rouler vers son dessein, avec le sentiment obscur d'assister à une fête tragique et mortelle, à une corrida. Dans les corridors, aux fenêtres, penchés sur les balcons, les Parisiens attendaient en silence. Et puis, un premier camion allemand passa, en direction de l'est. De grands hommes blonds, assez beaux, se tenaient debout à l'arrière, sans méfiance. Les Parisiens, penchés sur leurs balcons, savaient qu'ils n'avaient qu'un geste à faire, un appel à lancer pour sauver ces hommes de la mort. Mais, ces appels ne VOULAIENT pas, ils ne VOULAIENT pas le lancer.

Le coup était manqué : les munitions échappaient. Mais bientôt les gretoux signalaient d'autres voitures. Ils étaient partout, les gretoux : sur le toit, aux fenêtres ou à bicyclette dans la rue. On entendait de loin leurs voix fortes qui résonnaient étrangement dans la rue vide : « Vous pouvez y aller, les gars, c'est un boche ».

Un moment de silence, puis le bruit lointain du moteur : chacun retient son souffle, et puis le camion paraît, comme le taureau qui sort du toril. Les résistants visent les pneus, cette fois. Le camion est touché, il s'immobilise.

Les Allemands commencent à tirer : les FFI s'avancent, sans protection, et tirent aussi. Un Allemand jette une grenade qui n'explose pas : un FFI court sous le feu, saisit la grenade au risque de se faire sauter avec elle et la lance dans la Seine. Mitrailleuse. Les spectateurs rentrent prudemment dans les chambrées : déjà les balles sifflent à leurs oreilles. Au bout de cinq minutes, le silence. Les têtes réapparaissent aux fenêtres et puis c'est une immense clameur : les Allemands sont tous morts.

De toutes les portes, du coin de la rue Dauphine, de la rue des Grands-

Augustins, un peuple de femmes et d'enfants se précipite vers la voiture immobile. Mais les FFI les contiennent, leur interdisent le pillage. Eux-mêmes ne prennent que les munitions. Mais le coup est fructueux : il y a des grenades, des fusils, des mitraillettes. Puis, l'un d'eux s'installe au volant, les autres poussent la voiture sur la berge ; en quelques instants, toute trace de la bataille a disparu. Les résistants sont cachés, à leur poste, le piège est prêt à fonctionner. A présent, les combattants, mieux armés, s'égaillent. Il y en a sur les toits du Palais de justice, sur les berges, au coin des rues. D'autres se sont présentés courtoisement chez la concierge d'un immeuble et ont demandé à s'installer dans un appartement vide. Mais il n'y a pas d'appartement vide. « Aller au 56, leur dit la concierge, les locaux sont inoccupés ».

Au-dessous de nous, un volontaire, tout seul, est à la fenêtre avec un fusil. Les voitures passent. Ce sont des batailles en règle, à la mitrailleuse, à la grenade. En face de nous, sur le quai de la Mégisserie, un de nos amis voit toutes les grandes glaces de son salon voler en éclats. Encore n'a-t-il échappé belle : le lendemain, en effet, il reçoit un coup de téléphone : une dame qui est dans une clinique et qui vient d'être opérée de la prise de prendre des nouvelles de son mari, un capitaine en retraite, qui habite la maison voisine et n'a pas le téléphone. Mon ami descend et se voit offrir une accolade et va frapper chez le capitaine. Pas de réponse. Il prévient la concierge, qui s'avise qu'elle n'a pas vu son locataire depuis trente-six heures. On enfonce la porte. Le capitaine est là, sous sa fenêtre, taillé d'une balle au front.

Une heure de combat

Cependant, la bataille continue. Rue de la Huchette, les livrets militaires des Allemands s'entassent sur les trottoirs. Des femmes les feuillettent, sans haine. CE JOUR-LÀ, la ville était sans haine : elle venait de se battre et n'en a pas été toujours ainsi. L'une d'elles dit : « Il faudra les envoyer à leurs familles ». Entre les pages des livrets, des cartes postales sentimentales sont glissées : elles sont en couleurs : fleurs, jolies filles envoyant des baisers, clairs de lune. Un peu de sang les macule parfois.

Une voiture est annoncée. Aussitôt, avec une admirable rapidité, des hommes portant le brassard de la Résistance barrant l'accès des quais aux passants, font entrer les femmes sous les portes cochères. Nouvelle bataille. Les occupants de la voiture, deux Allemands, se défendent pendant une heure avec un courage qui force le respect, et je ne puis m'empêcher de penser à ce qu'ils résistent, ainsi délaissés sous cette chaleur ardente, dans cette ville bien si quotidienne et aujourd'hui insupportable, sanglante et colérique, avec ses innombrables pièges. Ceux-là échappèrent : pendant qu'ils se battent, leur chauffeur répare la voiture en panne ; elle fait demi-tour tout à coup et repart ; ils seront tués ailleurs, sans doute, aux portes ou au carrefour de l'Odéon, ou sur la place de la République.

Mais déjà, une autre auto s'est immobilisée sur le Pont-Neuf. On tire. Tout à coup, on voit sur une arche du Pont-Neuf une petite tache noire qui se colle à la pierre blanche. C'est un FFI qui monte lentement avec un sac de grenades : à présent, le voilà qui court sur le rebord extérieur du pont, en se courbant à peine. Il s'arrête à présent, d'une main il se retient à la balustrade, de l'autre, il jette sa grenade. Une explosion brève. Le tir a cessé. Le résistants enjambe la balustrade ; d'autres se précipitent sur le pont, le revolver à la main. Soudain, une ombre rapide passe entre deux arches : c'est un Allemand qui s'est jeté à l'eau. On voit sa tête ronde et noire au centre de cercles énormes, puis une vedette de la police se détache de la berge et vient le repêcher. Il ira rejoindre ses camarades au dépôt.

Accalmie. Des hommes passent à bicyclette. « Alors, les gars ? Besoin de munitions ? Patience, on vous en apporte ». Des voitures FFI sortent à toute vitesse du Palais de justice et s'en vont, en prenant leurs virages sur deux roues, porter secours aux copains de la place de l'Observatoire ou des Gobelins. Un de mes amis profite de la pause pour faire un petit tour dans le quartier. Il rencontre un grand gaillard paisible qui s'adosse à une porte et tient une bouteille d'essence, une grenade et un fusil : « Et avec quoi les premiers-venus ? », demande mon ami, étonné.

Avec ça. On jette la bouteille sur le tank et l'essence se répand. On jette la grenade et l'essence s'enflamme. Le tank brûle, les occupants en sortent et on prend le fusil pour les camarades ».

Il est pris, dans la journée de dimanche, un Tigre par ces moyens de fortune. On pense aux chasses préhistoriques où les indigènes tiraient un mammouth avec des pierres aiguisées.

Une auto en feu

Ce soir, ils brûleront un camion sur le quai, à la hauteur de l'hôtel Notre-Dame. Les flammes montaient plus haut que les maisons, la cathédrale entière rougeoyait, plus lumineuse qu'aux grandes fêtes du temps de paix. Le lendemain matin, je les ai vu incendier une auto. Elle apparut soudain, noire et puissante comme un taureau d'Andalousie, à la hauteur de la librairie Gibert. Elle filait à toute vitesse, redoutable et impuissante, sûre de son destin, soulevant sur sa droite, sur sa gauche, une éblouissante de détonations, comme si elle roulait dans des flaques d'eau par un jour de pluie. Elle échappa à toutes les salves, elle se rapprocha de nous et puis, brusquement, à la hauteur du 31, elle fit une embardée énorme et vint s'écraser contre le rideau de fer d'une librairie. Presque aussitôt, d'énormes flammes sortirent des fenêtres aux vitres brisées. Une voix stridente se mit à crier : « Kamard ! Grâce ! Grâce ! ». Une dizaine de FFI se sont rapprochés, encore prudents, comme la quadrilla du torero entourant le taureau qui agonise en gesticulant pour savoir s'il faut lui donner le coup de grâce. La voix hurla lamentablement : « Kamard ! ». Des résistants crièrent : « Pas de Kamard ! Laissez-le rôti comme un cochon ! ». D'autres insistèrent pour qu'on l'échève. Il cria toujours. Alors un grand jeune homme maigre et brun, en bras de chemise, s'agenouilla derrière l'auto et visa quelque chose à travers les flammes. Il y eut dans l'instant quelque chose d'horrible et de noble. Le jeune homme visa sans se presser. Il ressemble, par la lente grâce précautionneuse de ses gestes, à un torero guettant le moment propice pour l'estocade. Le coup part, les cris cessent, mais longtemps après la voiture grillera encore.

Prochain article : ESPOIRS ET ANGOISSES DE L'INSURRECTION

Une exposition et deux médailles commémoratives sur la libération de Paris

Sur le thème « Leclerc et la libération de Paris », une exposition vient d'ouvrir ses portes à l'Hôtel de Ville (salon d'accueil : entrée : 29, rue de Rivoli), où elle restera jusqu'au 17 octobre. L'exposition retrace l'épopée de la 2^e DB, à l'aide de nombreux documents. D'autre part, la Monnaie de Paris a édité une médaille commémorative. Gravée par Lucien Gibert, elle représente à l'avant le général Leclerc et les chars de la 2^e DB, et au revers le général de Gaulle descendant les Champs-Élysées. Une autre médaille, due à Charles-Louis Revot et éditée par Arthur-Bertrand, représente à l'avant Leclerc et de Gaulle devant Notre-Dame de Paris, et au revers l'arrivée de Leclerc à bord de son char sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Enfin, deux quotidiens parisiens, le *Parisien libéré* et le *Figaro* célèbrent, ce jeudi 23 août, le quarantième anniversaire de la libération de la capitale. Le premier publie un numéro spécial entièrement consacré à ce thème et comportant un fac-similé de son numéro du 22 août 1944, qui portait pour titre de « une » : « La victoire de Paris est en marche ». Le *Figaro* publie, lui aussi, en dernière page, un fac-similé de son numéro du 23 août 1944, qui titrait : « La délivrance de Paris ».

CULTURE GÉNÉRALE Faire le point pour faire le poids !

Voilà un livre qui vous aide à retrouver des repères en des références. Pas seulement pour briller, mais aussi pour affiner vos convictions et vos points de vue, dans les débats, entretenir des relations, débiter, en fait le culture pour culture ! Quel que soit votre activité, le milieu dans lequel vous évoluez, une bonne culture générale est indispensable. Enrichissez-vous professionnellement et socialement, en vous tenant au courant de l'actualité, de la culture, de la littérature, de la philosophie, de la science, etc. A l'appui d'un savoir encyclopédique, des informations et des repères chronologiques, une mise à jour accessible à tous, utile à tous ! Documentation générale, à l'ÉCR, service M 1030, 35, rue Calonge, 93302 Levallois-Perret, téléphone : 270-73-43 (41 lignes).

Le Monde

économie

ÉTRANGER

AUX ETATS-UNIS

La hausse des prix reste modérée malgré une légère accélération en juillet

La hausse des prix de détail aux Etats-Unis reste modérée. En juillet, le coût de la vie a augmenté de 0,3 % par rapport à juin et de 4,1 % par rapport à juillet 1983. En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus (1), l'inflation est de 2,8 %. Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en sept mois, la hausse atteint 2,4 %.

Cette évolution semble donner raison aux déclarations assez optimistes - et en tout cas rassurantes - faites devant le Congrès, le 25 juillet, par M. Paul Volcker. Le président de la Réserve fédérale (la Fed) dont la volonté de rigueur et d'orthodoxie n'est plus à démontrer - avait notamment souligné que l'inflation était actuellement jugulée aux Etats-Unis et qu'il ne devrait donc pas y avoir de crise de crédit. Une telle prise de position avait eu pour effet de détendre momentanément les cours du dollar.

Le fait est que la hausse des prix reste faible, malgré la poursuite de la croissance économique à un rythme toujours très élevé, même s'il s'est ralenti (7,6 % au deuxième trimestre).

Le rythme annuel après 10,1 % au premier trimestre. Les commandes de biens durables ont progressé de 2,2 % en juillet - grâce, il est vrai, aux dépenses militaires - annulant presque la baisse de 3 % enregistrée en juin.

Les autorités américaines avaient, il y a un mois, rectifié en baisse leur prévision de hausse de prix pour 1984, ramenant de 4,5-5,5 % à 4-4,5 %, après 3,2 % en 1983 et 6,1 % en 1982. Éléments moins favorables, les prix alimentaires ont augmenté nettement plus vite qu'en juin (+ 0,3 % contre + 0,1 %).

Ces statistiques n'ont pourtant pas été très bien accueillies par les milieux financiers qui ont été confirmés dans leur crainte d'une accélération des pressions inflationnistes au cours des prochains mois. M. Reagan estime au contraire que ces chiffres de prix et de croissance renforcent sa position dans la bataille pour la présidence.

(1) En mai et en juin, les prix de détail avaient augmenté de 0,2 %.

EN AUSTRALIE

Le budget prévoit des réductions d'impôt sur le revenu

Les dépenses publiques atteindront 54 milliards de dollars dans le budget australien pour l'exercice juillet 1984/juin 1985. Ce budget est déficitaire de 5,6 milliards de dollars, ce qui représente un effort de 1 milliard de dollars pour compenser l'impasse de l'exercice qui vient de s'achever et ramener de 4,3 % du produit national à 3,3 %.

Le gouvernement travailliste a prévu des réductions importantes d'impôts sur les salaires, pouvant atteindre 17 % (le nouveau barème comprend cinq tranches avec un taux minimum de 25 %), des taxes sur le vin (10 %) et des aides financières aux sociétés minières pour leurs recherches. De plus, la déduction de 18 % sur les créations d'usines et les nouveaux équipements sera prolongée de deux ans.

Le ministre des finances, M. Paul Keating, a indiqué, au cours de son intervention devant les membres du gouvernement et le premier ministre travailliste, M. Bob Hawke, que les remboursements de la sécurité sociale, les pensions et les indemnités de chômage seraient augmentées. Du fait des réductions fiscales, les salaires ouvriers (salaires après impôts) seront relevés d'environ 25 dollars par mois. (AFP.)

La modification de la convention fiscale franco-suisse est rejetée par une commission parlementaire

De notre correspondant

Berne. - N'hésitant pas à désavouer le gouvernement helvétique, la commission des affaires économiques du Conseil national (Chambre basse) vient de recommander par 9 voix contre 7 et 3 abstentions le rejet d'une modification signée en avril 1983 à Paris de la convention de double imposition avec la France.

Après de laborieuses négociations, le Conseil fédéral était pourtant arrivé à la conclusion que « plus rien ne devrait s'opposer à une approbation rapide de l'avenant » à cette convention. Dans un message complémentaire adressé le 30 juillet dernier au Parlement, il avait rendu public un échange de trois lettres entre les ministres des finances des deux pays par lesquelles la France apportait des garanties supplémentaires. « Ces précisions indiquent le message, sont de nature à apaiser toutes les craintes qu'avaient pu faire naître dans l'opinion des commentaires erronés de l'avenant ».

Ces assurances n'ont pas suffi à venir à bout des réticences de la majorité de la commission parlementaire. Il est vrai que depuis plusieurs mois ses membres sont soumis à de multiples pressions tant de la part de Suisses possédant une propriété en France que de citoyens helvétiques résidant en France ayant conservé des biens fonciers dans la Confédération. A la veille même de la réunion de la commission, le groupe

des banquiers privés de Genève était encore intervenu auprès des membres de la commission pour les inciter à réclamer une renégociation de l'accord fiscal franco-suisse « afin d'éliminer les anomalies, notamment l'impôt de droit pour cent sur la valeur des immeubles, et les imprécisions ».

Les députés hostiles au projet ont saisi l'occasion pour marquer leur mauvaise humeur devant certaines pratiques reprochées aux agents des douanes et du fisc français d'après lesquels s'en sont pris aux modifications de la convention elle-même. D'ailleurs le projet d'accord n'est guère différent de celui passé il y a une douzaine d'années avec l'Allemagne. Mais ses adversaires semblent se montrer plus méfiants à l'égard de l'administration française.

La Suisse y trouverait cependant aussi son avantage puisque la France s'est engagée à rétroceder près de 40 millions de francs suisses aux cantons frontaliers, prélevés sur l'impôt perçu sur les revenus des Français travaillant en Suisse. La gauche et la droite se retrouveront sans doute une nouvelle fois face à face lorsque le Parlement sera appelé à se prononcer sur la modification de cette convention en décembre prochain.

JEAN-CLAUDE BUHNER.

MONNAIES

BAISSE DU DOLLAR

En hausse ces trois derniers jours, le dollar a baissé assez sensiblement, jeudi matin 23 août, sur les grandes places financières internationales, mais ce repli s'est opéré en bon ordre avec des cours d'affaires normaux. La devise américaine a valu 8,8050 F (contre 8,840 F la veille), 2,8670 DM (contre 2,8889 DM) et 2,3880 FS (contre 2,4115 FS).

Selon les cambistes, la baisse sur le dollar s'est faite sur les indications de New-York, où, mercredi soir, un net repli des cours avait été enregistré en liaison avec la décente enregistrée sur les taux de rendement des bons du Trésor.

L'or est remonté dans la City de Londres et coté aux alentours de 352 dollars l'once (contre 345 dollars) peu avant midi.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	8,8140 8,8160	- 60 - 35	- 130 - 70	- 360 - 210
DM	6,7821 6,7852	- 72 - 43	- 147 - 85	- 339 - 208
Yen (100)	3,6437 3,6460	+ 143 + 190	+ 283 + 313	+ 869 + 942
DM	3,8780 3,8723	+ 148 + 162	+ 297 + 324	+ 880 + 866
SE-UL	2,7237 2,7252	+ 112 + 124	+ 226 + 249	+ 616 + 671
F.S. (100)	15,2149 15,2233	- 38 - 45	- 54 - 183	- 44 - 340
F.S.	3,6886 3,6910	+ 191 + 211	+ 387 + 422	+ 1135 + 1218
L. (1000)	4,9661 4,9687	- 115 - 87	- 254 - 288	- 930 - 897
E. (1000)	11,5640 11,5728	+ 1 + 49	+ 49 + 164	+ 247 + 400

TAUX DES EUROMONNAIES

	11 5/8	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/8	11 1/4	11 3/8	12 1/16	12 3/16
SE-UL	11 5/8	11 3/4	11 1/2	11 1/4	11 1/8	11 1/4	11 3/8	12 1/16	12 3/16
DM	5 1/8	5 1/8	5 3/16	5 3/16	5 3/16	5 3/16	5 3/16	6 1/8	6 1/8
Yen	11 3/16	11 3/16	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
F.S. (100)	1 7/8	2 1/8	4 5/8	4 3/4	4 13/16	4 15/16	5 1/8	5 1/8	5 1/8
L. (1000)	12	13 1/2	13 3/8	13 7/8	13 5/8	14 1/8	15	15 1/2	15 1/2
E. (1000)	11 1/8	11 1/4	10 13/16	10 15/16	10 3/4	10 7/8	10 3/4	10 3/4	10 3/4
F. franc	10 3/8	11 1/8	11 1/16	11 1/16	11 1/4	11 3/8	12 1/16	12 3/16	12 3/16

AFFAIRES

LA TAXE TÉLÉPHONIQUE

L'UFC appelle au boycottage de la hausse

« Téléphone : vous pouvez refuser la hausse ! » Sous ce titre, la revue Que choisir ? de l'Union fédérale des consommateurs (UFC), appelle au boycottage de la récente hausse de 10,5 centimes de la taxe téléphonique.

Que choisir ? dans son numéro à paraître le 30 août, en donne le « mode d'emploi », qui consiste à recalculer la facture envoyée par les PTT à partir d'une taxe de base de 0,645 F et non de 0,75 F, nouveau tarif. La revue explique, en s'appuyant sur la procédure interne des PTT, que le « risque encouru » est nul, tant que la somme due à l'administration reste inférieure à 250 F : au-delà, la ligne est coupée.

L'UFC estime que la hausse de la taxe est « inacceptable, pour deux raisons principales : d'une part, la vérité des prix, qui devrait être désormais, à en croire le premier ministre, la ligne de conduite des pouvoirs publics, ne pourrait entraîner qu'une baisse de la taxe de base ; d'autre part, si l'Etat a besoin d'argent, il lui appartient de recourir à l'impôt sur le revenu, et non à des expédients ». La revue poursuit : « Trop, c'est trop. Le temps des communications de protestation (...) semble quelque peu dépassé. (...) Nous vous

proposons d'agir en appliquant la vérité des prix ».

Pour la première fois de son histoire, l'UFC appelle au boycottage. Jamais, jusqu'ici, elle n'avait eu recours à cette extrémité.

Pour leur part, les PTT ont décidé, au moins dans un premier temps, de ne pas porter l'affaire devant les tribunaux. Ils se contenteront « d'appliquer la loi », c'est-à-dire de couper la ligne des mauvais payeurs, indiquent-ils dans l'entourage de M. Mexandeu, quitte sans doute à modifier la « procédure interne » à laquelle fait allusion Que Choisir.

L'appel de l'UFC constitue un précédent lourd de conséquences. Contester une décision du gouvernement est une chose. En l'occurrence, l'UFC, parlant de « vérité des tarifs » et d'usage « d'expédients », n'a pas tort. L'Etat, qui a imposé la hausse de 10,5 centimes pour limiter le déficit du budget général de l'Etat de 1984, a fait à l'évidence une erreur économique et psychologique.

Appeler au boycottage, c'est-à-dire à l'incivisme, en est une autre. N'est-ce pas mettre le doigt dans un engrenage dangereux que de déroger aux règles collectives qui font la démocratie ?

E.L.B.

EDF lance un emprunt de 500 millions de dollars

Electricité de France (EDF) vient de lancer un emprunt de 500 millions de dollars (4,4 milliards de francs environ) sur le marché international, parallèlement à l'émission d'un emprunt de 2 milliards de F sur le marché domestique. Cette dernière opération étant achevée, depuis plusieurs semaines par les spécialistes du marché obligataire (Le Monde daté 5-6 et 19-20 août).

Organisé par la Banque nationale de Paris, la Morgan Guaranty Trust, Nomura Securities et le Crédit suisse First Boston, l'émission de 500 millions de dollars aura lieu sous la forme d'obligations à « coupon zéro » (l'intérêt est alors décompté des émissions) d'une durée de dix ans. Selon la Morgan Guaranty, cet emprunt sera lancé à 32,25 % de la valeur nominale, ce qui assure aux souscripteurs (remboursés à 100 % à l'échéance des dix ans) un rendement annuel moyen de 11,98 %, l'opération, garantie par l'Etat, devant rapporter à EDF une somme nette de 155 millions de dollars.

Selon un porte-parole d'EDF, l'émission de cet emprunt en dollars, qui doit s'effectuer dans « des conditions financières satisfaisantes », se substituerait à d'autres emprunts antérieurs « plus coûteux », vise à assurer le refinancement de la dette de cette entreprise publique. Cette dette atteignait 190 milliards de francs à la fin de l'année 1983. « La tendance est à la réduction de notre endettement », souligne-t-on toutefois chez EDF, où

« Création d'entreprises. - Selon un sondage effectué par l'Agence nationale pour la création d'entreprises (9 996 personnes interrogées en janvier et février derniers), les créateurs potentiels d'entreprises sont 2 millions et demi en France. Ce sont à 60 % des hommes de moins de trente-cinq ans, habitants des grandes villes. Les projets les plus courants relèvent du commerce (39 %) ou des services (25 %). Les lieux d'implantations privilégiés sont la région parisienne et l'ouest de la France.

POUR LA PREMIÈRE FOIS LE 25 SEPTEMBRE

Le Trésor américain va réserver une partie de ses émissions à des investissements étrangers

Le Trésor américain envisage de tester, à l'occasion de sa prochaine émission de bons d'une durée de quatre ans - prévue pour le 25 septembre - les nouvelles dispositions récemment annoncées par M. Donald Regan en faveur des investisseurs étrangers (Le Monde daté 18 août). Selon M. John Nienke, sous-secrétaire adjoint au Trésor, chargé des finances fédérales, la part exacte qui sera réservée, pour la première fois, à des établissements financiers et à des maisons de courtage opérant sur les places internationales sera déterminée peu avant l'opération, étant entendu que cette part devrait porter sur un montant voisin de 1 ou 2 milliards de dollars.

Cette opération-test doit permettre de vérifier la réaction des investisseurs étrangers au « quasi anonymat » qui leur est offert. Selon les derniers détails connus - de nombreux points pratiques restant en suspens - il est prévu que les institutions financières qui souhaiteront acquérir des bons ou des obligations du Trésor n'aient pas à révéler l'identité de l'acheteur au Trésor américain, mais simplement à lui donner l'assurance que les acquéreurs ne sont ni des Américains ni des étrangers résidant aux Etats-Unis. Les mêmes institutions devront renouveler cette assurance chaque fois qu'elles percevront des intérêts sur les bons et obligations achetés par leurs clients étrangers.

Selon certains analystes financiers, ces nouvelles dispositions n'offrent toutefois pas aux investisseurs étrangers les mêmes garanties que celles décollant de l'anonymat conféré par des titres au porteur, en particulier en cas de contestation sur la qualité de

l'acquéreur ou de tout autre litige. En fait, ajoutent-ils, ces nouvelles dispositions tentent de concilier, d'une part, la volonté du Trésor américain d'emprunter davantage à l'étranger (pour couvrir le déficit du budget fédéral et éventuellement faire pression sur les taux d'intérêt américains), d'autre la vive opposition du Congrès, qui craint que l'émission d'avantages d'investisseurs étrangers de titres fédéraux d'emprunt au porteur ne favorise indirectement, sur une grande échelle, la fraude fiscale aux Etats-Unis.

LES VENTES DE CREUSOT-LOIRE ONT CHUTÉ DE 40 % AU PREMIER SEMESTRE

La société Creusot-Loire, en règlement judiciaire depuis le 28 juin dernier a enregistré une très forte chute de son activité au premier semestre de cette année. Le chiffre d'affaires, soit 1.937 milliard de francs, a baissé de 40 % par rapport à la même période de 1983. Les ventes à l'exportation ont diminué de 52 % (990 millions de francs contre 2 milliards de francs). Seule l'activité sidérurgique (440 millions de francs) obtient des résultats du même niveau que l'an passé, tous les autres secteurs (mécanique, transformation des métaux, divers) s'effondrent.

Ces mauvais résultats étaient prévus, tant le carnet de commandes de la société s'était aminci dangereusement l'an passé. Le plan de redressement du groupe est toujours à l'étude, et l'une des difficultés qu'il présente est de savoir si l'on tient compte du maigre carnet de commandes actuel position des pouvoirs publics - ou du niveau qu'il pourrait atteindre d'ici quelques mois, une fois que Creusot-Loire sera remise sur les rails - position des syndicats.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

2 COORDINATEURS pour étranger de charniers pour montage mécanique. 7 ans d'exp. et 10 heures hebdo. (Dél. art.)

1 COORDINATEUR de charnier pour montage mécanique lourde. 7 ans d'exp. SNT-ETT, 24, 80 MAGENTA, PARIS-10. 308-63-63.

OFFRES D'EMPLOIS INFORMATIS

recherche pour import. projets ANALYSES-PROGRAMM. IBM-MVS-COBOL-CICS

ANALYSES-PROGRAMM. FORTRAN-PROJET GESTION ANALYSES-PROGRAMM.

GAP 2 - 2 ans d'expérience INGENIEURS SYSTEME

PROCESSUS INDUSTRIEL MITRA-SOLAR-PDF 11 INTEL 80-86, PLM 86

25, rue Daubenton, 57. Téléphone 337-99-22.

Collaborateur journal cherche étudiant pour Aurélie 8 ans. 10 heures hebdo. (Dél. art.)

Eor. s/n° 6 551 Le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES. 5, rue des Italiens. 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

M. 29 ans, titulaire maîtrise, Directeur école de formation d'animateurs professionnels et directeur centre d'animation d'hébergement et restauration. Cherche pour accroître son expérience professionnelle, emploi dans le domaine social ou éducatif ou culturel.

Enr. M. Baucher, 18, rue Barbier, 75009 Paris.

cours et leçons

Révision rentrée 84 à term. Math-phys-français-anglais, du 30 août au 5 septembre. BA. 249-75-72, République.

propositions diverses

OUVERT 7 JOURS 3/7 VIDEO-CLUB VRS

CHOIX DE CASSETES IMPORTANT. RS-ORANGE. TA 943-06-64

L'immobilier

appartements ventes

12^e arrdt

PLACE DAUMESNIL (PRÈS) de l'imm. en rénovation studio bain, cuisine, mezzanine, ref. nt 2 p. bois, cuisine, poèmes, refait neuf. Tél. : 634-13-18.

PLACE DAUMESNIL (PRÈS) des immeubles en rénovation 2/3 p., cuis., bain, terrasse refait neuf. Tél. : 634-13-18.

Maison SÉRIER STUDIO en duplex tout confort à rénover. Tél. : 634-13-18.

17^e arrdt

RUE QUERANT

Imm. n.c. bon état 2p. 44 m², s. bns. cuis., 2 p. ch. T. 604-02-52 av. 11 h ou soir.

18^e arrdt

VUE EXCEPTIONNELLE

RUE LEPIC, appartement duplex 180 m², terr. 400 m². Téléphone : 633-17-10.

20^e arrdt

La campagne à Paris (20^e)

Maison part. aménag. contemporain. 2 appart ind. Agence d'habitat. Pr. 1.600.000 F. Téléphone 360-85-04.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER

NOMBREUSES OFFRES DE PARTICULIERS. PARIS-BANLIEUE. Tél. : 236-58-46.

locations meublées demandes

Paris

SERVICES AMBASSADE

pour cadres mûrs à Paris, rech. du STUDIO au 5 p. LOYERS GARANTIS par Sûreté Ambassadeurs, 285-11-08.

locations non meublées demandes

Paris

Pour administrateurs et employés. IMPORTANTE ORGANISATION ECONOMIQUE EUROPEENNE rech.

sur postes cadres et villes. Tél. : 604-48-21.

Collaborateur journal, cherche à louer Paris-Centre, 4 p. ou mieux d'envir. et ch. Pr. max. 5 000 CC. Tél. 579-05-67.

Region parisienne

Pour Stés européennes cherche villes, pavillons pour CADRES. T. : 633-09-66, 283-57-02.

villas

MARRAKECH

VILLA 2 appart ind. quartier résid. Tél. heures bur. (78) 4-71-41.

propriétés

45 km PARIS-SUD, près de Barbizon, belle propriété. Séjour 70 m², mezzanine, cuis., 4 ch. 5 bns. gar. 4.000 m² arborés clos. T. : 374-73-50.

MANTES (près)

VALLÉE DE VAUCLUSE

sup. b.c. du XVIII^e s. et ch. 400 m² hab. + maison gardien, parc aménagé 8.000 m² + 2.500 m² boisés bordés par 2 rivières. 786-73-78.

Près Pont-Aven

Ferme 17^e s., sur hauteur. 300 m², 10 ch., poutres chêne, 3 cheminées granit. 500 m port de pêche. 5 km plages dans zone protégée. Cèdre, ôlier + plusieurs bâtiments. Sur 9.000 m² plantés d'arbres. Bras de mer 100 m. Prix 1.200.000 F à débiter. M^r Robino, notaire, 28118 Moleen-sur, (88) 39-61-89.

Eure 150 km Paris. Maison anc. 85 m², ch. vac. état + grenier à amén. bon séjour sur 2,5 ha. Bord rivière. T. (1) 524-29-54.

domaines

Achète

PROPRIÉTÉ DE CHASSE SOLOGNE ou région limitrophe. Ecrite n° 202-307 à ORLÉANS. 136, av. Charles-de-Gaulle, 92522 CHAILLY CEDEX.

pavillons

RAMBOUILLET (près). Pavillon plein-pied, grand living, cheminée, cuis. équipée, 3 chbres, sous-sol total, jardin 1.600 m². Libre le 1^{er} sept. 4.500 F. Téléphone 050-28-15.

maisons de campagne

EXCEPTIONNEL

Pêche, loisirs. AUBRE 25 km de Troyes dans joli site, maison rurale, 4 pièces, cuisine, entrée, plus grande. Chauffage central à gaz, plus terrain (jardin) bon état de l'ensemble.

Pris 200 000 F (large crédit possible). Possibilité de la possession immédiate. RV dimanche 28/08/1984 à Virey-sous-Bar, face à « Economiques Troyens » ou semaine

terrains

UNIQUE COTE D'AZUR LA CROIX-VALMER

Petite belle propriété 30 a., vend terr. 2 ha constructible (1 seul m. 200 m²) (lots de 10 a.). Certif. urban. poss. (av. 84). Situation : presqu'île Saint-Tropez (point géographique 174). Parc nat. Cap Lardier. Site sauvage classé, vues imprenables. Alt. 150 m., mer à 1.000 mètres. Affaires sérieuses (interm.) 1.800.000 F (justifié). Curieux s'abstenir. Ecrite n° 6 267 Le Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL

SOCIAL

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. KRASUCKI

Un discours à deux niveaux

Quelque chose est-il imperceptiblement en train de changer à la CGT ? La question, devenue habituelle quand il s'agit de l'évolution de la première confédération ouvrière française, mérite une fois de plus d'être posée à l'occasion de la conférence de presse dite « de rentrée » (et qui n'a jamais aussi peu mérité son nom), tenue, le 22 août, par son secrétaire général, M. Henri Krasucki.

A quelques semaines du remaniement ministériel et surtout du départ des ministres communistes, on pouvait s'attendre ce que la CGT se retrouve « les mains libres » et menace d'en faire usage. Autant dire qu'il n'en a rien été et qu'elle donne plutôt l'impression de se chercher. Parfois, même, et notamment en raison de la faiblesse de la mobilisation - qu'elle avoue - la CGT paraît vouloir retarder le moment d'agir et prolonger, prudemment, la période d'observation.

De ce point de vue, d'ailleurs, la déclaration de M. Krasucki s'avère être un modèle du genre, qui fournit deux grilles ou deux niveaux de lecture.

L'un, assez conventionnel, reprendrait le cérémonial en vigueur et permettrait, au passage, de donner le ton de la critique formulée à l'égard du présent gouvernement. C'est-à-dire ni plus ni moins que la critique de l'échec des derniers mois, contre M. Mauroy et son équipe. La continuité en quelque sorte.

L'autre, plus novateur, permettrait d'amorcer le changement et prendrait en compte des préoccupations de caractère structurel. Au regard de l'avenir et de l'attitude des partenaires sociaux, c'est cet élément de la conférence de presse qui serait le plus important, même s'il ne s'inscrit encore qu'en filigrane.

Certes, pour l'heure, il ne s'agit que de constater la présence de signes d'une évolution possible que l'on discerne en pointillé. A preuve, rien loin de rejeter le chômage, avance par M. Fabius, le secrétaire général de la CGT reconnaît l'existence d'une « modernisation », pourvu qu'elle ne dissimule pas d'autres dessein, comme la stratégie du déclin, l'abandon ou le recul. Prudent à l'égard d'une « mode », à ses yeux suspecte, M. Henri Krasucki sou-

haite un « examen approfondi » et se déclare prêt à discuter de toutes ses conséquences et d'abord sociales.

Mieux, il abandonne le mot d'ordre de « pas un seul licenciement », hier encore credo de la CGT, pour accepter d'examiner toutes les solutions possibles, si elles ne conduisent pas à admettre le chômage comme fatal. Tout, dit-il en substance, vaut mieux que la perte de l'emploi, y compris dans le cas de sureffectifs (« un mot à la mode » que M. Henri Krasucki se refuse toutefois à prononcer). L'affaire Citroën n'est pas loin, même si le secrétaire général de la CGT, à ce sujet, se montre plus sévère que M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT.

Rouler pour soi

Evolution, encore, quand le dirigeant de la CGT semble abandonner le langage combatif, se garde de jouer « les va-et-vient », et paraît préférer le langage du réalisme. Sachant que les exhortations ne sont plus de saison - « le mécontentement est une chose, la combativité

en est une autre », note-t-il, - il lance des appels, convaincants, à la mobilisation des travailleurs pour que ceux-ci formulent et donnent du poids à des « propositions positives ». Définit-il un autre mode d'intervention militante quand il formule l'espoir de voir les salariés trouver « les méthodes d'action appropriées, intelligentes, énergiques et persévérantes pour se faire entendre vraiment ? ». « Ça s'est déjà vu », répond-il.

Dans ce raisonnement, le souci politique apparaît avec une distance nouvelle. Certes, il n'est pas question de nier l'importance de cette voie, puisque ce qu'on « espère » les travailleurs « était légitime et demeure », mais il ne faut pas s'en remettre « à la nature des gouvernements, le rôle des formations politiques », mais il est nécessaire de s'adapter « aux réalités, aux actes, sans procès d'intention ».

En d'autres termes, et en le disant à mots couverts, la CGT intègre dans sa ligne de conduite présente et à venir les échecs électoraux, synonymes d'une désillusion et sans doute sanction pour une bonne par-

tie de ses propres troupes. Elle entend « rouler pour elle », se donner les moyens de poursuivre son action ou ses buts sans la présence de la gauche au pouvoir - et pour quoi pas ? - elle pourrait décider de ne pas enchaîner son sort à celui de son partenaire privilégié, le Parti communiste français. Lequel, d'ailleurs, compte tenu de son poids électoral actuel, peut difficilement jouer son rôle traditionnel de levier dans la majorité d'aujourd'hui comme dans l'opposition.

Plus que jamais la permanence de l'action pour les travailleurs de la première confédération ouvrière est à l'ordre du jour au prix d'une mutation qui est, sans aucun doute, douloureuse. A quelques réflexions, par quelques notations éphémères, il apparaît bien que ce mouvement, sans précédent à la CGT, s'il se confirme, s'accompagne d'hésitations, de regrets et peut-être même de remises en cause internes. Comme si le poids des faits finissait par avoir raison de bien des certitudes et que la « langue de bois », brusquement, ne pouvait plus cacher un inféchiement.

ALAIN LEBEAUME

La modernisation : un « mot magique »

Voici les principaux passages de la conférence de presse de M. Krasucki :

« La critique conventionnelle. L'emploi et le pouvoir d'achat sont les deux préoccupations principales des travailleurs et, sur ces deux points, ça ne va pas », déclare le 22 août, M. Krasucki, en rappelant ses propos, vus d'un an. « Les choix n'ont pas été bons », et ce qu'on appelle la « rigueur » devient « bel et bien (...) l'austérité pour les travailleurs, pour les petits, pour ceux qui constituent les forces vives du pays ».

« La pauvreté augmente », et, ajoute-t-il, 1984 s'annonce plus mal que 1983 qui a été mauvaise. Un slogan pour conclure : « Hâte à la baisse du pouvoir d'achat des salariés, et aussi des retraités, des préretraités et des chômeurs ! Mais, au contraire, amorcer d'une amélioration réelle ».

« A l'adresse du gouvernement de M. Laurent Fabius. - Rien, absolument rien, ne se fait pour corriger les inégalités par trop

criantes. Ce sont les petits qui trinquent », poursuit M. Krasucki, qui cite en exemple les mesures prises pour faire baisser le taux d'intérêt des livrets de caisses d'épargne, pénalisant les petits épargnants, et s'interroge : « Pourquoi deux poids, deux mesures ? A propos de l'annonce de la réduction des impôts et autres prélèvements obligatoires », il observe qu'on établit « un impôt téléphone, un impôt essence et d'autres surcharges qui augmentent par avance les effets de cette promesse » et questionne : « Et l'on s'étonne que les gens ne marchent pas ? ». Enfin, évoquant la préparation du budget, comportant des « restrictions graves », il affirme que cela « ne peut donner rien de bon ».

« La priorité à la lutte contre le chômage et à une nouvelle politique industrielle... Sur les thèmes abordés par le premier ministre dans son discours de politique générale à l'Assemblée nationale et à propos de la modernisation, « un mot qui sonne bien », « un mot magique », le secrétaire général de la CGT admet sa nécessité, à condition de « ne pas jouer sur les mots ni de se laisser prendre aux mots ».

« Nous sommes, dit-il, résolu pour une modernisation efficace, maîtrisée, facteur de progrès », mais il ajoute qu'il faut parler « franchement de recul, d'abandon quand c'est de cela qu'il s'agit ».

Pour l'heure, la modernisation règle le sort des travailleurs par « une décision où ils ne comptent pour rien » et « on ne peut admettre l'irresponsabilité sociale ».

« Pourquoi est-ce que cela devrait se traduire fatalement par du chômage ? », poursuit M. Krasucki, pour qui, « dans le coût réel de toute modernisation, il faut bien inclure le coût de ses conséquences ».

A l'inverse, le secrétaire général de la CGT propose « une approche

sérieuse, loyale, de tout problème, sans a priori ». On peut, dit-il, « aborder autrement les problèmes réels que posent les modernisations, les adaptations aux connaissances et aux réalités telles qu'elles évoluent ». « Changer de métier, changer de travail avec une formation appropriée dans la même entreprise ou dans une entreprise voisine ou nouvelle (...) est une chose. Mais perdre un travail pour devenir chômeur, c'en est une autre ».

Le dossier de la sidérurgie pourrait faire partie de ces discussions (« Il faut réviser le plan acier, et le réviser démocratiquement »), tout comme celui de l'automobile. La CGT réclame « un examen franc, un vrai débat national, au grand jour, pour toute la branche et pour chaque entreprise » et « s'il est démontré ici ou là qu'il y a des problèmes d'effectifs, on les examinera pour trouver de bonnes solutions ». Au lieu de cela, et en l'état du conflit Citroën notamment, remarque M. Krasucki, « on commence par s'attaquer à l'emploi à la troncasse ».

« La mobilisation sociale. Les choix importants n'évolueront pas sans que les travailleurs aient fait le nécessaire », remarque M. Krasucki, pour qui, dans la situation présente, « pour des raisons diverses et sans offenser personne, les travailleurs n'ont à aucun moment encore pesé de leur véritable poids, ils ne se sont pas encore réellement mobilisés pour leur compte ». Aujourd'hui, « attendre (...) l'échec politique s'annonce sans rien faire, ce n'est pas une solution, mais un renoncement, et le temps passe ». Aussi faut-il que les travailleurs trouvent « les méthodes d'action appropriées, intelligentes, énergiques et persévérantes pour se faire entendre ».

Le plan de licenciements chez Citroën

(Suite de la première page.)

La CGT, pour sa part, paraît durcir sa position, par rapport aux déclarations antérieures de M. André Sainjon, dirigeant de la Fédération de la métallurgie, à l'issue de sa rencontre avec les dirigeants de Citroën. D'une part, sans contester formellement la légalité du comité central d'entreprise et des comités d'établissement, elle refuse toute décision en l'absence des travailleurs de l'entreprise. Or la reprise du travail, prévue pour le 28 août, a été reportée de deux jours et n'interviendra pas, en totalité à Aulnay, avant le 1^{er} septembre (de source syndicale, la première semaine, il n'y aurait qu'une équipe sur deux).

D'autre part, la FTM-CGT, après réflexion, estime qu'« aucune réponse satisfaisante n'a été apportée » à ses demandes et annonce son intention d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour qu'ils repoussent « les exigences de la direction ».

Trois questions

En fait, trois questions restent posées par le nouveau plan. La première, c'est l'éventuel partage des dépenses et des responsabilités de formation : Citroën demande à profiter du régime du chômage partiel, et n'exclut pas une participation du centre de formation des travailleurs de l'automobile mis en place par le gouvernement. Cela représente un premier terrain de discussion entre les dirigeants de la firme et les pouvoirs publics, qui, a indiqué M. Claude Artus, directeur des rela-

tions sociales de Citroën, ont été informés « afin de pouvoir discuter des conventions les plus favorables ».

La deuxième, c'est le sort des travailleurs de Citroën à l'issue de leur formation. La direction annonce une formation « sur mesure », en fonction du niveau des intéressés et des qualifications qu'ils sont susceptibles d'obtenir. Mais qu'est-ce que cela peut signifier, et sur quoi cela peut-il déboucher pour des OS à très bas niveau de formation ? La CGT voudrait obtenir une forme d'assurance sur ce point : c'est ce qu'a signifié M. Henri Krasucki au cours de sa conférence de presse (lire ci-dessus). Et la CFDT entend « vérifier après dix mois ». Or se situe le point d'équilibre possible avec le licenciement demandé par la direction ?

La troisième, c'est l'évolution de l'entreprise et le sort des autres travailleurs. Les suppressions d'emplois ne seront-elles qu'une première tranche dans la réduction des effectifs ? Selon la CFDT, la direction de Citroën, a annoncé un accroissement de la formation consacrée aux technologies nouvelles (ainsi qu'un volontariat d'amélioration de l'information et les relations sociales dans l'entreprise) ce qui peut modifier la situation. Mais cela ne touche pas à la politique industrielle et à la place des usines de la région parisienne dans l'ensemble de la production.

La partie reste donc délicate. La direction peut considérer que le dossier est clos. Mais elle a besoin des pouvoirs publics pour le chômage partiel et la formation et ne peut prendre le risque d'un nouveau conflit ouvert. Quand au gouvernement, s'il veut éviter de nouvelles crises à la fois à Citroën et dans les autres entreprises automobiles concernées par d'éventuelles suppressions d'emplois, comme Renault, il lui faut avant d'accorder des licenciements, être sûr que la formule retenue peut « passer » auprès des salariés et des syndicats, au tout premier chef la CGT. Ses derniers demandent des assurances. La solution n'est pas simple, et pas nécessairement proche. Mais elle apparaît moins impossible qu'il y a trois ou quatre mois.

GUY HERZLICH

TROIS MILLE EMPLOIS MENACÉS DANS LE VAL-DE-MARNE, SELON LA CGT

Près de trois mille emplois sont menacés à court terme dans le Val-de-Marne où quarante-deux mille chômeurs ont été recensés, a affirmé, le 22 août, l'Union départementale CGT à l'occasion d'une conférence de presse qui s'est tenue dans les locaux de l'usine SKF d'Ivry, occupée depuis dix mois. Les responsables CGT ont souligné que ces menaces de licenciements concernaient également le secteur tertiaire.

Dans le domaine de la distribution alimentaire, quatre cents licenciements ont été demandés à la Coop d'Alfortville de même chez Viniprix à Ivry, Vity et Créteil. Deux cents licenciements sont prévus par la direction de Nicolas dont le groupe Remy-Martin doit prendre le contrôle.

Enfin les responsables syndicaux ont souligné que « douze entreprises du Val-de-Marne sont actuellement en lutte pour le maintien de l'emploi et des acquis sociaux ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE (C.M.M.)

Pour le premier semestre 1984, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 82,4 millions de francs, contre 60 millions de francs au 1^{er} semestre 1983. Pour la même période, le chiffre d'affaires de la société mère est de 47,1 millions de francs qui se compare à 38,7 millions de francs pour le 1^{er} semestre 1983.

FAITS ET CHIFFRES

Energie

« Ravagée par un incendie, la plate-forme d'Enchova (Brésil) sera remise en fonction rapidement. Selon la compagnie Petrobras, la plate-forme d'Enchova, gravement endommagée par un incendie la semaine passée, sera de nouveau opérationnelle d'ici une vingtaine de jours. Cette plate-forme, la plus importante des seize installations assurant l'extraction pétrolière au large des côtes brésiliennes, produisait, avant l'accident, 40.000 barils par jour (2 millions de tonnes par an) de brut, soit 10 % de la production brésilienne. L'incendie, qui a entraîné une perte d'environ 5 millions de dollars (45 millions de francs), avait fait trente-sept morts. (AFP.)

« Offre publique d'achat de 1,2 milliard de francs dans le secteur pétrolier britannique. La société Carless, Capel and Leonard, spécialisée dans le pétrole et la pétrochimie, a lancé une offre publique d'achat de 109 millions de livres (1,36 milliard de francs environ) sur la compagnie pétrolière Premier Consolidated Oilfields. Cette offre a été aussitôt rejetée par Premier, dont les actions ont néanmoins vivement augmenté à la Bourse de Londres. Les deux sociétés sont associées pour l'exploitation du gisement de Wytch-Fields (Dorset) avec la compagnie BP et plusieurs autres compagnies. Si l'OPA de Carless sur Premier réussit, le nouveau groupe détendra 30 % du gisement, le plus productif des champs britanniques en dehors de la mer du Nord. (AFP.)

« Report de la réunion des ministres du pétrole du conseil de coopération du Golfe. Les six ministres du pétrole des pays membres du conseil de coopération du Golfe (CCGG) - Arabie Saoudite, Bahreïn, Koweït, Emirats arabes unis, Oman et Qatar - ont décidé de reporter sine die la session ordinaire prévue les 28 et 29 août à Qatar, afin de « permettre aux responsables pétroliers d'avoir davantage de concertations sur l'ordre du jour ». Les six ministres devaient notamment examiner les résultats de la mission engagée au sein de l'OPEP, afin de sensibiliser, grâce à la visite de deux délégations, tous les pays membres à la nécessité de respecter les règles fixées par l'organisation. (AFP.)

RÉPUBLIQUE ARABE DE SYRIE

PUBLIC ESTABLISHMENT OF ELECTRICITY FINANCIAL DIRECTORATE EXTERN CONTRACT SECTION

N° 2020/F
Date : 4/8/1984

EXTENSION DE LA DATE DE CLOTURE DE L'APPEL D'OFFRES N° 1540
Comme suite à notre annonce concernant l'appel d'offres N° 1540 pour l'extension de la centrale thermique de Baris au moyen de deux unités de 180 MW qui est mentionnée dans le Bulletin officiel quotidien N° 4777 daté du 2/8/1984 :

La date de clôture pour la présentation de l'offre est reportée au lundi 12/11/84.

Le directeur général du PEE, ingénieur R. Karis.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris. - Par arrêt de la troisième chambre de la cour d'appel de Paris du 10 mai 1984, signifié au parquet le 27 juillet 1984, M. Bomier Gérard, né le 25 février 1931 à Boulogne-Billancourt (92) demeurant à Paris (18^e), 19, rue Germain-Pilon, a été condamné à 10000 F d'amende pour tromperie sur les qualités substantielles d'une prestation de service. La cour a, en outre, ordonné, aux frais, du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Figaro* et le *Monde*. - Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général sur sa réquisition.

Le Greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris. - Par arrêt de la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris du 11 juillet 1983, M. Bouvier Jean-Claude, né le 9 juin 1941 à Paris (14^e), demeurant à Saint-Thérèse-en-Haute (Canada), 676, rue Tachereau, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 5000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer un acte de cession. Pourvoi rejeté le 4 juin 1984. La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Figaro* et le *Monde*. - Pour extrait conforme délivré à Monsieur le procureur général sur sa réquisition.

Le Procureur en chef.

Un jugement de la cour d'appel de Dijon, chambre correctionnelle, du 30 mai 1984, a condamné Mercier Bernard, né le 21 mars 1927 au Havre (76), commerçant, 24, rue Morin à Engien-les-Bains (93) à un mois de prison avec sursis pour infraction à la réglementation des changes par constitution irrégulière d'avoirs à l'étranger.

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris. - Par arrêt de la deuxième chambre de la cour d'appel de Paris du 30 mai 1983, M^{me} Franco Genya, née le 8 juin 1958 à Natanya (Israël), demeurant à Paris (18^e), 103, rue de Caulaincourt, a été condamnée à deux ans d'emprisonnement avec sursis simple ainsi qu'à deux amendes de 60000 F chacune pour délit de contrefaçon par exportation de moyens de paiement par dissimulation, exportation de moyens de paiement sans autorisation (faits commis en novembre 1981). La cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée (jusqu'à 3000 F) la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*. Pourvoi rejeté le 2 mai 1984. - Pour

extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

Le Greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris. - Par arrêt de la douzième chambre de la cour d'appel de Paris du 30 mai 1983, M^{me} Lindenbaum Monique, née le 27 janvier 1932 à Paris (12^e), demeurant à Paris (18^e), 103, rue de Caulaincourt, a été condamnée à deux ans d'emprisonnement avec sursis simple ainsi qu'à deux amendes de 60000 F chacune pour complicité de délit de contrefaçon par exportation de moyens de paiement par dissimulation, exportation de moyens de paiement sans autorisation (faits commis en novembre 1981). La cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée (jusqu'à 3000 F) la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*. Pourvoi rejeté le 2 mai 1984. - Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

Le Greffier en chef.

Extrait des minutes du greffe de la cour d'appel de Paris. - Par arrêt de la douzième chambre de la cour d'appel de Paris du 30 mai 1983, M^{me} Franco Genya, née le 8 juin 1958 à Natanya (Israël), demeurant à Paris (18^e), 103, rue de Caulaincourt, a été condamnée à deux ans d'emprisonnement avec sursis simple ainsi qu'à deux amendes de 60000 F chacune pour délit de contrefaçon par exportation de moyens de paiement par dissimulation, exportation de moyens de paiement sans autorisation (faits commis en novembre 1981). La cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée (jusqu'à 3000 F) la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*. Pourvoi rejeté le 2 mai 1984. - Pour

Le Greffier en chef.

Par arrêt de la vingtième chambre de la cour d'appel de Paris du 21 juin 1984, M. Venie Claude, né le 31 juillet 1951 à Paris (3^e), demeurant à Saint-Maur (94), 3, avenue Diderot, a été condamné à 2000 francs + deux amendes de 500 francs pour chacune des deux infractions au décret du 8 janvier 1965, pour blessures involontaires et infractions au Code du travail. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal le Monde*. - Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

Le Greffier en chef.

CEPES
depuis 1967, chaque année plus de 1.000 étudiants...
médecine pharmacie
stage pré-entrée septembre - soutien annuel - classe prépa.
5 centres : Quarter Inn, Newry, Ramon, Crest, Orsay
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19

PREFECTURE DE L'AUBE

AVIS

Le préfet, commissaire de la République, du département de l'Aube à Troyes communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique du raccordement de la ligne à deux circuits 400 kV Le Chesnoy-Méry au poste de Nogent.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois à dater du 20 août 1984, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après (à l'exception des jours fériés) :

- A la préfecture de Troyes, place de la Libération à Troyes, les jours ouvrables du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 30/14 h à 17 h.
- A la sous-préfecture de Nogent, rue Casimir-Périer, à Nogent/Seine (Aube), les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8 h à 12 h/14 h à 17 h.
- A la mairie de Nogent/Seine, rue Paul-Dubois, à Nogent/Seine (Aube), les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8 h à 15 h à 12 h/14 h à 18 h 15.
- A la direction régionale de l'industrie et de la recherche de la région Champagne-Ardenne, 3, rue Green-Teller - 51000 Châlons/Marne, les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8 h à 12 h/13 h 30 à 18 h.

Le public pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

Comptant 22 AOUT

PARIS

22 août

En hausse : + 1,5 %

Le marché parisien a évolué favorablement mercredi. En cette journée de réajustement des primes qui précède les opérations de liquidation mensuelle (laquelle s'annonce largement gagnante avec une hausse de 3,7 % en un mois), la cote a progressé de 1,51 % dans les échanges nettement plus actifs depuis le début de la semaine.

Visiblement, les affaires ont repris à la Bourse de Paris où la clientèle plus traditionnelle est venue relayer, pour partie, ces gérants de SICAV qui ont fait l'essentiel du marché ces dernières semaines. La très bonne tenue de Wall Street (l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a gagné près de 23 points mardi soir) a sans doute largement contribué à la bonne humeur perceptible sur les groupes de cotation où l'on retrouvait les villages familiaux.

Galeries Lafayette, Colas, Penarroya, L'Oréal, Institut ont figuré en tête des valeurs les plus actives avec des gains de 4 à 10 %, suivies, à quelque distance, par Elf-Aquitaine, Primagaz, Bongrain, BSN, Lafarge-Coppée (+ 5 à + 4 %). A son plus haut niveau de l'année, le Club Méditerranée gagne 3 %, de même que la Compagnie Bancaire. Par contre, Catelem et UFB, deux autres valeurs du même groupe (Compagnie Bancaire), perdent 2 % à 3 %, alors que ces deux titres s'étaient bien comportés la veille (dans des échanges très peu actifs, il est vrai : 110 et 320 titres respectivement...).

A son plus bas de l'année, Saint-Louis perd 2 %, précédée par Euromarché, ADO (- 4,5 %), Maison Phenix et GTM-Entreprise cédant 1,5 %.

Sur le marché international, le cours du "For" s'est établi à 345,40 dollars (l'once (inchangé sur mardi midi) à Londres. Le lingot a gagné 300 F, à 98 950 F, tandis que le napoleon est inchangé, à 610 F, pour la quatrième séance consécutive.

Reprise du dollar-titre, à 10,24/29 F (contre 10,19/20 F la veille).

NEW-YORK

Mé-fique, mi-raisin

Une nouvelle hausse s'est produite mercredi à Wall Street, mais à mi-étape, sur des valeurs bénéficiaires, le marché a reperdu, et même annulé, tout le terrain gagné initialement. A la clôture, l'indice des valeurs industrielles, un moment parvenu à 2 500,55, s'est établi à 2 501,77 (- 1,25 point). Le bilan de la journée est toutefois resté positif. Sur 1 969 valeurs traitées, 847 ont monté, 746 ont baissé et 376 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, l'annonce officielle d'un taux d'inflation de 0,3 % pour juillet a produit une excellente impression. Mais la hausse, le même jour, des commandes de biens durables (+ 2,2 %) a rafraîchi l'atmosphère, bien que cette progression soit imputable à des ordres passés par l'armée, les commandes destinées à l'industrie proprement dite ayant baissé (- 3,5 %). En outre, l'avertissement lancé par la commission de la Chambre des représentants à propos des déficits budgétaires, qui pourraient contraindre le FRD à maintenir une politique de restriction des dépenses, a incité les investisseurs à la prudence.

Enfin, le marché obligataire a fléchi. Selon les professionnels, le marché serait entré dans une phase de consolidation. Ceux-ci, pour expliquer le recul du "Dow", évoquent des ventes institutionnelles.

Une forte activité a continué de régner, et 116,05 millions de titres ont été échangés, contre 128,14 millions.

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
Alcoa	37 3/4	37 3/4
Amstar	30 1/2	30 1/2
Boeing	50 1/2	50 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2
Eastman	38 1/2	38 1/2
GenCorp	35 1/2	35 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	125 1/2	125 1/2
ITT	35 1/2	35 1/2
Johnson & Johnson	45 1/2	45 1/2
Kimberly-Clark	35 1/2	35 1/2
McDonald's	35 1/2	35 1/2
Merck & Co.	35 1/2	35 1/2
Procter & Gamble	35 1/2	35 1/2
Union Carbide	35 1/2	35 1/2
US Steel	35 1/2	35 1/2
Westinghouse	35 1/2	35 1/2
Xerox Corp.	35 1/2	35 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BAYER. - Après Hoechst, qui vient d'annoncer une augmentation de 83,7 % de son bénéfice avant impôt au premier semestre 1984 (le Monde du 23 août), c'est au tour de Bayer AG de faire état, pour la même période, d'un bénéfice de 1,49 milliard de deutschmarks, en hausse de 72,9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Dans le même temps, le chiffre d'affaires mondial est passé de 18,3 à 21,9 milliards de deutschmarks, les investissements en immobilisations étant évalués à 1,9 milliard de deutschmarks pour l'année 1984 et à 700 millions pour la seule année 1983. Ces données à retenir au sein des six premiers mois de l'exercice, avant impôt, de 660 millions de deutschmarks, en progrès de 30,2 % sur le premier semestre 1983, le chiffre d'affaires atteignant 8,4 milliards de deutschmarks, soit une progression de 15,5 %. Selon la société,

cette hausse résulte d'une augmentation du volume des ventes, d'un bon taux d'emploi des capacités de production et de coûts de production avantageux. Bayer faisait état d'un niveau satisfaisant de ses exportations durant le deuxième trimestre 1984, alors que la conjoncture de son activité à l'étranger sur le marché industriel y compris aux trois premiers mois de l'année.

MITCHELL. - Les gestionnaires de Sioux du Crédit agricole et d'un fonds commun de placement à risques de la "banque verte", Agr-Entreprises, ont pris part à la réunion du 15 F dans la société Mitchell, société non cotée en Bourse et « numéro un » mondial des moulinets pour cailler à pêche. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des habituelles opérations de portefeuille des organismes de gestion collective du Crédit agricole, permettra à cette société savoyarde de financer sa partie un programme d'investissement de quelque 5 millions de francs. Celui-ci concerne le lancement, à l'automne prochain, d'un nouveau produit, le moulinet à pêche à main, l'ANVAR à hauteur de 1,5 million de francs. Reprise, après un dépôt de bilan, par M. Philippe Bismé, cette société, qui vendait à un moment jusqu'à deux millions de moulinets par an (par rapport à un chiffre d'affaires de 10 millions de francs), entreprend une vaste restructuration de son réseau commercial aux Etats-Unis, tout en cherchant à s'imposer au Japon, second marché mondial.

INDICES QUOTIDIENS

(NDSD, base 100 = 25 août 1983)

Valeur française : 108,7 110,5

Valeur étrangère : 92,2 93,5

C° DES AGENTS DE CHANGE

(base 100 = 31 août 1983)

Indice global : 163,4 165,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus du 23 août : 10,15/16 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) : 22 août : 242,35 240,95

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

VALEURS

VALEURS	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85
AGF (SA)	25 85	25 85

SECONDE MARCHÉ

SECONDE MARCHÉ	Cours de 21 août	Cours de 22 août
AGF (SA)	25 85	25 8

هكذا من الأصل